99351
PN ACE-107
IMAP
MFM74405
ZM20
ZM00
8
Property of USAID/DAKAR
Documentation Center

LE CLIMAT POLITIQUE ET LA VOLONTE DE REFORME POLITIQUE ET ECONOMIQUE AU SENEGAL

RAPPORT FINAL
Version française

Préparé par Sheldon GELLAR
pour l'USAID/Sénégal
(Contrat N° 685-0294-C-00-6293-00)

Août 1997

Property of USAID/DAKAR
Documentation Center

211120

Property of USAID/Dakar
Documentation Center

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS 1

I INTRODUCTION 2

II LE CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL ACTUEL CRISE ET GESTION DE LA CRISE 3

III LE SYSTÈME POLITIQUE 5

A Caractères fondamentaux de la culture politique sénégalaise 5

1 Perspectives démocratiques 5
2 Les styles traditionnels de leadership politique 6
3 L'esprit de faction 7
4 Le clientélisme 7

B Le système des partis politiques 8

1 La domination du parti unique- le PS 8
2 Le PS et la culture politique du "parti-état" 8
3 Transformations à'intérieur du PS 9
4 Le Parti Démocratique Sénégalais (PDS) 12
5 Les petits partis politiques 14
6 Les candidats indépendants 15
7 Le financement des partis politiques 16

C Le système électoral 17

1 Évolution 17
2 Le débat de la CENI 18
3 Candidats indépendants 18
4 Les questions de représentativité 19
5 L'abstentionisme et le électorat sénégalais 20

D Les institutions politiques nationales 21

1 L'exécutif 21
2 L'Assemblée Nationale 24
3 Le pouvoir judiciaire 25
4 Le Conseil Économique et Social 26

IV L'ISLAM ET LES CONFRÉRIES ISLAMIQUES 26

A Le rôle politique des chefs religieux 26

B Les Confréries, les Mouvements Réformateurs et le le Mouvement Radical Intégriste au Sénégal 30

C Les ONGS et associations islamiques urbaines 32

Property of USAID/Dakar
Documentation Center

D L'Islam et la minorité chrétienne 34

E Les Confréries sénégalaises, la bonne gouvernance et ledéveloppement 35

F Perspectives pour le futur 36

V L'ÉTAT ET LA SOCIETÉ CIVIL 37

A Définitions et usages 37

B La tutelle de l'état, la liberalisation et la vie associative 38

VI LE MOUVEMENT ASSOCIATIF (MA) 42

A Anatomie du Mouvement Associatif 42

B Le dynamique du Movement Associatif 43

1 Associations extra-locales 43
2 Associations de base d'échelle réduite 58
3 Associations urbaines centrées autour des préoccupations économiques, professionnelles, culturelles et civiques 64

VII L'ÉTAT ET LES MÉDIAS 73

VIII PRESSIONS MENANT À DES CHANGEMENTS DANS LE CONTEXTE DE RÉFORME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE 75

A Pressions démographiques 75

B Forces économiques 76

C Pression et assistance des donateurs 76

D Les jeunes et les femmes comme agents du changement 77

1 La jeunesse sénégalaise 77
2 La femme comme agent du développement 82

IX LES FORCES RÉSISTANT À LA RÉFORME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE 86

X LE CLIMAT POLITIQUE ET SON IMPACT SUR LE CLIMAT DE DÉVELOPPEMENTÉCONOMIQUE 87

XI LE CLIMAT DE GOUVERNANCE AU SÉNÉGAL ET SON IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT 94

A La bonne gouvernance et le système électoral 94

B "La mauvaise gouvernance" et la fonction publique 95

C Le leadership présidentiel dans l'application des

des réformes de gouvernance 100

D Le système judiciaire et la bonne gouvernance 101

E Bonne gouvernance, prise de décision du haut vers le bas et modes de comportements clientélistes au sein du gouvernement et de la fonction publique 103

XII THÈMES MAJEURS LA DÉCENTRALISATION 105

A Perspectives gouvernementales sur la décentralisation et la régionalisation 107

B Défauts dans les processus d'élaboration, les codes les codes de décentralisation, et les décrets d'application 108

C La décentralisation et le processus politique 109

D Gouvernement local et décentralisation 111

E La décentralisation comme processus plus large 112

F Occasions et domaines pour l'exploitation du potentiel crée par les récentes réformes de décentralisation 113

G Possibilités d'échec 113

XIII THEMES MAJEURS PERSPECTIVES POUR LA RÉSOLUTION DES TENSIONS ET DES CONFLITS EN CASAMANCE ET DANS LA VALLÉE DU SÉNÉGAL 114

A Le climat politique en Casamance 114

B Le climat politique dans la région du Fleuve Sénégal 118

XIV THEMES MAJEURS L'IMPACT DU CLIMAT POLITIQUE SÉNÉGALAIS SUR LE RÔLE DU PAYS DANS LA RÉGION 123

XV THEMES MAJEURS LA CONNECTION FRANÇAISE 124

XVI CONCLUSIONS 127

A La volonté politique de changement et de réforme auSénégal 127

B Qui seront les nouveaux leaders? 128

C La décentralisation va-t-elle réussir? 130

D Ou va le Sénégal? 131

E Changements dans le climat politique et l'impact sur les stratégies de développement 132

ANNEXE I LISTE DES ABRÉVIATIONS 138

ANNEXE II DOCUMENTS CONSULTÉS 142

ANNEXE III PERSONNES RENCONTRÉS 149

ANNEXE IV TERMS OF REFERENCE 154

REMERCIEMENTS

De nombreuses personnes m'ont aidé à préparer ce rapport D'abord, je voudrais remercier Madame Anne Williams, directrice de l'USAID/Senegal, pour m'avoir permis de participer à un effort collectif et visionnaire de formulation d'une stratégie de développement impulsée par les sénégalais Je suis également largement redevable aux nombreux membres du personnel de l'USAID/Senegal dont les noms sont cités en fin de cet ouvrage et qui ont bien voulu partagé avec moi leurs connaissances, conceptions et visions de l'avenir de leur pays Parmi eux, je tiens à remercier particulièrement M Massar Bèye, dont l'étroite collaboration durant l'année écoulée m'a permis d'accomplir ce travail en temps voulu, ainsi que Monsieur Ousemane Sané, qui m'a ouvert de nombreuses portes et m'a tenu au courant des autres études en cours de l'USAID/ Senegal Douglas Sheldon, Robert Navin et Garry Meritt de l'USAID/Senegal m'ont fourni des aperçus pénétrants et souvent stimulants issus de leurs expériences au Sénégal et ailleurs dans le monde

Sidy Sissokho, mon assistant de recherche, a effectué un excellent travail de coordination, me tenant au courant quand j'étais hors du pays et m'aidant à mieux comprendre la jeunesse sénégalaise Je tiens également à exprimer ma profonde reconnaissance à Ismaila Dia pour son brillant travail de recherche sur la communauté Halpulaar au Sénégal, son rôle de traducteur et de collaborateur lors de nos voyages dans la région de Saint Louis et sa profonde compréhension de la spiritualité de l'Islam sénégalais

Les études des spécialistes sénégalais Pathé Diagne, Momar-Coumba Diop, Mamadou Diouf, Babacar Kanté, Khadim Mbacké et Fatou Sow ont grandement enrichi mon travail, tandis que la qualité de leurs critiques, basée sur une profonde connaissance de la société sénégalaise, ont fait de ma mission une expérience particulièrement gratifiante Je remercie ces collègues pour leur précieuse contribution Je tiens à remercier également Molly Melching de TOSTAN pour avoir organisé les visites dans les villages dont les habitants ont adopté avec enthousiasme, et intégré dans leur vie quotidienne, des principes démocratiques et de bonne gouvernance

Je dois également exprimer ma gratitude à Fatou Kader et Fatou Sarr du centre de documentation de l'USAID/Senegal pour avoir rassemblé du matériel et des listes bibliographiques, à Badara Ndiaye pour le soutien logistique qu'il m'a toujours accordé avec le sourire, à Bequily Sy qui a efficacement planifié mes déplacements dans Dakar, et à Rosa Nelson pour son assistance toujours positive Enfin, je remercie Philippe Brandes, de Jérusalem, qui a fidèlement traduit le texte original anglais

Bien que je sois ravi de faire partie de l'effort collectif visant à élaborer la nouvelle stratégie de développement de la mission, ce rapport représente uniquement les vues de son auteur et non celles de l'USAID/ Senegal

LE CLIMAT POLITIQUE ET LA VOLONTE DE REFORME POLITIQUE ET ECONOMIQUE AU SENEGAL

1 INTRODUCTION

Ce rapport est une des nombreuses études commandée par l'USAID/Sénégal en vue de l'élaboration de la stratégie de développement de la mission pour la période 1998-2006 Il est centré autour de quatre objectifs principaux

1 effectuer une analyse précise du climat politique au Sénégal aujourd'hui

2 évaluer la volonté politique sénégalaise de réforme politique et économique à tous les niveaux de la société

3 identifier les acteurs principaux et les forces promouvant et bloquant les réformes nécessaires à l'accélération du développement du pays

4 indiquer les domaines potentiels de l'activité de l'USAID/Sénégal pour la réalisation des objectifs stratégiques de la mission

L'étude aborde un vaste champ de sujets et de questions cruciales dans la compréhension de la situation politique actuelle et la volonté de changement au Sénégal Ce champ inclut la décentralisation, la bonne gouvernnance, les relations état-société civile, le rôle de l'Islam, l'impact des organisations de base et réseaux sociaux sur le développement politique et économique, et la crédibilité du régime et de ses institutions politiques (Pour une liste complète des sujets et des thèmes couverts par ce rapport, voir Annexe IV contenant les termes de référence)

Le consultant a commencé à travailler à cette étude à la fin du mois de juillet 1996 Dans le courant de l'étude, le consultant a effectué quatre voyages d'études au Sénégal (25 juillet - 30 août, 1996, 29 octobre - 27 novembre, 1996, 23 février - 22 mars, 1997, et 25 mai - 26 juin, 1997) Ces voyages d'études comprenaient une variété d'activités

1 interviews de tous les membres de l'équipe de l'USAID/Sénégal chargée d'élaborer la nouvelle stratégie de développement de la mission

2 discussions avec des spécialistes sénégalais s'occupant des questions couvertes par le travail et initiation de six études et présentation de celles- ci par les spécialistes

3 interviews de leaders de partis politiques, députés, maires, conseillers municipaux, régionaux et ruraux, ministres et autres représentants de l'état, gouverneurs, préfets et sous-préfets, techniciens gouvernementaux travaillant dans le domaine,

représentants de la société civile et des médias, chefs religieux, hommes d'affaires, jeunes, leaders des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) et responsables de divers mouvements de jeunesse féminine, associations de base et donateurs officiels (Pour une liste complète des personnes contactées, voir Annexe III)

4 voyages sur le terrain comprenant les régions suivantes en dehors de Dakar Thiès, Diourbel, Kaolack, Louga, Fatick, Saint Louis et Ziguinchor

5 couverture en profondeur de la campagne électorale du 24 novembre 1996

6 collecte, au Sénégal, de livres, documents, journaux, programmes électoraux et autres matériaux liés aux sujets cités en référence, et revue de ces matériaux par le consultant à son bureau de l'Institut Harry S Truman pour l'Avancement de la Paix, à Jérusalem

8 examen d'autres études, documents et notes de réflexions de l'USAID/Sénégal en rapport avec la préparation de la nouvelle stratégie de développement

9 passage en revue extensif d'articles et de livres sur le Sénégal ayant un rapport avec les sujets cités en référence

II Le contexte politique et social actuel crise et gestion de la crise

Le Sénégal traverse actuellement un cycle récurrent de crises politiques et sociales caractérisé par des confrontations entre le parti au pouvoir et l'opposition concernant les élections et le système électoral, des troubles et des grèves dans le système éducatif, et une agitation sociale grandissante du monde du travail

Durant les dix dernières années, le Sénégal a connu trois crises politiques majeures Toutes ont débuté ou furent intensifiées après des élections fortement disputées et contestées Le Président Abdou Diouf s'est montré capable de gérer habilement l'état quasi-permanent de crise politique durant la dernière décade et de renforcer sa propre autorité en tant que président de tous les Sénégalais en élargissant progressivement le gouvernement aux autres partis politiques, se distançant du PS et promouvant la régionalisation et une décentralisation encore plus étendue En juillet 1997, le pays attendait encore que le Président Abdou Diouf intervienne afin de trouver une solution à l'impasse politique due au refus du PS d'accepter une commission électorale nationale indépendante

De leur côté, les partis officiels d'opposition politique sénégalais se sont montrés moins emprunts à descendre dans la rue pour manifester contre le régime L'entrée au gouvernement du

PDS, PIT et du LD-MPT a réduit le volume et l'intensité de la contestation politique

Dans le même temps, les effets négatifs sur le niveau de vie moyen des sénégalais des ajustements structuraux et de la dévaluation de 1994, les crises croissantes dans le système éducatif, une agitation sociale générale et un désillusionnement vis à vis du système politique, rendent plus difficile pour le régime de gérer les crises sociales face aux exigences croissantes des différents secteurs de la société sénégalaise en faveur du changement

La crédibilité de la classe politique sénégalaise est de plus en plus remise en question Nombreux sont les Sénégalais à douter de la capacité des politiciens et du gouvernement à s'occuper de leurs problèmes quotidiens En assurant une plus grande liberté d'expression aux différents secteurs de la société, la libéralisation du système politique sénégalais a rendu plus difficile pour le régime de manipuler la société et entraîné une croissance des requêtes et pressions sur le régime et la classe politique afin qu'ils tiennent effectivement leurs promesses

Les élections locales du 24 novembre 1996 ont été significatives pour plusieurs raisons

1 Pour la première fois depuis l'indépendance, des élections locales sont devenues un terrain de bataille politique majeur pour les partis d'opposition

2 Les élections reflétaient un mouvement authentique vers une décentralisation et responsabilité plus grandes des partis politiques et gouvernements locaux envers les électeurs

3 L'appel à l'identité locale, régionale et ethnique dans la mobilisation électorale a marqué une nette tendance en faveur d'une reconnaissance et acceptation publiques plus importantes par la classe politique du pluralisme sénégalais

4 Les élections ont confirmé le PS comme parti dominant et le mieux organisé du pays

5 Le taux élevé d'abstentionnisme a indiqué une certaine désaffectation de l'électorat envers le système politique

6 Des irrégularités dans les procédures électorales, en particulier dans la région de Dakar, ont semé le doute quant à la crédibilité du système électoral et engendré des demandes pour une commission électorale nationale indépendante (CENI)

Malgré les cycles récurrents de crises politiques et sociales et la crédibilité déclinante de la classe politique caractérisant le contexte politique et social au Sénégal, le fait est que le Sénégal a fait des progrès considérables dans la libéralisation du système politique et économique depuis le début

des années 90 La relâche du contrôle de l'état sur les médias, l'émergence d'un secteur privé plus autonome et diversifié, la croissance d'organisations de base dynamiques, et les lois de décentralisation destinées à transférer un plus grand nombre de pouvoirs de décision du gouvernement central vers le gouvernement local, sont des indications importantes de ce changement

La formulation de la future stratégie de développement de l'USAID/Sénégal et les premières étapes de sa mise en oeuvre auront lieu pendant une période de compétition politique intense, pendant laquelle le PS tentera de se positionner afin de demeurer le parti au pouvoir au 21° siècle, tandis que les partis d'opposition poursuivront leur lutte ascendante pour conquérir le pouvoir Il est plausible que le paysage politique ne connaîtra pas de changement radical dans les prochaines années, le Président Diouf et le PS conserveront probablement leur position dominante dans le système politique aussi longtemps que l'opposition restera fragmentée et divisée

Les prochaines années seront caractérisées par des réajustements et expérimentations institutionnels majeurs, tandis que les réformes de décentralisation et de régionalisation de 1996 sont mises en place Le contexte politique et social est également un contexte où le Sénégal traverse d'importants changements dans la façon dont la politique fonctionne La décentralisation aidant, la politique sera de plus en plus basée localement La diffusion d'informations plus étendues et plus accessibles aux citoyens sénégalais à travers les médias, la participation croissante aux institutions nationales de groupes précédemment exclus, et l'émergence de leaders politiques plus jeunes atteignant leur majorité dans la période d'après Senghor et non liés au style politique ancien, entraînent des changements dans la politique clientéliste du passé Ces développements, et leur impact sur le climat politique sénégalais, sont discutés en détail dans le coeur de cette étude

III Le système politique

A Caractères fondamentaux de la culture politique sénégalaise

1 Perspectives démocratiques

Contrairement à nombre de pays africains, le Sénégal possède une longue tradition démocratique L'élite sénégalaise est profondément engagée sur le principe d'élections libres, de pouvoir majoritaire et de défense des droits de l'homme élémentaires La perception générale des masses met surtout l'accent sur le consensus, le maintien de la paix sociale, la garantie pour tous d'un "coin sous le soleil" ainsi qu'une répartition et un partage équitables des ressources

Les partis d'opposition sénégalais soulignent souvent comme essence de la démocratie leur droit de déloger le parti au pouvoir au moyen d'élections ouvertes et équitables Ceci explique la grande importance qu'ils accordent à la notion

d'alternance et pourquoi ils ont consacré tant de temps et d'énergie à oeuvrer en faveur d'une réforme électorale et un CENI qui rendra possible, selon eux, le changement de gouvernements et de régimes

2 Les styles traditionnels de leadership politique

Le leadership politique sénégalais est caractérisés par plusieurs aspects généraux

(1) Le leadership est individuel et non collectif Les leaders peuvent prendre l'avis de leurs pairs mais il n'y a pas place pour plus d'un dirigeant Selon un proverbe sénégalais, deux crocodiles ne sauraient cohabiter dans le même marécage

(2) Le leadership est hiérachique et centralisé Ce type de leadership entraîne une prise de décision du haut vers le bas et une nette dichotomie entre le chef qui "donne les instructions" et les autres membres de la hiérarchie, qui sont sensés exécuter les ordres Ce type de leadership a été influencé par le modèle administratif colonial français

(3) Le style de leadership sénégalais décourage toute critique ouverte et publique du dirigeant et étouffe l'initiative de ceux qui lui sont hiérachiquement inférieurs Au sein des partis politiques, critiquer le leader entraîne souvent des sanctions et l'expulsion du parti

(4) La compétition pour le leadership national est hautement personnalisée et tend à être bi-polarisée autour du leader du parti au pouvoir et celui du principal parti d'opposition Par conséquent, les deux principaux partis sénégalais sont identifiés en premier lieu avec leur dirigeant national respectif plutôt qu'avec l'idéologie ou le programme du parti Ainsi, voter PS, c'est voter pour Diouf, voter PDS, c'est voter pour Wade

(5) Les leaders des partis politiques nationaux interviennent souvent afin d'imposer leurs propres candidats comme dirigeants de la branche locale du parti

(6) Le leadership et le pouvoir nationaux sont concentrés dans les mains du président Ansi, le Président Abdou Diouf, à l'instar de son prédécesseur, contrôle le gouvernement et le parti au pouvoir, tout comme il a le dernier mot en matière de politique étrangère et intérieure, nommant ministres, magistrats et fonctionnaires de haut rang, et choisissant son successeur comme dirigeant du parti

La crise politique et constitutionnelle qui entraîna la mise à l'écart du Premier Ministre Mamadou Dia en décembre 1962 a marqué la fin du régime bicéphale au sein duquel le pouvoir était partagé par le Président et le Premier Ministre En 1963, le Président Léopold Senghor modifia la constitution pour établir un régime présidentiel fort et profita de sa maîtrise du parti

dominant et de l'appareil de l'état pour éliminer les rivaux potentiels et établir son hégémonie sur le système politique sénégalais Ce modèle de leadership présidentiel a prévalu depuis et explique la relative faiblesse du Premier Ministre dans le système politique sénégalais

3 L'esprit de faction

De même, la lutte pour le leadership au niveau local est souvent hautement personnalisée, bi-polarisée et nourrit l'esprit de faction La politique de clan au niveau local tourne autour des efforts des meneurs locaux pour rassembler supporters et clients loyaux En language parlé, le vainqueur est appellé le leader de la tendance A, tandis que le perdant est nommé le leader de la tendance B L'incapacité des perdants à accepter les vainqueurs comme dirigeants du parti encourage de constantes querelles au sein du parti et amène quelquefois la tendance ou le clan perdants à rester chez soi ou à voter contre son propre parti le jour des élections

L'esprit de faction se retrouve également à tous les niveaux de la société sénégalaise, par exemple dans les syndicats, mouvements étudiants, milieux d'affaires, coopératives, confréries religieuses, villages agricoles etc , quand des rivaux se disputent le pouvoir au sein de leurs organisations ou communautés de base

4 Le clientélisme

Le phénomène du clientélisme est basé sur des relations asymétriques entre leaders et partisans dans lesquelles les leaders redistribuent les ressources à leurs partisans en échange de leurs votes, leur soutien et leur déférence Les leaders sont sensés se montrer généreux envers leurs partisans et les clients loyaux envers leur patron

Le clientélisme n'entraîne pas nécessairement un engagement de la part du patron vis à vis de sa clientèle Toutefois, des clients insatisfaits peuvent voter avec leurs pieds et transférer leur allégeance à d'autres patrons quand leurs patrons ne leur procurent pas ce qu'ils veulent Le clientélisme décourage la formation de relations horizontales et d'initiatives locales

Deux autres caractéristiques de la culture politique sénégalaise soulèvent de sérieux obstacles dans l'amélioration du climat politique

1 Les perdants dans la lutte à l'intérieur des partis et entre partis ont tendance à attribuer leur échec à la fraude, la manipulation et autres tactiques malhonnêtes de la part de leurs opposants Au sein du système politique général, ce phénomène contribue à la délégitimisation permanente des vainqueurs, au sein des partis politiques, il entraîne d'incessants conflits de faction L'absence d'une culture du "bon perdant" rend toute

collaboration entre factions et partis rivaux plus difficile et mine le fonctionnement efficace du système politique

2 Les leaders politiques rivaux s'engagent rarement dans de sérieux débats ou échanges d'opinions en face à face Les leaders politiques tendent à entretenir des monologues Ce phénomène rend la négociation basée sur la discussion de sujets et principes importants entre partis rivaux, plus difficile, et conduit à faire appel aux autorités supérieures et/ou à des confrontations basées sur une épreuve de force comme principal moyen de résoudre les conflits

B Le système des partis politiques

1 La domination du parti unique - le PS

Le PS et ses prédécesseurs (BDS, BPS at UPS) ont été les partis majoritaires au Sénégal depuis que le BDS a remporté les élections nationales de 1951 avec 66 7% des voix Fondé par Senghor et Mamadou Dia en 1948, le parti est arrivé au pouvoir en s'assurant un support écrasant auprès des populations rurales, qui constituaient alors plus de 80% de la population du pays Lors des élections territoriales de 1957, le BPS, successeur de l'ancien BDS, a remporté 78 25% des voix et a pris le contrôle de la branche exécutive du gouvernement, position qu'il n'a plus cédé pendant les quarante années suivantes Lors des élections nationales de 1959, les dernières en date avant l'indépendance, le UPS, produit de la fusion entre le BPS et le parti socialiste de Lamine Guéye, a obtenu 81% des voix et tous les sièges à l'Assemblée Nationale La domination ininterrompue de l'UPS, qui est devenu le PS en 1976, peut être attribuée à plusieurs facteurs enracinés dans ses victoires d'avant l'indépendance

(1) Il était, de loin, le parti le plus populaire au Sénégal pendant la lutte pour l'indépendance, jouissant par conséquent du prestige d'être le parti de l'indépendance

(2) Il était le seul parti politique à posséder une organisation solide en territoire rural

(3) Il était le premier parti politique à contrôler l'appareil de l'état, ce qui lui permit d'utiliser le pouvoir et les ressources de l'état pour renforcer sa position comme parti dominant pendant les vingt années de règne du Président Senghor (1960-80)

2 Le PS et la culture politique du "parti-état"

Le Sénégal a beaucoup de points communs avec le Mexique, où un parti unique a dominé le pays depuis la Révolution mexicaine et fait usage de son contrôle de l'état pour se maintenir au pouvoir, et ce, en dépit de l'existence d'élections périodiques, d'une presse libre, d'une société civile dynamique et d'une critique publique grandissante du régime, jusqu'à sa récente défaite aux élections de Juillet 1997 Peu après l'indépendance,

le gouvernement sénégalais s'est employé à écraser ou à coopter les partis d'opposition Avec le ralliement du PRA-Sénégal à l'UPS en 1966, le Sénégal est devenu de facto un état à parti unique (1966-1974) Pendant les dernières années de son règne présidentiel, le Président Senghor autorisa l'établissement de trois, puis de quatre partis politiques légaux, chacun d'entre eux ayant à s'inscrire comme représentant un courant idéologique distinct Senghor refusa de reconnaître la légalité d'autres mouvements politiques cherchant à se faire accepter comme partis légaux Et malgré l'ouverture du système politique sénégalais à un pluripartisme illimité aux élections nationales sous Abdou Diouf, le Sénégal reste essentiellement un régime à parti unique dirigé par le PS

L'absence de concurrence politique sérieuse, la concentration du pouvoir dans les mains de la présidence et la tutelle de l'état sur le gouvernement local, ont favorisé la perpétuation d'un système de "parti-état caractérisé comme suit

(1) un déclin de la dynamique du parti au pouvoir et de sa capacité de mobilisation au niveau local

(2) le brouillage des limites entre les structures du parti et celles de l'état

(3) une forte réticence à partager le pouvoir ou à accepter la possibilité de perdre une élection

Ceci impliquait la volonté de faire usage de tous les moyens, honnête ou malpropres, afin d'assurer que le PS reste au pouvoir, et le sentiment que le gouvernement dirigeant représentait le seul parti légitime dans le pays

Malgré les mesures libéralisantes du Président Diouf, le PS a continué à maintenir ses prérogatives politiques et son hégémonie Ainsi, le nombre de ministres dans le gouvernement a été augmenté afin d'assurer que le nombre de ministres PS ne soit réduit Pour les élections de 1996, le code électoral a continué à être conçu et dirigé en vue d'assurer la victoire du PS, tandis que le Ministre de l'Intérieur, lui-même responsable PS de haut rang, ne semblait pas être animé de la volonté de maintenir la neutralité de l'administration dans l'organisation et la supervision des élections Des responsables du parti se présentant comme candidats ont continué à utiliser les ressources et des véhicules de l'état pendant leur campagne Et les dirigeants des partis de l'opposition ont crié à la fraude, ont accusé le PS de dépenser d'énormes sommes d'argent pour acheter le soutien électoral, ont dénoncé la culture du parti-état rendant le PS incapable d'accepter la tenue d'élections honnêtes

3 Transformations à l'intérieur du PS

Alors que les réformes politiques du début des années 90 ont permis aux partis d'opposition de remporter plus de sièges à

l'Assemblée Nationale et de remplir des postes ministériels, la réduction de l'espace séparant le PS et l'opposition a également poussé Abdou Diouf et le PS à tenter de réorganiser et de revitaliser le parti Suite à la perte de la capitale et de Thiès au PDS en 1993, le PS s'est juré de "reconquérir" la capitale aux élections de 1996, et a réorganisé les structures du parti afin de prendre en considération les changements survenus dans la société sénégalaise, l'impopularité du parti auprès des jeunes, la demande croissante pour un rôle plus important des femmes, et la nécessité de gagner le soutien de personnalités de la société civile et de leaders des ONG et d'autres associations Aussi, les mouvements de jeunes et de femmes au sein du parti se sont vus accorder plus d'autonomie ainsi qu'une plus grande représentation au sein du Bureau Politique, des secrétariats nationaux et régionaux ont été créés, chargés de s'occuper des ONG, des groupes d'émigrés et de la société civile, de plus, un effort important a été fait pour séduire les jeunes en leur procurant des emplois, en patronant des évènements sportifs et culturels et en tentant de gagner l'appui de figures proéminentes du sport et de la culture, populaires auprès des jeunes Les lois de décentralisation du 22 mars 1996, la mise à disponibilité de quelques 24 000 postes d'élus et le fait que les principaux partis d'opposition s'employaient, comme jamais auparavant, à contester sérieusement les élections locales à travers le pays, ont procuré au PS de forts stimulants pour mobiliser et intensifier ses efforts dans le pays tout entier

Fort du soutien de Diouf, Ousemane Tanor Dieng (OTD) fut nommé Premier Secrétaire du parti au Congrès du PS de mars 1996 Dieng plaça plusieurs de ses alliés à des postes clé dans le parti, et prit la responsabilité de mener le PS aux élections rurales, municipales et régionales du 24 novembre 1996 La campagne électorale du PS, et ses répercussions, indiquent que le parti s'est engagé dans plusieurs directions à la fois

(1) Le PS a reconnu la nécessité de travailler dur afin de conserver son soutien électoral traditionnel tout en gagnant celui des nouveaux constituants créés par la rapide urbanisation du Sénégal et l'explosion de la vie associative Le PS est conscient qu'il ne peut plus se reposer sur ses lauriers et prendre la victoire comme un acquis

(2) Le PS se modernise, ouvre les structures du parti en vue de procurer une plus large représentation aux femmes, aux jeunes et aux associations de la société civile, et revitalise la vie du parti au niveau local Il fait également un usage plus important de techniques électorales et publicitaires sophistiquées pour cibler les constituants clef

(3) Dans le même temps, le nouveau leadership du parti a conservé des éléments de la culture du parti unique en ne consultant pas les autres partis politiques pour la détermination du nombre et des limites des nouvelles communes d'arrondissement, rejetant avec intransigeance l'établissement d'une CENI et le droit pour les candidats indépendants de prendre part à la

compétition électorale, utilisant les ressources de l'état et des fonctionnaires de l'administration territoriale pour soutenir le parti, le nouveau leadership n'hésite pas à conseiller aux autres partis de la coalition gouvernementale de démissionner au cas où la manière du PS de mener les affaires ne leur plairait pas OTD et les autres officiels du parti ont également fait connaître leur intention de remporter une victoire éclatante aux élections législatives de 1998, afin de renforcer la prétention du PS de gouverner seul le Sénégal

(4) Le PS continue à maintenir une forte base rurale dans les campagnes, là où les services de l'état sont souvent identifiés avec le patronage du PS

Le parti souffre toujours de conflits intérieurs et de "factionalisme", menaçant sa cohésion et son unité Les tensions à l'intérieur du parti vont probablement augmenter, alors que les leaders locaux des différentes factions se disputent le contrôle des conseils gouvernementaux ruraux, municipaux et régionaux et que ceux-ci recevront, comme résultat des lois de décentralisation de 1996, plus de pouvoir sur les ressources et les emplois Les manoeuvres pour figurer sur la liste du PS lors de élections législatives de 1998 menacent également d'accroître les tensions entre gagnants et perdants

D'autre part, il est probable que la lutte pour la succession de Diouf, le contrôle de l'appareil du parti et l'accès aux postes gouvernementaux ira en s'intensifiant et que Tanor Dieng cherchera éliminer les rivaux potentiels pour le leadership du parti, et à placer ses propres gens aux positions clef Les efforts pour remplacer Mamadou Diop au poste de maire de Dakar, la défection au profit du PDS de dirigeants populaires locaux tels que Balla Daffé à Sédhiou et Tête Diédhiou à Dakar, et le refus de la part des chefs de clan du PS local d'accepter les choix du parti concernant les maires, dans des villes telles que Saint Louis - tout ces éléments sont révélateurs du grave conflit à l'intérieur du PS A moins d'être résolu, ce conflit risque d'affaiblir sérieusement le parti dans le futur

(6) De nombreux observateurs politiques croient que les nouvelles institutions locales telles que les communes d'arrondissement dans la région de Dakar, ou le Sénat proposé, ont été conçus afin de garantir des prix et des postes de consolation aux vaincus Ainsi, à Dakar, des candidats tels que Pikine ou Rufisque, n'ayant pas réussi dans la course pour la mairie, se sont vu offrir la consolation de devenir maire d'une commune d'arrondissement

(7) Le manque pour Tanor d'une base politique fortement enracinée au sein du parti, sa campagne aggressive mais inepte, et la résistance de la part des anciens du parti à ses efforts pour imposer ses alliés comme dirigeants locaux, ont empêché OTD d'affirmer son autorité personnelle dans le parti

(8) Bien que non impliqué directement dans la campagne électorale du parti, Diouf a toujours gardé le dernier mot Aussi, il est intervenu pour assurer que Mamadou Diop soit le candidat du parti, en tête de liste de la course pour la mairie, et pour contrecarrer les tentatives maladroites des alliés de Tanor pour remplacer Diop par un des leurs Pour maintenir son influence au sein de son parti et réduire la lutte pour la succession, Diouf a annoncé qu'il sera à nouveau candidat à la présidence en l'an 2000 Ne voulant pas défier le choix du président, les dirigeants du PS peuvent ainsi accepter plus facilement Tanor Dieng comme nouveau chef du parti
Si Tanor trébuche et commet trop d'erreurs, Diouf, qui conserve toutes les prérogatives d'un monarche présidentiel et reste plus populaire que son parti, pourra toujours le déposer, lui et ses amis Durant les premiers mois de 1997, Tanor a adopté un profil plutôt bas tandis que Diouf faisait clairement comprendre qu'il était toujours le chef

En conclusion, le PS est certainement en train de moderniser ses structures et de s'adapter aux changements sociaux et économiques Mais les modernisateurs émergeant dans la hiérachie du parti ne sont pas nécessairement les réformateurs du système politique sénégalais Au contraire, ceux-ci ne semblent pas très engagés à poursuivre et intensifier le processus de démocratisation en cours, ou à lutter contre la corruption En dépit de l'ascension rapide de Tanor Dieng, la bataille pour la succession est loin d'être achevée Bien qu'à présent à l'extérieur du gouvernement et de la hiérarchie du parti, Djibo Ka s'est récemment positionné comme dirigeant PS plus ouvert au processus démocratique Le Ministre des Affaires Etrangères, Moustapha Niasse, est une autre figure importante qui pourrait affronter Dieng pour la succession

4 Le Parti Démocratique Sénégalais (PDS)

Fondé en 1974 par Abdoulaye Wade, le PDS devint rapidement le principal parti d'opposition, et Wade émergeait comme le principal rival de Abdou Diouf pour le leadership national

Durant les années 70, le PDS a commencé comme un <u>parti de contribution</u> modéré plutôt que comme parti d'opposition cherchant à faire basculer le parti au pouvoir Pendant cette période, le PDS était le seul parti de l'opposition au Sénégal à faire de sérieux efforts pour organiser des structures dans tout les pays Aux élections du 26 février 1978, Wade et le PDS ont remporté près de 18% des votes D'une façon significative, Wade fit le mieux à Dakar où il remporta plus de 32% des voix

Le processus de radicalisation au sein du PDS a commencé en 1981, quand Abdou Diouf devint président Wade contesta la légalité du remplacement de Senghor par Diouf, qui devint président sans avoir été élu Wade se considérait comme le dirigeant légitime de l'opposition Aux cours des élections nationales chaudement disputées de 1988, les résultats officiels donnaient à Wade et au PDS 25 8% des votes, 40 67% à Dakar, et

24 74% pour son parti aux élections législatives Wade et le PDS crièrent à l'escroquerie Les résultats furent suivis de manifestations Wade se proclama comme le véritable président élu, publiant ses propres estimations lui accordant 58 2 des voix La phase de radicalisation prit fin en 1991 avec le code électoral, et l'entrée de Wade au gouvernement de Diouf Wade et le PDS quittèrent le gouvernement à la fin 92 pour participer aux élections nationales de 93, le PDS atteint son meilleur score officiel avec plus de 32%, battant le PS à Dakar, Pikine et Thiès Une fois encore, Wade et le PDS crièrent à la fraude et déclarèrent que les élections avaient été volées Suite à l'assassinat, peu de temps après les élections législatives de mai 93, de Maitre Sèye, vice-président du Conseil Constitutionnel, Wade fut arrêté, puis relâché au mois d'août En janvier 1994, il rejoignit à nouveau le gouvernement comme Ministère d'Etat Cette fois-ci, bien que hautement critique du PS pour avoir disputé les élections locales du 24 novembre 1996, Wade et le PDS sont restés au gouvernement Toutefois, les pressions montent au sein du parti pour qu'il le quitte

Plusieurs facteurs importants caractérisent le PDS comme principal parti d'opposition

(1) Le parti tourne essentiellement autour de la personnalité, imprévisible et charismatique, de son leader Wade lui-même a fait peu de choses pour promouvoir, au niveau de base, des dirigeants forts, ou pour préparer ses lieutenants à lui succéder le moment venu

(2) Le PDS devint le principal parti d'opposition en se positionnant comme le parti du changement (Sopi) Pour le PDS, le changement signifie en premier lieu, faire tomber le gouvernement PS et le remplacer par un gouvernement mené par le PDS

(3) Wade et le PDS ont oeuvré en faveur de réformes démocratiques, et une grande part du mérite leur revient pour avoir poussé le régime à accepter d'importantes réformes politiques, comme le code électoral de 1991, un meilleur accès des partis d'opposition aux médias, etc , ces réformes ont entrainé le Sénégal vers une plus grande démocratie Wade a également appellé à d'autres réformes, telles que le renforcement d'un système judiciaire indépendant, l'accroissement du pouvoir de l'Assemblée Nationale et une Commission Electorale Nationale Indépendante

(4) Par rapport au PS, Le PDS n'offre pas d'alternative cohérente de projet de société Wade et le PDS ont accusé le PS de corruption et d'incompétence, tout comme ils ont argués de leur capacité à gouverner plus efficacement le pays Dans ses discours électoraux, Wade affirme avec sûreté qu'il est capable de résoudre la plupart des problèmes du Sénégal, si seulement il lui était offert la chance de gouverner En tant que libéral, il est partisan d'une politique plus ou moins similaire que le

gouvernement en place En tant Ministre d'Etat, il n'a pas attaqué le programme économique du gouvernement

(5) Le PDS a servi comme principale alternative aux politiciens et électeurs décus par le PS

(6) Dans le même temps, le PDS souffre de défections fréquentes de ses propres dirigeants vers le PS Ainsi, entre 1978 et 1983, la moitié des députés PDS à l'Assemblée Nationale ont fini par rejoindre les rangs du parti au pouvoir La raison principale de ces défections est le meilleur accès au pouvoir et aux ressources disponibles pour les responsables et les politiciens associés au parti gouvernant

(7) La crédibilité de Wade et du PDS auprès du public s'est érodée durant ces dernières années Le public réalise que les affirmations de Wade selon lesquelles il aurait remporté toutes les élections de la dernière décennie sont quelque peu exagérées Plus significatif, peut-être, est le fait que l'entrée au gouvernement de Wade et d'autres dirigeants du PDS a miné la crédibilité du PDS comme authentique parti d'opposition

(8) Wade et le PDS n'ont pas été capables de mener et d'unir l'opposition politique et la campagne pour évincer le PS Les coalitions créées immédiatement après les élections pour protester contre la fraude électorale ou la répression, ont tendance à se désintégrer avant et durant les campagnes électorales nationales, ou alors, quand les partis d'opposition, comme le PDS, décident de rejoindre le gouvernement

(9) Un récent développement semble intéressant - la suggestion de Abdou Fall du CDS (Convention Démocratique Sociale) que le collectif des 19, organisé en vue de l'obtention d'une CENI, s'unisse derrière Wade pour former une seule liste d'opposition aux élections de 1998

5 Les petits partis politiques

Le nombre de partis politiques légaux au Sénégal s'est accru considérablement depuis la suppression en 1981, par Abdou Diuof, des restrictions sur la formation des partis Aux élections de 1983, le nombre de partis est passé de quatre à quatorze A la mi-96, le Sénégal comptait 25 partis légaux reconnus

Depuis l'apparition d'un pluripartisme ouvert en 1981, le rôle des partis plus petits s'est caractérisé de la manière suivante

(1) D'un point de vue collectif, les petis partis n'ont pas cessé de voir leur part du vote total augmenter, principalement sur le compte du PS et, dans une moindre mesure, du PDS Dans les années 70, les partis d'opposition autres que le PDS remportaient

à peine 1% du vote total Aux élections législatives de 88, ils atteignaient près de 4% des voix Ces résultats passent à près de 10% aux élections de 93

(2) Les petits partis les plus importants ont multiplié leurs efforts pour s'organiser en dehors de Dakar, et étendre leur électorat en territoire rural

Aux élections de 1993, les partis d'opposition de gauche autres que le PDS ont remporté un nombre de votes à peu près égal dans l'intérieur du pays et dans la capitale And Jef et le LD-MPT ont également obtenu des gains aux élections de 1996, et emporteront certainement quelques sièges dans la plupart des conseils municipaux et régionaux, ainsi qu'une représentation dans nombre de conseils ruraux

(4) Depuis la chute à la fin des années 80 et début de années 90 du système communiste en Union Soviétique et en Europe de l'Est, la précédente opposition marxiste radicale est devenue plus modérée et moins idéologique Au cours des années 90, les principaux partis marxistes (le PIT, LD-MPT et And Jef, par exemple) ont tempéré leurs déclarations idéologiques, tandis que deux d'entre eux (PIT et LD-MPT) ont finalement rejoint le gouvernement

(5) Plusieurs d'entre les petits partis sont issus de partis plus anciens et sont fondés par ceux qui ont quitté l'organisation-mère Ainsi, le PIT, And Jef et le LD-MPT ont été fondé par des leaders associés précédemment avec le PAI, ou faisaient partie du mouvement étudiant radical des années 60 et du début des années 70

(6) Aux élections du 24 novembre 1996, And Jef, mené par Landing Savané, a émergé comme le troisième parti le plus important And Jef a remporté des gains spectaculaires en réalisant un effort d'organisation intensif dans les campagnes, particulièrement à Bignona, où il a mené sa campagne comme enfant du pays, de plus, And Jef est resté fidèle à son refus de rallier les rangs d'un gouvernement dominé par le PS

(7) La décentralisation a renforcé les motifs pour les petits partis importants, de multiplier leurs efforts d'organisattion au niveau local

(8) De nombreux petits partis ont manqué de militants et de moyens pour s'engager dans l'activité électorale, ils existent principalement sur le papier En 1996, seuls 14 des 25 partis ont présentés des candidats aux élections du 24 novembre

5 Les candidats indépendants

Mamadou Lo, qui s'est présenté aux élections présidentielles de 1993 en tant que porte-parole de la société civile, a été le seul candidat indépendant au Sénégal jusqu'à ce jour, la loi

interdit en effet à des candidats indépendants de se présenter aux fonctions de député, ou de conseiller rural, municipal ou régional

Dans les élections locales de 1996, Jean-Paul Dias à Dakar et Cheikh Abdoulaye Dièye à Saint Louis, se sont empressés de former des partis politiques pour rester dans le cadre de la loi, mais en fait, ils ont menés campagne comme candidats indépendants, sans être redevables en rien au régime des partis politiques Dias, un ancien leader PD, prétend que son parti représente actuellement la cinquième force du pays Le Cheikh Abdoulaye Dièye a mené une campagne impressionante comme candidat réformateur à Saint Louis

6 Le financement des parti politiques

D'ou proviendront les finances des partis politiques?

Comme ailleurs, la question du financement des partis politiques au Sénégal est la plus vive en période électorale, quand le besoin d'argent se fait le plus sentir - que ce soit pour l'organisation de meetings, pour les frais de voyages, de propagande, etc

Le PS est dans la meilleure position pour financer ses activités politiques Il compte un grand nombre de membres et collecte de l'argent selon divers moyens traditionnels (a) la vente de carte de membres, (b) les cotisations, (c) les contributions des candidats du parti, (d) les contributions de responsables élus ou nommés, tels que députés et ministres, (e) les contributions de supporters aisés Les autres partis utilisent les mêmes méthodes pour financer leurs activités

Le PDS est le seul autre parti jouissant d'une base suffisamment large pour rassembler des sommes conséquentes, toutefois, sa capacité en ce domaine est de loin inférieure à celle du PS Dans le passé, Wade lui-même finançait une grande part des activités du parti, d'autres fonds provenaient de sympathisants à l'étranger, comme la Droite française, ou le Mouvement Libéral International Le tarissement du soutien financier extérieur, et le déclin apparent de la situation financière de Wade, ont gêné les efforts électoraux du PDS en 1966 et contribué à la réduction de sa base électorale, surtout à Dakar

La principale différence entre le PS et les autres partis politiques réside dans son accessibilité aux ressources de l'état, qui peuvent être détournées à l'usage du parti Le PS reçoit également de l'argent d'entreprises privées, proches du régime et bénéficiant de privilèges spéciaux Le parti gouvernant jouit donc de beaucoup d'avantages sur les autres partis dans le financement de ses campagnes et activités

Le PS a récemment préconisé de mettre sur pied des ONG, des groupements de jeunesse, ou d'autres organisations, susceptibles de créer des revenus dont une partie serait versée au parti Ceci permettrait de ne pas augmenter le coût de la carte de membre, et donc de ne pas décourager les sympathisants de rallier les rangs du parti La position officielle du PS est qu'il dispose de relativement peu de ressources financières Le contrôle sur la plus grande part des finances semble être centralisé Ainsi, si Tanor ne semble pas avoir rencontré beaucoup de difficultés à obtenir des fonds du parti pour financer sa campagne personnelle, les responsables locaux soutiennent souvent qu'ils ne reçoivent que peu d'argent des institutions centrales, afin de conduire leur campagne locale

Pendant la campagne pour les élections du 24 novembre 1996, les médias indépendants ont diffusé des informations, suggérant que des directeurs de services importants de l'état avaient détourné des fonds au profit du parti, et que des gouvernements étrangers - principalement les pays amis du Sénégal dans le monde arabe - avaient versé de grosses sommes pour soutenir le régime de Diouf Les médias ont également rapporté que des partis politiques, et le PS en particulier, avaient versé des sommes considérables à d'importants "grands électeurs", qu'ils avaient payé des politiciens en vue pour laisser tomber leur parti, et enfin, qu'ils avaient financé la distribution de riz, de sucre et d'autres produits de base, dans le but de s'assurer le vote des bénéficiaires et de leur famille

Face à ces excès, le courant se renforce au Sénégal pour que l'état intervienne afin de réglementer le financement des campagnes électorales, et de pourvoir des fonds aux partis politiques participant aux élections Même le PS a exprimé le besoin d'une sorte d'assistance financière des partis en période d'élection, et une réglementation du financement des partis Alors que le PS soutiendra, sinon initiera, probablement une législation en ce domaine, il est moins sûr qu'il encourage une législation permettant une plus stricte régulation contre les détournements de fonds dans des buts électoraux

C Le système électoral

1 Evolution

Pendant le règne de Senghor (1960-1980), le système électoral était strictement contrôlé par le gouvernement De 1966 à 1974, le Sénégal était, de facto, un régime à parti unique Diouf libéralisa le système politique en autorisant la participation aux élections d'un nombre illimité de partis Mais les règlements électoraux, tels que l'absence de bulletin secret, la non-obligation pour les électeurs de prouver leur identité, et la représentation limitée des partis d'opposition dans la supervision des résultats, ont fourni au parti au pouvoir de nombreuses occasions pour gonfler leur score

L'adoption du code électoral de 1991, soutenue par la quasi-totalité des partis politiques du Sénégal, a créé la possibilité d'élections ouvertes et transparentes Toutefois, des failles se sont manifestées dans le système lors des élections nationales de 1993 La critique la plus pertinente concerne le manque de neutralité du Ministère de l'Intérieur dans l'organisation et la supervision des élections

2 Le débat de la CENI

Le récent débat concernant la CENI reflète le manque de discussion sérieuse et de dialogue entre le PS et les 19 partis réunis au sein du collectif des 19 Jusqu'à présent, les deux côtés ont à peine bougé de leurs positions initiales, comptant sur l'intervention du Président Diouf pour soutenir leur point de vue Le PS désire conserver plus ou moins intact le système actuel, avec le Ministre de l'Intérieur organisant et supervisant les élections, et a dénoncé la CENI comme dangereuse, anti-républicaine, et même, anticonstitutionnelle De son côté, l'opposition exige une commission électorale nationale totalement indépendante, qui serait responsable de l'organisation et la supervision de toutes les étapes du processus électoral Une solution de compromis, qui pourvoirait le Sénégal de plus de contrôle de la manipulation et de la fraude électorale actuelles, serait probablement, à condition d'être appliquée de bonne foi, suffisante pour assurer le type de transparence indispensable pour rendre confiance dans le système électoral

3 Candidats indépendants

L'un des obstacles majeurs sur la voie de la démocratisation du système politique, est la règle électorale interdisant à tout candidat indépendant ne figurant pas sur la liste d'un parti reconnu officiellement par le gouvernement, à disputer les élections La seule exception à cette règle a eu lieu pendant les élections présidentielles de 1993, quand des candidats indépendants furent autorisés à se présenter contre Abdou Diouf Mamadou Lo, le seul candidat indépendant en course, se présentait comme candidat de la société civile Bien que très actifs pour exiger une commission électorale indépendante, la plupart des partis établis sont restés relativement muets sur le besoin de candidatures indépendantes Le CDP/Garab GI de Iba Der Thiam a été l'un des rares partis à insister sur la participation de listes indépendantes comme relevant du droit démocratique fondamental

Le PS et le PDS ont le plus à perdre dans une éventuelle modification du système en cours, et ce pour plusieurs raisons

(1) Un tel changement augmenterait la motivation des dirigeants populaires des partis à quitter leur organisation pour se présenter comme candidats indépendants, tout en faisant l'économie de former un nouveau parti

(2) La décentralisation augmente la motivation pour les candidats à disputer les élections au niveau local ,sans avoir à être membre d'un parti ou jouir du soutien de la hiérachie nationale et locale du parti Dans certaines régions, un leader d'un groupe de citoyens sans attaches politiques, peut être préferré par l'électorat désireux aux leaders locaux discrédités ou à des candidats imposés par la hiérachie nationale

(3) Une telle modification rendrait les dirigeants locaux moins dépendants du parti et plus dépendants du soutien des communautés locales, à qui ils seraient tenus de rendre des comptes

(4) Au niveau local, des candidats indépendants se batteraient probablement plus en faveur d'intérêts locaux, plutôt que de se soumettre au décisions du leadership national d'un parti

En fait, il est possible pour les politiciens désireux de présenter leur candidature comme indépendant en se conformant à la loi, et en formant leur propre parti Aux élections du 24 novembre 1966, Jean-Paul Dias à Dakar et Cheikh Abdoulaye Diéye à Saint Louis, ont établis leur propre liste tout en se présentant comme réformateurs indépendants

4 Les questions de représentativité

Les règles de représentativité se sont améliorées graduellement depuis l'indépendance Ainsi, les règles pour l'élection de 1959 appelaient les partis politique légaux à établir des listes nationales Le parti remportant la majorité des votes dans le pays conquit alors tous les sièges à l'Assemblée Nationale Pendant le règne de Senghor, le gouvernement a réduit le nombre de partis politiques, empêchant des leaders populaires tels que Cheikh Anta Diop et Mamadou Dia, de créer leur propre parti, obligeant de nombreux groupes de gauche à rentrer dans la clandestinité

Le système devint plus représentatif en 1981, lorsque Abdou Diouf modifia la constitution pour permettre l'inscription, et la participation aux élections, d'un nombre non limité de partis Les codes électoraux de 1991 et 1996 ont poursuivi l'ouverture du système Les règles en vigueur dans les élections législatives nationales de 93 prévoyaient que des 120 sièges que compte l'Assemblée Nationale, 70 soient alloués par la représentation proportionnelle Suite aux boycott des élections locales de la part de l'opposition, et son rejet du système du tout ou rien ou le gagnant emporte tous les sièges, le PS a continué à monopoliser les postes d'élus locaux jusqu'aux élections du 24 novembre 1996 Les règles des élections locales de 1996 prévoyaient la détermination de la moitié des sièges par la représentation proportionnelle, et la deuxième moitié par le système du tout ou rien, le parti majoritaire emportant tous les sièges restants de son district Depuis 1993, les petits partis

ont remporté des sièges à l'Assemblée Nationale et, plus récemment, dans les institutions gouvernementales locales Malgré l'amélioration des règles de représentativité, celles-ci favorisent toujours le parti majoritaire, en lui accordant un pourcentage plus élevé de sièges que celui qu'il obtiendrait si l'on tenait compte de son pourcentage réel aux élections

Le PS propose actuellement des règles qui auraient comme conséquence de rendre le système moins représentatif

(1) élimination de l'exigence selon laquelle un candidat présidentiel, pour vaincre au premier tour, doit remporter au moins 25% des votes des électeurs inscrits

(2) réduction du nombre de sièges de l'Assemblée Nationale à être alloués par le système proportionnel

(3) imposition de conditions rendant plus difficile la participation aux élections de partis régionaux, ou locaux, moins importants

Une réforme électorale majeure, qui rendrait les responsables élus plus représentatifs de leurs électeurs, serait la création d'une seule circonscription par district Une telle réforme serait particulièrement utile pour les élections des Conseils Ruraux, là où les responsables résidants au "chef-lieu" de la Communauté Rurale obtiennent souvent un nombre disproportionné de sièges, tandis que d'autres villages ne sont pas représentés du tout

5 L'abstentionnisme et l'électorat sénégalais

L'accroîssement rapide des citoyens sénégalais en âge de voter n'a pas été accompagné d'un accroîssement parallèle du nombre de votes inscrits La participation électorale a continuellement décliné, en termes relatifs, depuis 1990, malgré l'abaissement, en 1991, de l'âge du droit de vote à 18 ans En 1983, plus de 56% des inscrits ont votés Aux élections présidentielles de 1993, ils étaient moins de 52% En 1996, seulement 2 9 millions d'électeurs éligibles, sur un potentiel de 3 8 millions, se sont inscrits De ces 2 9 millions inscrits, seul 1 3 million, soit 44%, ont effectivement voté La participation relativement basse a quelque peu terni la victoire du PS aux élections locales de 1996 Il reste à voir dans quelles proportions la faible participation au vote était le résultat, soit des efforts du régime pour décourager les partisans de l'opposition à voter, soit de la décision d'un grand nombre d'électeurs potentiels de ne pas voter parce qu'ils n'avaient que peu de confiance dans les partis politiques et leurs leaders, soit, enfin, de l'incompétence, ou de la confusion des compétences, régnant parmi les responsables du gouvernement chargés d'organiser les élections

D Les institutions politiques nationales

1 L'Exécutif

a Le Président

L'institution politique la plus importante est la présidence Le leadership national et le pouvoir sont concentrés dans les mains du président Abdou Diouf, comme son prédécesseur, contrôle à la fois le parti dirigeant et le gouvernement Le président détermine la politique étrangère et la poltique intérieure du Sénégal, nomme tous les ministres, magistrats, officiers et hauts fonctionnaires de l'état Le président dispose également du pouvoir d'initier les changements qu'il désire dans la constitution, tout comme il peut préparer sa succession en établissant des règles et des précédents, rendant possible à son candidat favori de lui succéder sans être élu
Ainsi, Senghor modifia la constitution afin d'assurer que son Premier Ministre (Abdou Diouf) lui succède, au cas il venait à disparaitre ou à démissioner avant terme Les règles de succesion prévoyaient aussi de maintenir en poste le nouveau président jusqu'aux élections présidentielles prochaines, planifiées pour 1983

Tout en libéralisant le système politique, Diouf, comme son prédécesseur Senghor, s'est activement employé à (1) préserver et renforcer les pouvoirs présidentiels, (2) encourager une coterie de partisans dévoués à suivre ses ordres, tant à l'intérieur du parti qu'au gouvernement, (3) couper les ailes des personnalités politiques populaires, éventuellement susceptibles de concurrencer son leadership, (4) projeter une image de marque positive de lui-même et du pays

Plusieurs aspects caractéristiques de la structure et de l'organisation de la présidence méritent de retenir l'attention

(1) Peu de choses ont été faites pour déléguer une réelle autorité en dehors de la présidence

(2) La surconcentration de pouvoir dans les mains du président ralentit les processus de prise de décisions du gouvernement, et empêche leur application effective

(3) Avec les années, Diouf a fait un effort pour distinguer clairement entre la fonction de la Présidence et celui de leader du parti national dominant La désignation de Ousemane Tanor Dieng au poste de Premier Secrétaire PS en mars 1996, représente une étape importante pour mettre fin à la fusion existante entre le parti et les institutions de l'état

(4) Diouf a également essayé de rehausser le rôle de la présidence en cherchant à le doter d'une qualité quasi-religieuse

(5) La critique directe envers le président s'est atténuée au cours des dernières années, suite à ses efforts pour se placer au dessus des partis politiques De plus en plus de gens se tournent, en dernière instance, vers Diouf, comme arbitre des conflits politiques, économiques et sociaux

b Le Premier Ministre et le Conseil des Ministres

Sous un régime présidentiel fort, comme celui du Sénégal, le Premier Ministre et le Conseil des Ministres ont relativement peu d'initiative Ils sont, dans une large mesure, les instruments pour l'application du programme défini par le président Le Premier Ministre a peu de pouvoir sur les autres ministres du cabinet puisqu'en réalité, c'est le Président qui les choisit Habib Thiam, un ami proche et associé du président, occupe le poste de Premier Ministre depuis 1991

Un des développements les plus importants depuis 1992 a été la nomination de leaders de partis politiques autres que le PS à des postes ministériels L'établissement d'un gouvernement reposant sur une large base (ce qu'on appelle, la majorité présidentielle élargie), incluant des partis d'opposition, a entraîné les avantages suivants

(1) contribuer à plus de transparence et d'ouverture dans la formulation et la discussion de la politique gouvernementale

(2) permettre à des leaders de l'opposition l'occasion de gérer un ministère et d'expérimenterr la gouvernance

(3) rendre les ministres de l'opposition plus conscients des contraintes économiques et institutionnelles affectant le choix et l'application de la politique gouvernementale

(4) affaiblir les fondations de la culture de l'état-parti, en légitimisant la présence au gouvernement de l'opposition et de dirigeants autres que ceux du PS

D'un autre côté, la politique partisane a créé des tensions au sein du gouvernement et miné la collaboration effective entre ministres PS et ministres issus de factions hostiles au PS Par example, Wade s'est plaint que les ministres PS ont délibérément torpillé ses projets, tandis que d'autres ministres ont affirmé que le PS bloquait la nomination, à des services clé de leurs ministères, de responsables non identifés au PS Pour sa part, le PS a rejeté avec virulence les affirmations de l'opposition, selon lesquelles leurs ministres effectueraient un meilleur travail, il a également rejeté les allégations impliquant que ses ministres, ou son parti, auraient le monopole de la corruption et de la mauvaise gouvernance De plus, certains dirigeants du PS convoitent les ministères tenus par les leaders de l'opposition, ils arguent du fait que les dirigeants de l'opposition feraient mieux de quitter le gouvernement s'ils ne sont pas contents de leurs collègues du PS Certains observateurs affirment également,

que la cooptation du PDS et du LD-MPT a réduit les pressions sur le régime pour entreprendre des réformes politiques majeures

c La bureaucratie de l'état

Bien que la pression des donateurs, via les programmes d'ajustements structurels, a conduit à la réduction de l'ampleur de la bureaucratie de l'état et de l'interventionisme économique, il existe toujours une résistance considérable de la part des fonctionnaires de l'état à renoncer à leur pouvoirs règlementaires et à leurs prérogatives, ainsi qu'à modifier leur style de direction du haut vers le bas et leurs modèles Jacobins de gouvernance Ministres et directeurs de services centraux trouvent souvent difficile de déléguer leur autorité Leur style de direction décourage l'initiative de leurs inférieurs, la collaboration entre différents niveaux de la bureaucratie, l'application et la gestion effective des programmes officiels

Depuis l'indépendance, les échelons supérieurs de la bureaucratie de l'état ont été dominé par un corps d'administrateurs civils mâles, entraînés dans la tradition bureaucratique française Durant les premières années de l'indépendance, des jeunes gens ambitieux ont cherché à faire carrière dans le service civil Toutefois, la baisse du salaire réel et les restrictions du personnel ont rendu les emplois gouvernementaux nettement moins attrayants que par le passé Avec la modernisation de la bureaucratie étatique, les compétences économiques, techniques et organisationnelles sont devenus relativement plus importantes que les compétences administratives pour le recrutement des chefs de services nationaux

Le maintien de critères de recrutement et de promotion sans rapport avec le mérite et la compétence, gêne l'efficacité de la bureaucratie de l'état Des fonctionnaires de l'état, actifs dans la politique des partis d'opposition, acquièrent encore difficilement des postes gouvernementaux importants Cependant, avec la présence d'autres partis au gouvernement, l'affiliation au PS est moins nécessaire que par le passé La nouvelle loi de la Fonction Publique, adoptée en juin 1977, devrait également fournir des critères plus clairs pour la promotion et le sanctionnement des serviteurs de l'état

d L'administration territoriale

L'autorité de l'administration territoriale a constamment décliné depuis le début des années 90 Les lois de décentralisation de 1966 devraient accélerer ce processus, puisque les collectivités locales assument plus de responsabilité et d'initiative Alors que les nouveaux textes de décentralisation proclament la fin de la tutelle de l'administration territoriale, les sous-préfets, préfets et gouverneurs doivent toujours approuver, avant leur adoption, les budgets des collectivités locales De plus, de nombreux responsables de l'état continuent d'exercer une autorité

considérable, dans des régions où les associations locales et les leaders politiques sont faibles

Pendant la période coloniale, l'administration territoriale avait affaire à une population essentiellement rurale Avec l'urbanisation rapide du Sénégal, de plus en plus de préfets et de sous-préfets ont affaire à des populations et à des élus municipaux Ainsi, la création de 43 communes d'arrondissement dans la région de Dakar a conduit au recyclage de nombreux sous-préfets, habitués par le passé à administrer des conseils ruraux et des populations villageoises ils se sont vu confier la responsabilité de régions métropolitaines, et d'un type de population et de responsables locaux très différent

La décentralisation et l'urbanisation ont donc créé des conditions nouvelles, exigeant un nouveau type d'agent de l'administration territoriale

2 L'Assemblée Nationale

Bien que n'étant plus une chambre d'enrégistrement, l'Assemblée Nationale reste faible par rapport à la branche exécutive du gouvernement Rares sont les cas où elle initie une législation, elle dispose de peu de moyens pour procurer aux commissions de l'Assemblée Nationale, ou à ses députés, les informations nécessaires pour mettre en question les projets de loi gouvernementaux, ou proposer ses propres alternatives

Depuis 1993, grâce à la présence de députés de partis autres que le PS et le PDS et du nombre croissant de jeunes députés et de femmes, l'Assemblée Nationale est devenue une institution de plus en plus représentative et pluraliste Les débats y sont plus animés que par le passé

La composition de l'Assemblée Nationale reflète deux types différents de perspectives La première est Jacobine et considère les députés comme concernés avant tout par l'intérêt national Les députés élus sur la liste nationale du parti ont tendance à être basés à Dakar, à être mieux éduqués, et plus proche du leadership national La seconde perspective considère le député comme étant avant tout le représentant des circonscriptions locales Les députés élus sur des listes départementales tendent à être relativement moins éduqués, leur base électorale est ancrée localement, plus profondément que celle de leurs collègues des listes nationales Certains d'entre eux sont analphabètes en Français et souvent, ils éprouvent des difficultés à participer aux débats menés en français

Avant l'indépendance, les conseillers territoriaux d'une même région constituaient souvent des groupes de pression, oeuvrant en faveur de services et d'investissements dans leur région Ces pratiques ont pris fin avec le régime jacobin du parti unique institué par Senghor La réapparition du pluralisme politique au Sénégal, couplée avec les réformes de

décentralisation et de régionalisation, sont en train de créer un climat propice à de nouvelles formes de coalitions au sein de l'Assemblée, celles-ci sont basées sur des préoccupations et intérêts locaux ou régionaux Aussi, les députés PDS et PS de Casamance se sont alliés pour former un groupe parlementaire, dévoué à la recherche d'une solution pacifique au problème de Casamance . Des présidents de Conseils Régionaux qui sont aussi députés, sont naturellement portés à promouvoir, à l'Assemblée Nationale, les intérêts de leur région

3 Le pouvoir judiciaire

Tout comme l'Assemblée Nationale, le Judiciaire reste une branche faible du gouvernement Elle manque d'autonomie et est subordonnée à l'exécutif En principe, l'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie par la constitution, les Magistrats ne peuvent être démis de leur fonction en l'absence de leur accord, et ils ne peuvent en aucun cas être soumis, dans l'exercice de leurs fonctions, à des pressions de la part du pouvoir exécutif ou législatif En pratique toutefois, dans les affaires constitutionnelles importantes, ou dans les procès politiques, les tribunaux se sont rarement prononcés contre le gouvernement

Souvent, les tribunaux ont été le théâtre d'importantes batailles politiques Des dirigeants de l'opposition ont tenté de délégitimiser le système légal, l'accusant de manquer de neutralité et d'être lié de trop près au régime de Diouf De son côté, le Président Diouf a fait de nombreux efforts pour présenter le Sénégal comme un état de droit

Le récent procès en diffamation intenté par Mimram à Sud-Communication procure un cas exemplaire de la politisation des affaires judiciaires Sud-Communication était accusé d'avoir diffamé le caractère de Jean-Claude Mimram - un proche ami et allié du Président - à travers des articles l'accusant, lui et sa société, d'avoir empoché des millions de dollars de taxe douanière impayée Le tribunal déclara Sud-Communication coupable et la condamna à verser une indemnité de plus de 500 millions L'importance de l'amende était sans précédent, et beaucoup l'ont considérée comme une tentative à peine voilee de réprimer la liberté de la presse, et un avertissement à tous ceux qui penseraient à l'avenir s'attaquer aux amis du Président

Le cas Mimram/ Sud-Communication révèle un manque certain de confiance dans l'autonomie et la neutralité des tribunaux, quand il s'agît de controverses politiques Bien qu'il existe de nombreuses spéculations sur le manque d'autonomie et la politisation du système judiciaire, il n'existe aucune étude sérieuse et systématique du phénomène Une telle étude contribuerait pour beaucoup à éclaircir la situation, elle servirait de base à des mesures concrètes pour améliorer le système légal, ainsi que pour édifier les barrières garantissant son autonomie

4 Le Conseil économique et social

Un des développements récents les plus positifs a été la revitalisation d'un organisme moribond, le Conseil Economique et Social La constitution de 1963 avait institué le Conseil comme un organisme consultatif du gouvernement pour les questions économiques et sociales nationales Sous le règne de Senghor, le Conseil Economique et Social était un organe de la présidence Pendant les années 80, il perdit de son importance Puis, depuis 1993, le Conseil a accueilli de nouveaux membres - jeunes, groupements féminins, membres du secteur informel, les ONG, les associations de volontaires - et est devenu plus représentatif de la société sénégalaise et d'intérêts jusque-là exclus Le Conseil s'est affirmé comme un lieu de débat public important sur les questions sociales et économiques Sous la direction de son actuel président, Famara Sagna, le Conseil envisage la création d'un observatoire chargé d'initier des recherches sérieuses et des débats publics sur des questions cruciales

IV L'Islam et les Confréries

Depuis l'indépendance, la société sénégalaise est devenue nettement plus islamique, tant en nombre qu'en profondeur de la pratique religieuse Près de 95 % de la population est islamique La grande majorité des musulmans sénégalais sont affiliés à la confrérie Sufi Présentement, le pays semble ne pas être menacé par une prise de pouvoir intégriste, et poursuit une longue tradition de tolérance religieuse et de coexistence Dans son excellente étude, Islamic Society and State Power in Senegalese Society (1995), Leonardo Villalon montre comment les Confréries Musulmanes du Sénégal ont fourni la base d'une société civile religieuse

1 en servant de contre-poids au pouvoir de l'état et de barrière majeure à ses excès autoritaires incontrolés,

2 en encourageant leurs partisans (talibés) à être, à la fois, bons citoyens et bons musulmans,

3 en défendant les intérêts des paysans et en représentant les préoccupations sociales face aux actions de l'état,

4 en contribuant au maintien d'un ordre stable et quasi-démocratique

Bien que Villalon semble quelque peu surestimer l'importance des Confréries en les identifiant à la société civile, il est certain qu'elles représentent une composante cruciale du système politique, et doivent être prise en compte dans toute stratégie de bonne gouvernance et de développement social et économique

A Le rôle politique des chefs religieux

Historiquement, les dirigeants musulmans au Sénégal

ont joué un rôle prééminent dans la vie politique du pays Pendant la conquête coloniale et les premières années de la domination française, les leaders religieux musulmans se sont fermement élevés contre l'autorité française Toutefois, avec l'arrivée de la Première Guerre Mondiale, les leaders des confréries les plus en vue avaient pactisé avec les Français, et appelé leurs fidèles à accepter leur autorité

L'engagement politique des dirigeants religieux remplit trois fonctions importantes

(1) Légitimer l'autorité de l'état et de ses leaders Pendant son règne, Senghor insistait pour se présenter comme l'autorité suprême de l'état Comme président, Abdou Diouf a poursuivi la politique de Senghor consistant à maintenir l'allégeance des leaders musulmans envers l'état Cependant, en tant que musulman, il a également fait usage de symbôles islamistes pour renforcer son autorité personnelle auprès des populations musulmanes, d'une manière que Senghor, le catholique, n'aurait jamais pu envisager Ainsi, un des premiers actes de Diouf comme président fut de se rendre en pèlerinage en Arabie Saoudite, où il affirma le rôle du Sénégal comme porte-parole de l'Afrique francophone, à prédominance musulmane

(2) Assurer un soutien électoral aux partis politiques recommandés par les marabouts et encourager et instruire leurs fidèles de voter pour ces partis Blaise Diagne, qui devint le premier député noir africain du Sénégal en 1914, a dû sa victoire en grande partie au soutien des Mourides pour ses efforts pour ramener d'exil Amadou Bamba Durant la décolonisation de l'après-guerre, Senghor et son parti ont du une grande part de leurs succès à leur adoption par de prééminentes Confréries, et les votes de leurs fidèles Depuis l'indépendance, les leaders des confréries musulmanes ont formé un des pilliers fondamentaux du régime et contribué à la stabilité du Sénégal

Le <u>ndigel</u>, ou instruction donnée par le marabout à ses talibés en matière de vote, a représenté l'une des caractéristiques principales de l'engagement politique des chefs religieux Une fois donné, le <u>ndigel</u> impose une obligation aux partisans relevants de l'autorité d'un marabout de voter selon son choix Aux élections présidentielles de 1988, Abdou Diouf a largement bénéficié du <u>ndigel</u> édicté par Abdoul Lahat Mbacké, le chef de la confrérie Mouride

L'usage et l'impact du ndigel comme instrument mobilisateur de l'électorat semblent cependant s'affaiblir, et ceci pour de nombreuses raisons

1 Le chef des Mourides, la confrérie la plus centralisée et disciplinée, s'est refusé à donner un ndigel a ses talibés lors des élections présidentielles et législatives de 1993 et celles, locales, de 1996

2 L'urbanisation a affaibli la mainmise des dirigeants

des confréries, principalement rurales, sur les croyants

3 L'institution du bulletin secret en 1991 a facilité pour les fidèles le fait de ne pas suivre les ordres de leur marabout, sans pour autant être découverts, et donc réduisant le risque de sanctions

4 Il existe une tendance grandissante pour les croyants à faire la distinction entre l'autorité des marabouts en matière religieuse et leur autorité en matière politique

5 De nombreux marabouts ont répondu à l'impopularité du PS parmi leurs suivants, en les libérant de l'obligation de voter pour un candidat ou un parti, même dans le cas où eux-mêmes soutenaient le parti gouvernant, ou faisaient publiquement allégeance au Président Diouf Réciproquement, de nombreux marabouts sympathisants avec les leaders de l'opposition ne voient pas l'intérêt d'édicter un ndigel en leur faveur, quand les chances de leurs favoris sont hautement improbables

6 Le déclin du parti-état, brouillant les différences entre l'état et les dirigeants du parti, ainsi que les efforts de Diouf de présenter la Présidence comme une entité séparée, et supérieure, à celle de son rôle de leader du PS, a permis aux chefs musulmans d'affirmer plus facilement leur allégeance à l'état, et de soutenir Diouf sans pour autant soutenir le PS

Malgré la baisse d'importance du ndigel dans les campagnes électorales, les leaders musulmans populaires et leurs mouvements continuent d'exercer une forte influence politique Aux élections présidentielle de 1993, Abdoulaye Wade et le PDS ont considérablement bénéficié du soutien du mouvement Moustarchidine dirigé par Moustapha Sy, le fils de Cheikh Tijiane Sy Les moustarchidines ont aidés Wade et le PDS a conquérir Dakar, Pikine et Thiès Suite au lynchage de plusieurs policiers lors des manifestations de février 1994, le gouvernement a mis hors-la-loi le mouvement La réconciliation entre le Président Diouf et Cheikh Tijiane Sy, le président honoraire des Moustardichines, organisée juste avant les élections du 24 novembre 1996, a entraîné la levée de l'interdiction de leur mouvement et, comme on pouvait s'y attendre, un transfert de leur allégeance du PDS vers le PS

L'un des développements les plus récents dans la politique sénégalaise a été l'émergence de marabouts et de réformateurs religieux comme candidats politiques L'Assemblée Nationale compte un marabout PS de la région de Kolda, et un marabout PDS de la famille Mbacké A Saint-Louis, Cheikh Abdoulaye Dièye, marabout Mouride et urbaniste de formation, a mené campagne comme candidat réformateur indépendant, après avoir organisé son propre parti et remporté près de 15% des voix aux élections du 24 novembre 1966

Un autre développement des dernières années a été le changement dans l'attitude et la tactique des leaders des partis radicaux et précédemment marxistes envers les confréries Après avoir dénoncé pendant des années le système des marabouts, des leaders de l'opposition, tels que Landing Savané par exemple, courtisent à présent les marabouts en leur présentant leurs hommages lors d'importantes fêtes et pélérinages religieux

(3) Obtenir des avantages matériels et des honneurs, en échange de leur collaboration et support pour le régime Pendant la période coloniale, les responsables français ont alloués aux marabouts importants de vastes étendues de terre dans le bassin arachidiers, en échange de leur acceptation de l'autorité française et la promotion de la culture arachidières Les français ont aussi offerts nombre de médailles et de distinctions à des marabouts, tels que Seydou Nourou Tall, qui a recruté des troupes sénégalaises pour se battre à leur côté pendant la Première Guerre Mondiale, et qui sont restés de fidèles sujets de la France

Bien que ne contrôlant ni l'appareil d'état ni ses ressources pendant la période entre la Deuxième Guerre Mondiale et l'indépendance, les deux grands partis du Sénégal ont usé de leur influence pour récompenser les leaders islamiques alliés à leur camp

Après l'indépendance, l'état a étendu son traitement préférentiel envers ses supporters marabouts Certaines autorités religieuses ont reçus d'énormes prêts de banques dirigées par l'état, prêts qu'ils ne se sentaient pas obligés de rembourser Les gros producteurs arachidiers parmi les marabouts ont également obtenu des prix plus élevé pour leur production, une attention spéciale de la part des services d'extension, un meilleur accès au marché rural et, enfin, de vastes étendues de terre, débordant dans bien des cas sur les pâturages des éleveurs Pendant la période du parti unique, le soutien électoral des leaders religieux était, en l'absence de compétition entre partis, relativement moins important

Depuis les années 80, la course au soutien des chefs religieux a considérablement augmenté parmi les partis politiques Le PS a un avantage certain par rapport aux autres partis, parce qu'il dispose des ressources de l'état celles-ci peuvent être utilisées pour récompenser les leaders religieux supportant le régime Abdoulaye Wade, lui-même un Mouride, a fait son possible pour retirer à Diouf, et gagner, le soutien de la confrérie Mouride Mais il n'est pas facile de rivaliser avec un gouvernement dominé par le PS, qui peut allouer en une seule journée, comme il le fit au début des années 90, 40 000 hectares de terrain au Grand Caliphe des Mourides

Les ressources reçues par les marabouts en échange de leur soutien de l'autorité de l'état, de Diouf et du parti gouvernant, sont souvent redistribuées à leurs fidèles La raison en est inhérente au système des marabouts, avec son importante

composante d'assistance sociale, qui veut qu'un leader religieux partage ses richesses, veille à procurer des emplois, et prend soin des besoins élémentaires de ses talibés Ainsi, les leaders les plus importants usent de leur influence pour obtenir des emplois pour leurs talibés dans la bureaucratie, pour offrir des terres et des graines à des paysans ayant travaillés pour le marabout, pour procurer des fonds pour aider des petits commerçants, des marchands et des entrepreneurs à se lancer, et pour distribuer de la nourriture aux nécessiteux Ce genre d'arrangements renforce le clientélisme, avec les ressources passant de l'état au marabout et puis, du marabout au talibés

L'évolution des conditions politiques, économiques et sociales, a entraîné des changements dans la nature et l'intensité des relations entre l'état, les dirigeants religieux et la politique

(1) L'état dispose de moins de ressources tandis que les prétendants aux ressources augmentent

(2) Le déclin du bassin arachidier, allié à la dérèglementation et à la privatisation de l'agriculture, fournit à l'état moins d'occasions d'offrir des avantages aux leaders religieux dans les campagnes

(3) La débâcle du système bancaire et de crédit de l'état, la réforme et la privatisation des banques d'état, et un contrôle plus rigoureux du système banquaire en général, rendent plus difficile pour l'état de transférer des fonds vers leurs supporters marabouts

(4) Toutefois, malgré la baisse de ressources discrétionnaires à disposition de l'état, le régime dispose toujours de fonds considérables à dépenser, en particulier en période d'élection, pour s'assurer le soutien des dirigeants musulmans importants

(5) La taille croissante des grandes familles de marabouts a pour effet de créer plus de compétition pour le pouvoir et le rang au sein des Confréries, dans le même temps, ce phénomène aiguise l'appétit des jeunes marabouts pour accéder aux ressources de l'état, les rendant actifs plus directement dans la lutte politique

B Les Confréries, les Mouvements Réformateurs et le Mouvement Radical Islamiste au Sénégal

Les Occidentaux considèrent souvent les mouvements intégristes comme anti-occidentaux et révolutionnaires Cependant, des régimes fondamentalistes tels que l'Arabie Saoudite et le Koweit ne sont pas révolutionnaires et ont forgés des alliances étroites avec les Etats-Unis Jusqu'à ce jour, les intégristes islamiques radicaux et anti-occidentaux n'ont pas eu un grand impact sur le système et la société au Sénégal

Les efforts de Ahmed Niasse à la fin des années 70 pour établir un parti radical islamique, en vue de transformer le Sénégal en une république islamique, n'ont pas fait long feu Son frère cadet, Sidi Lamine Niasse, qui a lancé le Wal Fadjri comme journal islamiste radical, a également mis en sourdine sa rhétorique, tandis que le journal est devenu un quotidien respectable s'adressant à un public de lecteurs plutôt laiques Le mouvement Moustarchidine, qui a adopté une rhétorique réformiste radicale tout en mobilisant sous sa bannière en 1993, des milliers de jeunes citadins musulmans mécontents, a rallié le régime juste avant les élections de novembre 1996 Le fait que tant Ahmed Niasse que Moustapha Sy soient eux-mêmes membres des familles dominantes des Confréries Tijani, et partie de l'établissement des marabouts, sert de frein à leur radicalisme

Dans les dernières années, l'Iran, l'Irak et la Lybie, qui entretenaient des relations houleuses avec le Sénégal durant les années 80, se sont montrés moins intéressés à financer les mouvements islamistes radicaux Aussi, l'assèchement du financement extérieur a empêché l'expansion des groupes islamiques radicaux

Tant l'état que l'établissement des marabouts se sont montrés méfiants envers les mouvements intégristes et radicaux, et ont fait de leur mieux pour les garder sous contrôle Depuis le règne de Senghor, l'état a soutenu des groupes réformateurs islamistes modérés, tels que la Fédération des Associations Islamiques au Sénégal (F A I S) fondée en 1962 par Abdou Aziz Sy Junior, et l'Union Pour le Progrès Islamique au Sénégal (U P I S), fondée en 1973 Les deux associations, menées par des hommes de la dynastie de Sy Tijani à Tivaouane, ont des liens étroits avec l'administration, tous deux furent encouragés à contrebalancer l'influence des Mourides, ainsi qu'à fournir une alternative aux groupes islamiques radicaux critiques du régime

Les premiers mouvements réformistes, comme l'Union Culturelle Musulmane (UCM) de Cheikh Toure, fondé en 1953, étaient hautement critique du système des marabouts D'autres, tels que Al-Fallah et Jamaatou Ibadou Rahmane (JIR), influencés par le mouvement Wahabite en Arabie Saoudite, ont prôné un type d'Islam plus orthodoxe Un des développements les plus frappants des dernières années a été la mise en sourdine de la part des mouvements réformistes islamiques et des dirigeants politiques laiques radicaux, de la critique du système des marabouts Les leaders réformateurs prônent à présent l'unité, ils sollicitent la participation des chefs des Confréries à leurs principaux rassemblements culturels et politiques, et reconnaissent la légitimité des pratiques et évènements religieux des Confréries

Des associations Islamiques réformistes non contrôlées par les Confréries, et soulignant l'importance d'activités éducatives et charitables, ont été utilisées, ces dernières années, par l'état, pour contrebalancer le pouvoir des Confréries Ces mouvements réformateurs ont également obtenu de considérables avantages matériels de l'état, en échange de leur soutien des

programmes officiels dans des domaines comme le planning familial, l'enseignement de l'arabe, et les campagnes de prévention du SIDA

L'influence faiblissante des idéologies marxistes et la conversion de nombreux marxistes à l'Islam et au système des marabouts, ont aussi renforcé l'Islam comme la force idéologique dominante dans le pays, et contribué à une diminution des attaques contre les Confréries La religion n'est plus considérée comme "l'opium du peuple" Le ralliement de nombreux étudiants et intellectuels au système maraboutique a suscité des courants réformistes au sein des Confréries, et augmenté leur pouvoir d'attraction aux yeux des jeunes Sénégalais De leur côté, les Confréries semblent parfaitement capables d'assimiler et de coopter ces courants, tandis que plusieurs réformateurs islamiques tentent de promouvoir des réformes au sein même du système des marabouts

Aujourd'hui, les Confréries constituent une barrière majeure au fondamentalisme religieux radical et au soulèvement politique On peut distinguer plusieurs raisons à ce phénomène

1 Bien que demandant à l'état de ne pas violer la loi islamique traditionnelle dans les questions touchant à la vie familiale, et d'introduire plus de contenu islamique dans le système public d'enseignement, les Confréries n'ont pas défié la légitimité du pouvoir laïc, ni appellé à l'installation d'un état islamique gouverné par le Sharia

2 Le leadership des grandes Confréries, en son entier, prône l'importance du maintien de l'unité nationale et de la paix sociale Pendant des périodes de tension politique et sociale majeure, les marabouts ont souvent été sollicités pour intevenir, et calmer la situation

3 Les Confréries se sont ouvertes à la jeunesse des villes, cherchant à les incorporer dans le système maraboutique, qui est généralement engagé dans la non-violence et le maintien de la paix sociale

4 Les principaux leaders religieux ont généralement prôné et pratiqué la coexistence pacifique au sein, et entre les différentes Confréries sénégalaises, réduisant ainsi le potentiel de violence entre les différentes confréries

C Les ONG et associations islamiques urbaines

Le Sénégal compte un grand nombre d'associations et de ONG propres à satisfaire les besoins spirituels et sociaux de la population A la différence des ONG et associations laïques décrites plus loin, les ONG et associations islamiques dont il est question dans cette section ont parmi leurs principaux objectifs la propagation et le renforcement de la foi Ceci inclut

1 da'hiras Les extensions urbaines des Confréries, ou da'hiras, rassemblent des membres d'un même quartier ou lieu de travail, qui se rencontrent régulièrement Leurs réunions consistent souvent à chanter des chants religieux (l'équivalent musulman des gospels) Les membres payent une cotisation et offrent des contributions à leur marabout Une partie de la collecte peut être envoyée au chef marabout à la campagne Mais une grande part est utilisée à la construction, l'entretien et la réparation des mosquées, ainsi qu'à l'assistance aux nécessiteux

2 des associations culturelles et éducatives affiliées à l'une des grandes Confréries Ces groupes cherchent à promouvoir la culture islamique et les pratiques religieuses Les groupements Mourides tendent à promouvoir les idées de Ahmadou Bamba L'institut Al Azhar, fondé par Mortada Mbacké, s'emploie à renforcer l'Islam en établissant des institutions islamiques Les associations Tijani représentent généralement des courants modernistes de l'Islam et sont souvent soutenus par des fonds en provenance de pays arabes

3 des associations réformistes islamiques anti-Confréries Ces groupes comptent moins de partisans, ils présentent des idées généralement hautement critiques du système des marabouts Certains d'entre-eux appellent à l'établissement d'un état islamique et reçoivent un soutien financier important de l'Iran et de pays arabes

4 institutions charitables et éducatives non liées directement aux Confréries Le Fond Sénégalais de Solidarité Islamique (FSSI) par exemple, mouvement fondé par Khadim Mbacké, chef du département de recherche islamique à l'IFAN, cherche à "lutter pour l'amélioration du sort des pauvres" On a assisté aussi à une forte expansion dans le nombre d'institutions éducatives franco-arabes et arabes, financées, en grande partie, par des pays arabes Organisé par des chercheurs et des intellectuels, le CERID (Cercle d'Etudes et de Recherches Islam et Développement) reflète une pespective moderne de développement

5 Association Nationale des Imams du Sénégal Ce groupe est présidé par l'Imam de la Grande Mosquée de Dakar et tend à soutenir le régime dans la plupart des domaines Récemment, l'Association a pris parti pour le planning familial, après que plusieurs de ses membres aient assisté à un colloque islamique international de planning familial

6 ONG islamiques largement financées par des ONG et institutions islamiques internationales Celles-ci comprennent des institutions telles que l'Agence Musulmane d'Afrique (Kuweit), qui a creusé des puits, construit des mosquées, et s'est occupée d'orphelins à Dakar, Bignona et Kolda, la WAMY (Assemblé Mondiale de Jeunes Musulmans), une branche de la Fondation Fayçal d'Arabie Saoudite, représentée dans 16 pays d'Afrique, qui a construit des maisons de jeunesses islamiques,

financé la construction de mosquées, et procuré des fonds pour la célébration des fêtes musulmanes, l'Appel Humain International (Emirats Arabes) qui a contribué à la constructiuon de mosquées, la prise en charge d'orphelins et le creusement de puits à Pikine, et le Islamic African Relief Agency (Soudan), qui finance diverses activités sociales, éducatives, médicales et agricoles

D L'Islam et la minorité chrétienne

Le Sénégal possède une longue tradition de tolérance religieuse et de coexistence pacifique entre Musulmans et Chrétiens Il est intéressant de noter que la majorité des Musulmans sénégalais ne considèrent pas la rebellion de Casamance comme une rebellion catholique, bien que le meneur du MFDC soit un prêtre catholique

Au recensement de 1988, les Chrétiens représentaient seulement 4 3% de la population totale Près de l'ensemble d'entre eux est Catholique Deux tiers d'entre eux vivent en ville

Avec la résurgence de l'Islam, la petite communauté chrétienne du Sénégal est quelque peu inquiète de voir le Sénégal devenir une République Islamique Toutefois, la majorité de l'élite politique et intellectuelle est en faveur d'un état laic Par le passé, les relations entre communautés musulmanes et chrétiennes ont été excellentes, généralement caractérisées par le respect mutuel et la tolérance

Les leaders spirituels catholiques ne se sont pas engagés politiquement dans une même mesure que leurs collègues musulmans Ils ne peuvent promettre ou garantir le vote des catholiques dans le pays Cependant, les leaders catholiques ont joué un rôle déterminant dans le traitement des évènements de Casamance L'abbé Augustin Diamacoune Senghor a été le porte-parole principal du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) depuis l'éclatement de la rebellion, au début des années 80 Plus récemment, un comité du clergé catholique de Casamance a joué un rôle important dans la recherche d'une issue pacifique du conflit Le Cardinal Thiandoum est également une personalité nationale hautement respectée au Sénégal

Les Catholiques possèdent aussi leur propre réseau d'organisations religieuses, éducatives et charitables, celles-ci supportent un système éducatif bien développé, qui est également fréquenté par des étudiants musulmans, en particulier au niveau secondaire Les deux tiers des Catholiques vivant en ville, leur rôle dans la vie associative urbaine est plus important que dans celle des campagnes

Sous le règne de Senghor et de Diouf, le PS a régulièrement remporté la plupart des voix des Catholiques au Sénégal Elizabeth Diouf, la femme du Président, est catholique et Diouf a accordé aux Catholiques un nombre de ministères disproportionné par rapport à leur nombre réel dans la population

E Les Confréries sénégalaises, la bonne gouvernance et le développement

Plusieurs éléments concourent à envisager positivement le rôle potentiel qui pourrait être joué par les Confréries dans la promotion de normes, et de pratiques, de bonne gouvernance

1 l'émergence de politiciens marabouts à tendance réformiste, comme Cheikh Abdoulaye Dièye qui s'est présenté au poste de maire de Saint Louis en 1996 Pendant la campagne, Dièye a prôné la tolérance religieuse et la nécessité pour les personnalités religieuses de s'engager dans la politique pour combattre la corruption et l'injustice, et promouvoir le bien-être de leur communauté En tant que conseiller municipal, Diéye a effectué une enquête sur le mauvais usage des revenus d'une propriété publique, léguée à Saint Louis par un ancien résident français

2 la sollicitation de l'appui des marabouts en faveur de la création d'une commisssion électorale nationale indépendante (CENI) Si les marabouts soutiennent ouvertement la CENI, ou une organisation similaire, il sera difficile pour le gouvernement de refuser

3 le récent ndigel donné par le Grand Caliphe des Mourides enjoignant ses talibés de Touba de payer leurs impôts, pour soutenir les services du gouvernement local Bien que son choix pour le président de la Communauté Rurale de Touba a été contesté, il a renforcé le principe selon lequel il faut payer ses impôts pour assurer les services publics

4 la possibilité pour les chefs religieux d'être mobilisés en faveur de l'éducation civique dans les campagnes anti-corruption, conçues pour "moraliser" la vie publique

D'autre part, de nombreux marabouts de premier plan continuent de tirer des avantages de leur grande influence, en acceptant du gouvernement des faveurs et des privilèges spéciaux, non accessibles au citoyen ordinaire Récemment, le gouvernement est intervenu pour épargner l'emprisonnement à un marabout, important politicien du PS, accusé d'avoir été impliqué dans un traffic de fausse monnaie en Arabie Saoudite

La capacité des Confréries de mobiliser des ressources financières et humaines en vue de programmes ou d'évènements religieux, est également évidente dans d'autres domaines importants pour le bien-être et le développement de leur communauté

1 Les Confréries ont procuré de vastes ressources aux nécessiteux, créant ainsi un réseau de sécurité sociale pour ses membres et pour de larges secteurs de la société sénégalaise

2 Les Confréries ont accéléré l'établissement d'écoles religieuses primaires et secondaires, basées sur le modèle

franco-arabe, ils ont encouragé leurs talibés à acquérir une formation universitaire

3 Les marabouts ont aussi contribué à l'établissement de pharmacies privées, de cliniques, et autres services de santé

4 Les marabouts les plus importants ont montré leur souci de générer des emplois pour leurs talibés, et ont investi dans des activités économiques diverses Ainsi, Mortada Mbacké a financé de nombreuses activités économiques en vue de procurer des emplois à ses fidèles - des boulangeries, des compagnies de transport de marchandises, des entreprises agricoles dans le Delta, et des lignes de bus Il faut souligner que les entreprises créées par Mortada Mbacké sont conçues, en premier lieu, pour procurer de l'emploi plutôt que pour engendrer des profits

Le système maraboutique au Sénégal défie les généralisations simplistes D'une part, le système est basé sur la soumission du talibé au marabout, des relations clientélistes et hiérarchiques inégales, et sur des structures d'autorité basée sur un charisme hérité - l'ensemble n'offrant apparemment pas une fondation appropriée pour une démocratie de type occidental D'autre part, la soumission est volontaire, les talibés ont le droit de "voter avec leurs pieds" en choisissant personnellement leur marabout et leur Confréries, et de decider si le ndigel de leur marabout les lie politiquement

E Perspectives pour l'avenir

Il est probable que, comme par le passé, des conflits de succession majeurs voient le jour, quand l'ancienne génération des fils des fondateurs des dynasties Mbacké et Sy aura cédé la place Il ne sera pas simple alors de trouver un successeur adéquat au poste de Grand Caliphe parmi ses nombreux petits-fils, la plupart manquant la profondeur religieuse et l'autorité morale de leurs aînés

Les confréries semblent s'être bien adaptées aux changements de l'époque, et sont en train de devenir plus autonome vis à vis de l'état Elles s'ouvrent aux jeunes, à l'éducation des femmes, et elles procurent à leurs fidèles des biens et des services publics non fournis par l'état Les Mourides en particulier, ont modernisé leurs structures sociales traditionnelles, ils ont de bons espoirs de faire accéder un des leurs à la présidence, après le départ de Diouf Les ambitions politiques des Mourides pourraient induire des tensions et une rivalité plus grande avec les Confréries Tijani A moins d'une dégradation dramatique de la situation sociale, les chefs religieux musulmans tendront probablement à préserver la stabilité politique et la paix sociale dans le pays

Vu la grande influence de l'Islam dans la société sénégalaise, et l'intérêt croissant des Confréries pour les activités de développement et la provision de services sociaux

et éducatifs à leurs membres, les donateurs, tels que USAID/Sénégal, seraient bien avisés de prendre les points de vue des Confréries en considération, pour tout ce qui concerne la planification et la mise en oeuvre des programmes d'assistance

V L'état et la société civile

A Définitions et usages

Il existe de plus en plus une vaste littérature sur la société civile en Afrique, sur son rôle de rempart de la démocratie et promoteur de la gouvernance démocratique Le terme de société civile a souvent été défini de façon formelle comme comprenant toute association opérant entre la famille/foyer et l'état Cette large définition inclut les syndicats, les partis politiques, les groupes religieux, les sociétés funéraires, les clubs de sport, les APE, les ONG, les associations de ressortissants, etc Cette définition étant tellement large, il serait peut-être plus utile de s'en référer à des groupes spécifiques, et à leur rôle dans la politique et la promotion du processus démocratique En pratique et selon l'usage commun, la société civile fait généralement référence aux leaders d'associations plutôt qu'à tous leurs membres Dans le contexte sénégalais, trois usages communs de la notion se distinguent particulièrement

(1) L'usage le plus étroit est celui d'une société civile comme classe intellectuelle et professionnelle

(2) Un usage un peu plus large voit la société civile comme comprenant les leaders de la société urbaine organisée Les donateurs font souvent référence aux membres de ce groupe, quand ils conçoivent des stratégies en faveur de la démocratie et de la gouvernance démocratique Ainsi, ils soutiennent les leaders des groupes défendant les droits humains, civils, des femmes, les syndicats, les partis politiques, les associations civiques, les médias, ainsi que les professions libérales, les hommes d'affaires et les juristes

(3) Dans le contexte de compétition politique ouverte, les politiciens sénégalais font souvent référence à la société civile comme comprenant les leaders civiques et professionnels qui ne sont pas membres, ou militants, d'un parti politique

Quelle que soit la définition qu'on adopte, il est clair que la base de la société civile sénégalaise s'est considérablement accrue depuis l'indépendance, et que la myriade de ses composantes est devenue un facteur capital dans le processus de démocratisation En 1960, le Sénégal ne comptait que quelques centaines de diplômés d'université et de professionnels Aujourd'hui, plus de 25 000 étudiants sénégalais fréquentent les universités d'état, et plusieurs milliere étudient à l'étranger Depuis l'indépendance, le Sénégal a connu une croissance et une africanisation de la fonction publique, de son système universitaire et secondaire, de ses associations

professionnelles, groupements d'affaires et professions libérales Le nombre d'associations de base, tant rurales qu'urbaines, et de leurs leaders, s'est également considérablement accru depuis la fin des années 70 et le début des années 80 Aujourd'hui, il existe des milliers d'associations opérant partout dans le pays

B La tutelle de l'état, la libéralisation et la vie associative

La relâche de la tutelle de l'état sur la vie associative a représenté l'un des facteurs principaux de la prolifération et du dynamisme de la vie associative au Sénégal durant ces deux dernières décennies

Pendant les phases autocratiques du pouvoir colonial, les Français ont détruit l'autonomie de nombres d'institutions locales, ils ont créé des structures d'état chargées de superviser
et de réglementer strictement la vie associative En tant que sujets coloniaux, la grande majorité des sénégalais n'avaient pas le droit de s'associer Seule une petite minorité des citoyens des "Quatre Communes" jouissait de ce droit Ainsi, les sénégalais se voyaient interdire l'organisattion de syndicats, de coopératives et de partis politiques Bien que les Français ont autorisé l'expansion des Confréries, ils les surveillaient de près, s'assurant qu'elles ne se livraient pas à des activités anti-françaises

Suite à l'octroi à tous les sénégalais de la citoyenneté et du droit associatif, la période de décolonisation après la Deuxième Guerre Mondiale (1945-1960) a connu une rapide multiplication des associations Au sein du système ouvert de compétition politique, les partis se sont disputés le soutien des diverses associations ethniques, régionales, de ressortisaants, religieuses et professionnelles

L'émergence pendant la première décennie de l'indépendance, d'un régime de facto de parti unique, a ralenti l'expansion de la vie associative autonome, et était accompagné par les phénomènes suivants

(1) <u>l'élimination de la compétition politique entre partis et le déclin des organisations ethniques et régionales affiliées au parti</u>

(2) <u>le développement d'une culture du parti unique, cherchant, au nom de l'unité nationale, à regrouper la vie associative sous la bannière et le contrôle du parti gouvenemental</u>

(3) <u>la centralisation des structures de l'état et le renforcement de la tutelle de l'état sur la vie associative</u>

(4) la création, à l'initiative de l'état et subordonés à ses agences, de coopératives et de groupements de producteurs

Le contrôle de l'état sur les associations et la société civile fut maintenu grâce à un ensemble de règlements, et un système de patronage, conçus pour procurer des bénéfices aux clients loyaux au régime du parti-état

Durant la plus grande partie de l'ère Senghor, en particulier pendant la période du régime de facto du parti unique, Senghor a découragé le développment d'une société civile autonome, il a utilisé l'appareil d'état pour superviser de près la vie associative, et l'a maintenue sous la tutelle des divers ministères Des groupements de producteurs agricoles furent "encadrés" par l'ONCAD et par les Sociétés Régionales de Développement (SRD) comme SOVEDA, SAED, SODEFITEX et SOMIVAC Le gouvernement a également dissout les syndicats et les organisations étudiantes hostiles au régime, il a contraint les groupements d'affaires critiques envers la politique économique officielle, à rester affiliés au GES pro-gouvernemental, afin de maintenir le milieu des affaires uni derrière le régime Pendant les années 60, la société civile étant réduite, et l'état disposant de ressources relativement élevées, il était plus facile de réprimer, de contrôler ou de coopter la société civile potentielle

La décision de Senghor en 1974, de libéraliser le système politique, en autorisant d'autres partis dans la compétition électorale, allait également de pair avec une libéralisation dans d'autres domaines, ouvrant un espace supplémentaire à la société civile A la fin 70, des syndicats non-affiliés aux partis, des associations autonomes de paysans non-dépendantes des SRD, et des journaux indépendants, ont vu le jour De même, la priorité donnée par Senghor à l'enseignement supérieur a eu comme suite la formation d'un grand nombre d'universitaires et de professionnels, tous ne pouvant pas être intégrés par l'état et l'appareil du parti

Les années 80 ont connu une expansion plus poussée de la société civile, et une relâche du contrôle de l'état sur la vie associative La crise économique, et des programmes d'ajustements structuraux, ont poussé le régime à libéraliser l'économie et à ralentir le cours des dépenses du gouvernement La préférence des donateurs pour transférer plus de fonds via les ONG et les associations de base, a également eu comme effet de réduire la dépendance de ces groupes par rapport aux ressources de l'état

Durant la fin des années 80 et le début des années 90, l'intérêt des donateurs pour la promotion de la bonne gouvernance et le renforcement des institutions démocratiques, a encouragé la création et le développement d'associations pour les droits civils, les droits de l'homme et les droits des femmes, ainsi que d'associations légales promouvant l'état de droit Avec la libéralisation de l'économie, le déclin des sociétés d'état et

l'élimination, ou la réduction, des monopoles et du traitement préférentiel de certaines grandes entreprises et entrepreneurs, sont apparus de nouveaux groupes d'intérêt économiques, par exemple l'UNACOIS

La libéralisation du régime, commencée dans le milieu des années 70, a créé un environnement favorable à la prolifération de mouvements de base locaux échappant au contrôle du parti au pouvoir L'inefficacité du système coopératif initié par l'état et des groupements de producteurs agricoles sous la supervision des groupements SDR, l'intérêt croissant des donateurs à travailler via des ONG plutôt que par les agences de développement officielles, ainsi que les ressources déclinantes de l'état et son incapacité à financer et encadrer l'approvisionnement de biens et services publics de base, ont pareillement multiplié l'expansion d'associations de base impliquées dans diverses activités de développement

Entre 1990 et 1996, l'état a pris diverses mesures de décentralisation et de libéralisation politique ayant pour effet de réduire plus encore la tutelle sur la vie associative, et d'augmenter la motivation des partis politiques à disputer les élections nationales et locales Ces mesures comprennent la seconde réforme administrative de 1990, la réforme du code électoral de 1991, et les lois de mars 1996 concernant la régionalisation et la décentralisation Elles ont réduit l'autorité de l'administration territoriale de l'état sur les collectivités locales et les organisations de base, et créé les conditions nécessaires à plus d'interactions entre partis politiques, collectivités locales et associations de base

Bien que l'état ne dispose plus de la capacité d'exercer un même type de contrôle sur la société civile que par le passé, il tend toujours à exercer un minimum de contrôle sur tous les secteurs Alors que la tutelle a été allégée, beaucoup de fonctionnaires de l'état ressentent encore le besoin de règlementer les activités des diverses manifestations de la société civile et de la vie associative

Avec le déclin du parti-état, le PS doit dorénavant changer ses rapports avec les associations et la société civile Le PS a réagi en tentant de coopter des leaders d'associations, de groupes et de mouvements de la société civile non-affiliés au parti, en soutenant des associations dominées par des militants du parti, et en créant de nouvelles organisations de société civile, menées par des activistes du parti Le Président Diouf, et des dirigeants du parti comme Ousemane Tanor Dieng, patronnent souvent, ou co-patronnent, des colloques et des rencontres discutant de questions importantes pour la société civile et les donateurs - les droits de l'homme, l'état de droit, la bonne gouvernance, la promotion des femmes, etc - ou honorant des leaders civiques pour leur contribution à la société sénégalaise

Depuis la mi-90, la société civile est devenue plus sûre d'elle-même dans ses relations avec l'état, et de plus en plus critique face aux faiblesses du système politique Aux élections présidentielles de 1993, Mamadou Lo, le premier candidat indépendant non-affilié à un parti à s'être présenté contre Diouf, a attaqué le système politique dominé par le PS, prétendant parler au nom de la société civile, tandis que des associations agricoles se réunissaient pour discuter de la création d'un nouveau parti paysan représentant les intérêts ruraux L'apparition de deux nouveaux quotidiens indépendants et de plusieurs stations de radio, ont également permis une accessibilité plus facile des médias et du public, critiques envers le régime Contrôlée par une nouvelle sorte d'hommes d'affaires, représentant ce qu'on appelle le secteur informel, l'UNACOIS s'est opposée à la politique gouvernementale concernant les impôts et le maintien de la protection en faveur de certains produits locaux Des syndicats indépendants ont entamé des grèves de protestation contre les mesures de privatisation menaçant la sécurité de l'emploi de leurs membres Tous ces développement confirment la diminution du pouvoir de l'état et du parti gouvernant de dominer les organisations de la société civile

La société civile a joué un rôle modeste durant la campagne du 24 novembre 1966, qui a continué à être dominée principalement par les activités des partis politiques Alors que les partis ont recruté certains leaders non-engagés de la société civile, la plupart des candidats des partis étaient des leurs Immédiatement après les élections, le plus fort du tollé de protestation concernant les irrégularités électorales est sorti des rangs des partis de l'opposition, plutôt que des représentants de la société civile Toutefois, en mars 1997, des groupes urbains issus de la société civile, et des intellectuels, ont créé un groupement ad hoc, le comité d'initiative, afin de mener campagne pour la réforme électorale De récents courants, influent sur l'évolution de la société civile, incluent les éléments suivants

(1) La décentralisation et libéralisation du système économique ont étendu le champ d'action de la société civile et de son développement

(2) Les dirigeants civiques sont en train de devenir plus autonomes dans leurs relations avec l'état

(3) Les associations sont moins dépendantes des ressources de l'état

(4) L'expansion et la consolidation des associations renforceront probablement les fondations de la démocratie sénégalaise

(5) La conquête du soutien des leaders clés et organisations de la société civile, est en train de devenir un aspect de plus en plus important dans la stratégie électorale des partis politiques

(6) Les rôles de leader dans la société civile, en tant qu'opposés à ceux conquis de haute lutte au sein des rangs d'un parti, peuvent devenir d'importants terrain d'apprentissage et de lancement pour les leaders politiques à l'avenir

(7) Les leaders de la société civile sont moins critiques envers le Président Diouf qu'envers le parti au pouvoir

(8) Depuis son accession au pouvoir, Diouf s'est montré moins sectaire que son parti, dans ses efforts de courtiser et de coopter des leaders civiques de premier plan

(9) Le manque de crédibilité dans les partis politiques et le processus électoral pourrait encourager le public et les donateurs à se tourner vers les organisations de la société civile, en vue de trouver de nouvelles leaders politiques

(10) Les organisations de la société civile qui ont épousé la cause démocratique, les droits de l'homme, les droits civiques et les droits de la femme, tout comme les organisations de base, ne sont pas toutes forcément des exemples de vertu Certains de leurs leaders peuvent spéculer sur l'appui apporté par les donateurs à ces causes, pour faire avancer leur intérêts personnels, organisationnels ou politiques

VI Le Mouvement Associatif (MA)

L'un des développement les plus prometteurs a été la prolifération de mouvements associatifs à tous les niveaux de la société, et particulièrement à la base Le dynamisme des associations de base dépend, dans une large mesure, du degré de liberté des gens dans l'organisation et la gestion de leurs propres affaires, avec un minimum de contrôle et de règlementation par l'état ou de tout autre pouvoir extérieur Le libre droit d'association constitue une des bases de la démocratie Ce qui distingue le Sénégal de beaucoup d'autres régimes à partis multiples en Afrique Francophone, a été la densité et le dynamisme de la vie associative

A Anatomie du Mouvement Associatif

Dans cette section, nous nous occuperons brièvement des différentes sortes d'associations au Sénégal, et de leurs relations avec le processus politique et le développement économique La littérature du développement confond souvent les différences entre les ONG et les autres organisations de base impliquées dans des activités de développement La notion de société civile inclut généralement une grande variété d'associations citadines engagées dans des relations avec l'état

Le mouvement associatif (MA) au Sénégal forme un réseau étendu et divers d'organisations, tant du point de vue des fonctions que de la base sociale, du mode d'organisation, de l'échelle des activités, du lien avec les communautés locales, et du degré d'implication avec l'état et les partis

Le mouvement associatif sénégalais peut être divisé en trois catégories de base

1 Les associations supra-locales, qui dépassent les communautés locales de base (villages, quartiers urbains par ex)
Celles-ci incluent

a Des ONG qui sont des associations étrangères ou sénégalaises sans buts lucratifs, dotées d'un statut légal, d'un staff professionnel et de structures bureaucratiques modernes

b Des fédérations et unions, rassemblant des représentants des communautés locales et associations de base, et visant à représenter leurs membres et à négocier en leur nom avec l'état, les donateurs, les ONG et autres acteurs supra-locaux

c Des associations d'émigrés et de ressortissants, basées en dehors de la communauté locale (mais travaillant avec leur communauté restée au pays), mobilisant des fonds et procurant des avantages pour la communauté du pays (leur communauté restée au "pays"), qui peut être une petite ville, un village ou une région

d Des mouvements initiés par l'état et associations supra-locales

2 Les associations de base établie au sein des structures d'une communauté locale - village, quartier, groupement de jeunes, de femmes, Groupement d'Intérêt Economique (GIE), association sportive et culturelle, par ex Ces associations peuvent être rurales ou urbaines

3 Les associations, principalement urbaines, organisées autour de questions professionneles, fonctionnelles et civiques actuelles - syndicats, organisations d'employés, d'avocats, d'étudiants, des droits civiques, des droits de l'homme, organisations civiques et charitables Au Sénégal, dans la langue de tous les jours, la "société civile" fait référence aux leaders de ces associations

B La dynamique des mouvements associatifs

1 Associations extra-locales

a Le mouvement des ONG au Sénégal

Le mouvement des ONG est essentiellement un phénomène d'après l'indépendance Les premières ONG ont été établies au début des années 60 et étaient associées avec des organisations confessionnelles, telles que le Secours Catholique, CARITAS, et les Groupes Evangéliques Protestants Le mouvement des ONG prit son vrai départ dans les années 70, suite aux terribles sécheresses frappant le Sénégal ainsi que d'autres pays du Sahel Des ONG internationales s'empressèrent de trouver des partenaires

nationaux au Sénégal tandis que les donateurs transféraient plus de fonds via les ONG En 1988, 126 ONG étaient enregistrées - 69 internationales et 57 nationales Aujourd'hui, on compte plus de 200 ONG Les ONG nationales sont devenues des sous-traitants majeurs dans la gestion et la mise en oeuvre de projets d'assistance

Les ONG sont des organisations apolitiques sans but lucratif, engagées dans un large éventail d'activités de développement social et économique, dont l'agriculture, la gestion des ressources naturelles, l'enseignement, la santé, la commercialisation, le crédit et l'épargne Beaucoup d'ONG travaillent en étroite collaboration avec les groupements de jeunes et de femmes Bien que les ONG ne soient pas dépendantes du financement de l'état, elles reçoivent d'importants privilèges, tels que l'exonération des taxes douanières sur les produits importés Les ONG doivent être enregistrées, et opèrent sous la surveillance du Ministère de la Femme Les relations entre l'état et les ONG ont parfois été tendues, les tentatives de l'état de maintenir son pouvoir de tutelle entrant en conflit avec le désir des ONG d'une autonomie maximale

La création du Conseil des Organisations Non-Gouvernementales d'Appui au Développement (CONGAD) en février 1982, a marqué l'émergence d'un mouvement ONG cohérent, regroupant la plupart des ONG sénégalaises au niveau national et international Basé à Dakar, le CONGAD a un secrétariat permanent qui offre à ses membres un éventail varié de services et d'informations Le CONGAD se présente comme le porte-parole principal des ONG au Sénégal

Le mouvement des ONG se présente comme une alternative à l'état pour faire avancer le développement au Sénégal Différents aspects le caractérisent

1 une idéologogie participative de développement Bien que le mouvement est apolitique dans le sens où il n'est affilié formellement à aucun parti politique, ni engagé directement dans la politique, il affirme avoir une vision politique de la société l'initiative du développement doit provenir, pour l'essentiel, des populations locales et des organisations de base Le mouvement des ONG s'oppose donc aux perspectives étatistes impliquant un modèle Jacobin centralisé de l'état

2 une prétention à être plus sensible que les agences de l'état aux besoins et aux conditions des communautés locales Dans la formulation des projets, les ONG prétendent pouvoir consulter les communutés locales de plus près que les agences de l'état, celles-ci ayant une longue tradition d'imposer par le haut des projets et des activités

3 une tendance à se positionner comme intermédiaire principal entre les communautés locales et groupes de base d'une part, et l'état et les donateurs étrangers, de l'autre Comme mouvement, les ONG cherchent à resserrer les liens des

communautés locales avec les ONG internationales, les donateurs et les institutions internationales de formation et de recherche, dans son organisation d'activités liées à l'état et aux donateurs, le mouvement affirme représenter les intérêts des groupements de base

4 une indépendance financière par rapport à l'état, mais une dépendance par rapport aux donateurs et sources de financement étrangers Moins de 1% du financement provient de l'état tandis que 80% proviennent de donateurs étrangers

5 l'obligation de se conformer à des règlements, modes d'opération et priorités imposés par les donateurs, en vue d'obtenir le financement extérieur nécessaire In fine, les ONG sont plus responsables vis à vis des donateurs les finançant que des populations locales qu'ils servent De même, le choix et la concentration de leurs activités sont fortement influencés par les intérêts des donateurs dans certains domaines - par ex les femmes dans le développement, ou la gestion des ressources naturelles

6 une structure bureaucratique relativement lourde au sommet et coûteuse, comparée aux associations et organisations de base La complexité de la paperasserie exigée par les donateurs, alliée au fait que les ONG sont des organisations professionnelles et spécialisées, largement encadrées par un personnel salarié plutôt que par des volontaires, contribuent à ce phénomène Le personnel de direction est relativement bien rétribué, en comparaison avec leurs collègues occupant des postes équivalents dans le secteur public Certains donateurs ont le sentiment qu'un pourcentage exagéré des budgets des ONG passe en salaire

7 un statut spécial exonérant les ONG de taxes et de droits douaniers sur les biens importés, nécessaires à l'accomplissement de leurs activités de développement Certaines ONG ont abusé de ces privilèges en important, pour leur usage personnel ou pour les revendre, des véhicules et autres commodités hors-taxe

Les relations entre le mouvement des ONG et l'état se sont considérablement améliorées ces dernières années L'une des raisons principales de ce changement est le désengagement croissant de la part de l'état dans l'intervention économique directe en région rurale, et une reconnaissance plus grande du rôle secondaire joué par l'état dans le financement et la gestion des activités de développement local et régional Des changements dans les modèles et les attitudes de l'état envers le mouvement de ONG peuvent être constatés dans les domaines suivants

1 Le gouvernement compte à présent sur les ONG pour attirer plus de donations en faveur des activités de développement local

2 Le gouvernement met l'accent sur sa plus grande acceptation du mouvement des ONG, afin de supporter l'affirmation

selon laquelle il se conforme effectivement à la demande des donateurs - la réduction du rôle du secteur public et l'accroissement du secteur privé dans la promotion du développement économique et social Ceci justifie la poursuite du soutien et de l'aide des donateurs

3 Les ONG sont représentées dans des institutions gouvernementales, telles que le CONSERE, le Conseil Economique et Social, et les organes économiques et sociaux consultatifs régionaux nouvellement créés Les ONG se font reconnaître de plus en plus comme partenaires plutôt que comme rivaux du gouvernement Ils travaillent a présent en étroite collaboration avec le gouvernement pour assurer l'agrément de nouvelles ONG

Bien que travaillant de plus près avec le gouvernement, le mouvement des ONG se réserve toujours le droit de prendre publiquement position contre sa politique Ainsi, le CONGAD s'est opposé à la dévaluation de 1994 et, plus récemment, a soutenu la revendication en faveur d'une commission électorale nationale indépendante

La libéralisation du système politique et la décentralisation, ont entraîné des changements dans la politique du mouvement et sa position envers l'état et ses institutions locales Pendant les années 70 et 80, plusieurs ONG ont été fondées et dirigées par des personalités proches de l'opposition Des leaders identifiés avec l'opposition politique ont utilisé les ONG sous leur contrôle, comme un moyen pour obtenir des ressources et de l'influence dans des régions rurales, ces régions étaient précédemment fermées à leurs activités politiques, à cause de l'hostilité des leaders du PS local et de l'administration territoriale Le transfert de pouvoirs supplémentaires aux unités locales de gouvernement, la fin du monopole PS sur le gouvernement local, et l'expansion rapide de l'assistance des donateurs en direction des communautés et gouvernements locaux et, depuis peu, régionaux (<u>coopération décentralisée</u>), ont entraîné les ONG à collaborer plus étroitement avec les organes de gouvernement locaux L'entrée au gouvernement, depuis 1992, des partis d'opposition, a aussi contribué à faire tomber les barrières entre l'état et le mouvement des ONG

Dans le même temps, l'intensification de la compétition entre les partis et les mesures de décentralisation des années 90, ont poussé les leaders politiques et les partis à créer de nouvelles ONG et à politiser les ONG existantes, en vue de servir des buts politiques partisans Avec le désengagement de l'état, le fin du monopole du PS sur le contrôle de l'état et des collectivités locales, et la désafectation progressive des donateurs vis à vis de l'état, les politiciens PS se sont engagés plus activement dans la mise sur pied des leur propres ONG, ou dans la lutte pour la prise en main d'ONG existantes Dans certains cas, des dirigeants de partis, contrôlant un ministère particulier, intriguent pour obtenir des donateurs l'adjonction de contrats à des ONG contrôlées par des membres de leur propre

parti La politisation des ONG, et leur usage à des fins politiques partisanes, risquent de mettre en danger la cohérence et l'unité du mouvement Le CONGAD est conscient de ce problème, et cherche à élaborer de nouvelles règles pour lutter contre la politisation du mouvement de ONG

Les obstacles organisationnels au bon fonctionnement des ONG en tant qu'acteur-clé de la promotion du développement économique et social incluent

1 la prolifération d'ONG sans expertise technique suffisante, principalement en réponse aux opportunités économiques créées par une assistance grandissante des donateurs, en faveur des ONG et autres organisations non-étatiques

2 le manque de mécanismes de coordination et d'échanges d'information entre les ONG Le CONGAD s'est employé à améliorer les communications et les liaisons entre ses membres

3 une faible collaboration entre les ONG et les agents de l'état travaillant au niveau local Au niveau des activités locales de développement, le personnel des ONG et les agents techniques de l'état se considèrent souvent comme des rivaux, plutôt que comme des partenaires

4 une collaboration insuffisante entre ONG opérant dans la même zone géographique Dans ce cas, le manque de collaboration entre donateurs peut également jouer un rôle perturbateur

5 un manque de responsabilité et de transparence

En dépit de leur discours participatif, nombre d'ONG ne se conduisent pas fort différemment que des agences de l'état, pratiquant un style de gestion du haut vers le bas, et adoptant des attitudes semblables envers les populations locales

La décentralisation a influé sur le mouvement des ONG de plusieurs façons

1 Des ONG établies à Dakar ont établi des branches et des bureaux dans les capitales régionales, se rapprochant ainsi des populations locales Les ONG régionales, qui comptent généralement un pourcentage plus élevé de personnel natif de la région, sont également en voie d'augmentation

2 Les partis politiques ont réagi aux mesures de décentralisation, qui transfèrent plus de pouvoir aux collectivités locales, en appellant à une collaboration plus directe entre le gouvernement, les ONG et les autres associations, pour la fourniture de biens et de services publics Par le passé, beaucoup d'ONG hésitaient à travailler de concert avec les Conseils Ruraux (CR), les percevant comme des instruments de l'état et du parti au pouvoir Toutefois, maintenant que l'opposition contrôle certains CR, et est

représentée dans la plupart des autres, les ONG seront sans doute plus prêtes à collaborer avec eux

3 De plus en plus d'aide extérieure provient de communautés locales et d'institutions de type communautaire, d'Europe et d'Amérique du Nord (coopération décentralisée), et est transférée localement Cette tendance a stimulé la création et l'expansion des activités de développement d'ONG sénégalaises sous-nationales opérant au niveau municipal, régional et sous-régional Les ONG intensifient leurs contacts directs avec les communautés locales et les institutions des collectivités locales à l'étranger, réduisant ainsi leur dépendance vis à vis des donateurs et des ONG internationales La relâche de la tutelle de l'état sur les ONG et les gouvernements locaux a rendu ces contacts plus faisables

La prolifération des ONG a intensifié leur compétition dans la chasse aux ressources et influences extérieures auprès de leur communauté locale(?) Parallèlement, il devient plus difficile pour le mouvement des ONG, d'agir comme intermédiaire et représentant principal des communautés locales, en effet, les unions et fédérations de base ont de plus en plus tendance à écarter les ONG nationales, et à établir des contacts directs avec le gouvernement sénégalais et les donateurs

Il est probable que les ONG restent une force puissante dans la société sénégalaise Toutefois, le concept de coopération décentralisée, basé sur le contact de personne à personne, allant en se répandant, les ONG internationales et celles établies à Dakar vont probablement connaître un déclin de leur influence relative, les associations de base, améliorant leur accessibilité aux sources extérieures, n'auront plus à passer par les ONG, nationales ou internationales

La décentralisation et la régionalisation vont encourager les ONG à décentraliser leurs propres activités et à déménager leurs bureaux dans des capitales régionales, plutôt que de rester à Dakar Les partis politiques auront tendance à initier leurs propres ONG, tandis que les dirigeants des ONG seront tentés d'utiliser leur rôle de leader comme plate-forme pour se lancer dans la politique, ou pour améliorer leur statut social

b Unions et fédérations des associations de base

L'un des développements les plus significatifs des deux dernières décennies a été la tendance des associations de base à établir des relations horizontales avec des organisations semblables, via l'établissement d'unions et de fédérations Cette tendance s'est accélérée au cours des années 90 Les structures extra-locales et fédérales poursuivent une série d'objectifs

1 En tant qu'organisations, elles représentent les intérêts locaux, régionaux et sectoriels dans les négociations avec l'état et les donateurs

2 Elles fournissent l'occasion de renforcer le pouvoir de négociation des associations de base vis à vis de l'état et des donateurs ,

3 En articulant les besoins locaux et sectoriels, en mobilisant les ressources locales, et en servant d'intermédiaire entre les communautés locales, les associations et l'état, elles constituent une force alternative au pouvoir politique, aux Confréries et au mouvement des ONG professionnelles

4 Elles fournissent un cadre institutionnel pour la formulation et la coordination des stratégies de développement des organisations qui les constituent

5 Elles constituent un forum pour l'échange d'informations et le partage d'expériences

Les nombreuses unions et fédérations reflêtent une grande diversité d'intérêts communautaires et fonctionnels, et diffèrent dans leur degré d'autonomie vis à vis de l'état et des partis politiques Certaines structures fédérales, telles que les Unions Coopératives Régionales et Nationales, ont débuté comme mouvements initiés par l'état, dominés principalement par des notables ruraux affiliés au parti au pouvoir D'autres, tels AJAC (Union des Jeunes Agriculteurs de la Casamance) et l'Amicale du Walo, se sont organisées dans les années 70 comme organisations paysannes indépendantes pour la jeunesse rurale D'autres enfin, comme la Fédération Soninké à Bakel, reflêtent le désir des populations locales d'établir leurs propres institutions indépendantes de développement, et d'échapper à la lourde tutelle des agences de l'état, telles que la SAED

La FONGS (Fédération des Organisations Non-Gouvernementales au Sénégal) a représenté une des forces majeures dans la promotion de fédérations et d'associations de base Fondée en 1976, la FONGS regroupe 24 unions paysannes extra-locales, représentant plus de 2 000 associations de village et plus de 100 000 membres Alors que la FONGS jouit d'un statut légal d'ONG, ses membres constituants n'en jouissent point Les principaux objectifs de la FONGS sont de renforcer la solidarité et la collaboration entre les associations de base au Sénégal, et d'étendre leur capacité institutionnelle en vue d'un développement autonome

Le FONGS est la force motrice ayant conduit, en mars 1993, à l'établissement du Comité National de Concertation des Ruraux (CNCR), pour la défense des intérêts ruraux Le CNCR tend à devenir le porte-parole des associations sénégalaises fédérées de paysans, et à servir de principal intermédiaire représentant les populations rurales dans la discussion des questions de développement national, avec l'état, les collectivités locales

et les donateurs

Depuis sa fondation, le CNCR s'est aggrandi et a acquis la reconnaissance du gouvernement Le CNCR est représenté au Conseil Economique et Social et au conseil d'administration du Conseil National de Crédit Agricole Sénégalais (CNCAS) Cette année, le Premier Ministre Habib Thiam ainsi que le Président Diouf ont tous deux rencontré les leaders du CNCR et discuté avec eux le programme agricole du gouvernement En dépit de ses aspirations à parler au nom de l'ensemble des populations rurales du Sénégal, le CNCR est plus connu au niveau national et dans les cercles des ONG, qu'au niveau des associations de base

Mamadou Cissokho, le président du CNCR, a milité dans les mouvements de développement de base depuis plus de vingt ans pendant cette période, il a réussi à tisser un réseau de liens étroits avec les ONG européennes Cissokho représente une nouvelle génération de leader rural, qui n'est pas politicien, notable rural traditionnel ou marabout Son leadership dérive de son rôle de courtier de développement entre les communautés locales, et l'état et les donateurs

L'émergence et la prolifération d'unions et de fédérations d'associations de développement liées aux communautés de base, ont secrété une nouvelle classe de courtiers de développement, qui, dans de nombreux cas, ont remplacé les leaders locaux PS comme principaux intermédiaires entre les communautés locales et l'état La plupart des courtiers de développement sont des "outsiders politiques", dans la mesure où ils ne sont pas actifs dans la politique d'un parti, et des "insiders culturels", dans le sens où ils plongent généralement leurs racines dans les associations communautaires locales dont ils sont les représentants(pour lesquelles ils travaillent) Grâce à leur capacité à communiquer et à négocier avec les ONG internationales et autres donateurs extérieurs, en vue de l'obtention de ressources au profit des communautés locales, les courtiers de développement ont transformé les relations clientélistes traditionnelles Certains observateurs ont suggéré que les courtiers de développement usent de leur accès à l'assistance pour créer un nouveau système de patronage

Les courtiers de développement forment également un nouveau pool de candidats potentiels aux postes d'élus locaux Certains, comme Abdoulaye Diop, fondateur de l'Amicale du Walo, ont rejoint les rangs du PS, et sont devenus présidents de Conseils Ruraux D'autres se sont présentés sur des listes d'autres partis Les règles excluant les candidats indépendants, signifient que les courtiers de développement, s'ils veulent se faire élire, doivent rejoindre les rangs, et la liste, d'un parti

Certains observateurs sont préoccupés par le fait que les courtiers de développement puissent faire usage de leurs positions de leaders pour faire progresser leurs intérêts et ambitions personnelless, au détriment des communautés locales qu'ils sont censés servir, en détournant des fonds alloués à des

projets locaux, ou en accomplissant d'autres actions lucratives, ou alors, en usant de leur influence et de leur popularité pour diriger des votes vers un parti spécifique, ou pour se lancer dans une carrière politique Il serait naif d'attendre des courtiers de développement de rester purement altruiste et de renoncer aux avantages matériels et sociaux dérivés du rôle de leader En fait, les courtiers de développement méritent de recevoir une certaine rémunération pour les services importants qu'ils rendent Autrement, il n'auraient que peu de raisons de promouvoir les activités de développement local S'il s'agît de juger les courtiers de développement, il semble plus approprié d'examiner dans quelle mesure ils sont réellement représentatifs des associations de développement de base pour lesquelles ils travaillent, et responsables devant elles, ainsi que leur efficacité à satisfaire leurs besoins

Le mouvement des ONG sénégalais, tel qu'il est symbolisé par le CONGAD, d'une part, et les unions et fédérations supra-locaux représentant les associations de base, affiliés ou non au FONGS, sont devenus des concurrents dans la quête aux ressources venant de l'étranger Pourtant, les deux sont nécessaires Les meilleures ONG sénégalaises disposent de l'expertise technique et du personnel nécessaires à la mise en oeuvre des programmes financés par les donateurs Les unions et fédérations sont généralement plus représentatifs das populations locales, et mieux placées pour exprimer leurs besoins et aspirations, toutefois, ils manquent souvent des moyens techniques et administratifs nécessaires à l'exécution de leurs programmes

Une plus grande collaboration, coopération et coordination entre le mouvement des ONG professionnelles et les unions et fédérations des associations de base, sont essentiels pour arriver à la meilleure utilisation de leurs rôles complémentaires, et pour contribuer à une distribution plus efficace de biens et services publics aux communautés locales Les ONG professionnelles et les associations de base fédérées doivent maintenir leur autonomie, et se préserver de toute politisation ou prise en main par des partis politiques utilisant leurs mouvements à des fins partisanes

c Ressortissants et Associations d'Emigrés

Les associations de ressortissants sont devenues, de plus en plus, des forces politiques et économiques au Sénégal Durant la période coloniale, les associations de ressortissants étaient surtout établies dans les villes, procurant aux ressortissants d'un même village, une assistance pour l'emploi et le logement, des prêts pour l'accomplissement d'obligations sociales, et des loisirs, sous la forme de dances ou autres évènement sociaux Pendant la période après la Deuxième Guerre Mondiale et avant l'indépendance, les deux principaux partis du Sénégal ont consacrés de nombreux efforts pour obtenir le soutien de ces groupements Senghor et Mamadou Dia sont ceux qui ont le mieux réussi à les intégrer sous la bannière de leur parti

Pendant les années 60, le régime décourageant l'engagement politique des associations régionales, ethniques et de ressortissants, l'importance politique des associations de ressortissants s'est affaiblie Durant les années 80 et 90, les associations de ressortissants se sont engagées de plus en plus dans le développement d'activités dans leurs villages A l'encontre du mouvement des ONG, qui recevait une aide financière conséquente d'ONG internationales et de donateurs, les associations de ressortissants ont financé la plupart de leurs activités à partir de cotisations volontaires de leurs membres

Les associations de ressortissants ont plusieurs caractéristiques en commun

(1) Elles sont fondées sur des réseaux serrés de solidarité sociale, liant le village d'origine des natifs travaillant à Dakar avec des pays d'Afrique, d'Europe et, plus récemment, d'Amérique du Nord

(2) Les unités de base sont le village, ou le groupe de villages, avec ses liens traditionnels historiques

(3) Dans les villes comme à l'étranger, les associations de ressortissants assurent des services sociaux, l'information et des loisirs pour leurs membres

(4) Les associations de ressortissants ont organisés des projets, et mobilisé des fonds pour des projets, dans leur village natal, tels que mosquées, puits, écoles, équipements sanitaires, et champs de maraîchages

(5) Les membres des associations de ressortissants vivant dans les villes, ou à l'étranger, se rencontrent régulièrement pour discuter de leurs problèmes

(6) Les leaders des associations de ressortissants vivant à Dakar et à l'étranger retournent dans leur village natal tous les ans, ou tous les deux ans, pour des Congrès où ils discutent des besoins du village et de leurs membres, et planifient des projets futurs

(7) La quasi-totalité du financement et de la force de travail des projets des associations de ressortissants est fournie par les ressortissants eux-mêmes ceux résidant à Dakar et à l'étranger s'occupent surtout de l'argent, tandis que ceux restés au village fournissent les matériaux locaux et la main d'oeuvre

(8) Alors que les associations de ressortissants soient un phénomène général dans tout le pays, les associations les plus importantes tendent à être celles organisées par les ressortissants de régions à fort exode rural, telle que le Fleuve et la Basse Casamance Dans le bassin nord arachidier, le fief des Mourides, les associations de ressortissants sont moins

importantes que les réseaux Mourides de solidarité avec leurs fidèles dans les villes et à l'étranger

Dans leur planification de projets en région rurale, les donateurs ont eu tendance à consacrer peu d'attention aux réseaux de solidarité sociale développé à travers les associations de ressortissants, et à leur potentiel pour mobiliser des ressources Au contraire, ils ont eu tendance à considérer les villages comme des entités en soi, reliées principalement au monde extérieur au travers d'échanges de marché Dans leur travail en zone rurale, les donateurs pourraient effectuer une analyse détaillée du rôle des associations de ressortissants dans la vie du village, et associer les leaders résidant en dehors du village dans la planification des activités de développement

Les changements politiques et économiques accompagnant le désengagement de l'état dans nombres d'activités de développement rural, l'explosion de la vie associative, le nombre croissant de sénégalais travaillant à l'étranger, et l'intensité grandissante de la compétition entre partis politiques depuis une dizaine d'années, ont entraîné plusieurs changements importants dans la manière d'opérer des associations de ressortissants

(1) Des leaders d'associations de ressortissants précédemment
privées de statut légal, ont pris l'initiative de créer des ONG reconnues par l'état, en vue d'exercer des activités de développement dans le village, ou groupe de villages

(2) Avec l'accroîssement du nombre de Sénégalais travaillant et résidant à l'étranger, les émigrés pourvoient une part de plus en plus grande du financement, et du leadership, de nombreuses associations de ressortissants, utilisant leurs contacts à l'étranger pour procurer de l'argent et des projets à leur village, sans passer par le canal des donateurs et des ONG internationales opérant au Sénégal

(3) La lutte pour le leadership des associations de ressortissants devient plus animée et plus politisée

(4) Les politiciens enchérissent sur l'appui des associations de développement émanant d'associations de ressortissants, ou bien, tentent de les prendre sous leur contrôle Aux élections du 24 novembre 1996, plusieurs ONG ont accordé leur soutien à un candidat particulier, ou à une liste particulière

(5) Les partis politiques recherchent activement l'appui des associations de ressortissants Par exemple, lors des dernières élections, le PS a fait appel aux associations de ressortissants de Halpulaar opérant à Dakar, pour mobiliser les électeurs, ils ont sollicité la participation des leaders Halpulaar de la région de Fouta et de Kolda (Fouladou) à des rassemblements de masse en soutien à Tanor et au PS Un groupe Halpulaar rival de la région du Fouta décida de soutenir le PDS, et contesta le droit de

l'association pro-PS de se présenter comme le porte-parole de l'entière population de la Fouta

La différence principale entre les associations de ressortissants et les ONG nationales basées à Dakar, est que nombre de ces dernières sont menées par des élites n'ayant pas nécessairement de liens très étroits avec les populations des régions où elles travaillent La décentralisation aura probablement pour effet d'augmenter l'influence des associations de ressortissants en tant qu'institutions de développement économique, et celle de leurs leaders comme participants actifs au processus politique

Dans un rapport de 1996 au Conseil Economique et Social, Moustapha Niasse annonçait qu'il existait quelques 402 000 sénégalais régulièrement inscrits auprès de leurs ambassades à l'étranger Selon de nombreux observateurs, le nombre de Sénégalais étudiant, travaillant et résidant à l'étranger atteint au moins le double Un des aspects les plus frappants de leur vie à l'étranger est qu'ils ont reproduit le même genre d'associations qu'au Sénégal Ceci est particulièrement vrai en France, qui accueille le plus grand nombre de Sénégalais à l'étranger Ainsi, l'on peut voir des associations de ressortissants, d'étudiants, de femmes, sportives, culturelles, religieuses, des branches de partis politiques, des organisations de travailleurs, des réseaux économiques formels ou informels, et des groupes se battant pour les droits de l'homme Ces associations aident les Sénégalais à l'étranger à trouver du travail, à s'acclimater à leur nouvel environnement, et défendent leurs intérêts vis-à-vis de la société d'accueil Elles préservent aussi la culture sénégalaise, et maintiennent des contacts étroits et des réseaux bien développés avec la terre d'origine

Les émigrés sénégalais ont représenté une partie importante et vitale de la société sénégalaise pour plusieurs raisons

(1) Le grand nombre de Sénégalais à l'étranger fournit à la société sénégalaise une soupape de sécurité Leur départ allège la pression sur les ressources locales, et procure une porte de sortie aux adultes en quête de travail, ou d'une éducation supérieure introuvable au Sénégal

(2) L'argent envoyé par les émigrés au Sénégal aide à soutenir leur famille résidant au village, et injecte des capitaux dans l'infrastructure sociale et le développement économique Il est difficile d'estimer la quantité d'argent renvoyée au Sénégal, les fonds étant généralement ramenés via des circuits informels, quand les émigrés retournent au Sénégal Ces sommes sont, sans aucun doute, plusieurs fois plus élevées que celles envoyées sous forme de mandats, via le système postal

(3) Leurs liens avec les individus et les institutions des pays d'accueil intéressés dans le développement du tiers-monde - ONG, églises, groupes philantropiques, fondations, associations

civiques, etc -, se sont traduites en une assistance financière et technique pour des petits projets dans leurs contrées d'origine au Sénégal

(4) Les émigrés représentent une source d'idées et de technologies nouvelles pour le Sénégal Par exemple, un groupe d'émigrés membre d'une association de ressortissants s'est rendu acquéreur d'une certaine machine fabriquée en Belgique, et a mis sur pied une petite usine dans un village de Fouta Toro, produisant du fil de fer barbelé pour l'enclos de potagers locaux, de parcelles boisées, et autres unités agricoles de petite taille Un groupe d'étudiants Mourides à Paris, fondé par Cheikh Abdoulaye Diéye en 1977, a élargi les horizons des Mourides en les exposant à d'autres courants religieux et en soulignant davantage la philosophie de Ahmadou Bamba Le nouvel intérêt pour des questions intellectuelles que des étudiants universitaires Mourides, comme Dièye, remportèrent avec eux au Sénégal, a aidé à briser le stéréotype du Mouride comme suivant aveugle de marabouts ignorants

(5) La diaspora sénégalaise a établi des réseaux économiques étendus dans de nombreux pays Les plus connus d'entre eux sont probablement les réseaux Mourides, avec leurs branches en Europe, en Asie, en Amérique du Nord et en Afrique
Le résultat est que les Mourides ont repris plusieurs des secteurs de l'importation au Sénégal qui étaient contrôlés auparavant par des hommes d'affaires français ou libanais D'autres Sénégalais ont réussi dans le commerce des diamants dans d'autre pays d'Afrique, réinvestissant leurs gains au Sénégal

(6) Les Sénégalais à l'étranger sont également impliqués dans diverses organisations, et ont mis sur pied des ONG basées dans le pays d'accueil Par exemple, un récent PH D de l'université de l'état de Ohio a établi à Washington une ONG destinée à promouvoir le leadership démocratique et les droits de l'homme en Afrique

En 1983, le régime a répondu à l'importance croîssante des émigrés en créant un ministère spécialement conçu pour traiter de leurs problèmes En 1993, ce ministère fut aboli et ses fonctions reprises par le Ministère des Affaires Etrangères Bien que le PS et d'autres partis politiques avaient des branches à l'étranger par le passé, la quête pour le soutien des émigrés a augmenté considérablement depuis 1990, suite à la modification du système électoral qui alloua le droit de vote aux Sénégalais résidant à l'étranger Aux élections nationales de 1993, les résultats officiels accordaient 72% du vote émigré au PS, un score bien meilleur que celui obtenu au pays En réaction, l'opposition a crié à la fraude électorale et nié l'exactitude des résultats

Depuis la dévaluation de 1994, les émigrés ont envoyé de larges sommes d'argent au Sénégal Une bonne part du boom actuel dans la construction à Dakar résulte des investissements des émigrés dans le logement Le gouvernement a tenté de gagner le soutien des émigrés en mettant sur pied des filiales bancaires à

l'étranger, en vue de faciliter les transferts de fonds vers le Sénégal, accordant des exonérations de taxes douanières aux associations d'émigrés engagées dans des projets de développement, et fournissant une assistance financière et une formation aux émigrés désirant s'établir à nouveau au Sénégal Les groupements d'émigrés se sont opposés aux efforts du gouvernement tentant à imposer une taxe sur les mandats postaux

Les émigrés sont également parmi les membres les plus dynamiques des associations de ressortissants Une mutation intéressante est que le leadership des associations d'émigrés ne reflète plus nécessairement les structures traditionnelles du leadership au pays Ainsi, des gens appartenant à des castes qui seraient normalement exclues de positions dirigeantes au pays, dans la Vallée Sénégalaise par exemple, occupent souvent des positions importantes dans les associations d'émigrés à l'étranger

Plusieurs changements affectent les associations de ressortissants et d'émigrés

1 Dernièrement, elles sont passées de la fourniture de services sociaux à la promotion progressive d'activités de développement économique

2 Plus elles s'engagent dans des activités de développement, plus elles deviennent relativement dépendantes de financements extérieurs

3 Avec l'expansion de la coopération décentralisée, les leaders et associations d'émigrés multiplient les contacts, dans les pays où ils travaillent, avec les institutions de gouvernement local, les ONG, et les organisations civiques intéressées à aider le développement du Tiers Monde

4 En supplément des liens de solidarité traditionnels et des structures sociales les reliant à leur village, les associations de ressortissants et d'émigrés sont en voie de forger de nouvelles formes, modernes, de relations contractuelles et de modèles sociaux Ils ne se contentent plus de ne pas simplement reproduire les structures rurales traditionnelles dans les villes et à l'étranger, mais aussi, ils ramènent les innovations avec eux, dans leurs villages d'origine

d Mouvements et associations initiés par l'état

Un des aspects les moins réussis de la vie associative au Sénégal a été représenté par les organisations et mouvements initiés par l'état, tels que coopératives rurales, groupements de producteurs, et groupements de femmes sous la tutelle du Ministère de la Femme Ces mouvements possédaient les caractéristiques suivantes

(1) Les règles et la structure organisationnelle étaient déterminés par l'état plutôt que par les membres, et imposés par

le haut Par exemple, les coopératives sénégalaises ont suivi un modèle européen importé, basé sur les principes de Rochdale et sans beaucoup de rapport avec les réalités locales du Sénégal Qui plus est, l'état imposa une structure uniforme et rigide, qui se reproduisait exactement de la même façon dans tout le pays Quand le gouvernement décida de décentraliser le mouvement coopératif en 1983, le service des coopératives d'état réagit en mettant sur pied 4 000 sections coopératives, en plein milieu de la saison agricole, quand les paysans n'avaient manifestement pas le temps de discuter le pour et le contre de l'entreprise

(2) Ces mouvements étaient généralement sujets, dans leurs opérations, à la pesante tutelle des agences de l'état Les coopératives arachidières, qui constituaient le noyau du mouvement coopératif, étaient dominées jusqu'en 1980 par l'ONCAD, tandis que les groupes de producteurs affiliés aux SRD, tels que la SAED, la SOMIVAC, la SODEVA et la SODEFITEX, et intégrés dans des projets de développements financés par des donateurs, avaient peu d'autonomie et de liberté d'action Les relations entre l'état et ces mouvements étaient asymétriques Aussi, les RDA pouvaient violer leurs obligations contractuelles sans subir de sanctions, tandis que les groupements de producteurs pouvaient être pénalisés pour ne pas avoir remplis leurs obligations

(3) L'état dérivait la plupart de ses bénéfices de ses relations étroites avec les coopératives et les groupes de production A travers l'ONCAD, par exemple, l'état réussit à encaisser des billions de francs CFA dans la commercialisation de l'arachide, en maintenant le prix de la production bien plus bas que le prix du marché international

(4) Ces mouvements étaient également utilisés pour récompenser les alliés du régime et pour gagner le soutien politique des notables ruraux Le mouvement coopératif rural était particulièrement sujet à la domination de notables ruraux alignés sur le parti au pouvoir De plus, l'état assurait en permanence un traitement préférentiel à de puissants marabouts, sous la forme de prix de production arachidière plus élevés, de crédits agricoles, et de services de vulgarisation Ce faisant, il contribuait à discréditer le mouvement coopératif dans le bassin arachidier La Fédération Nationale des Groupements Féminins (FNGF), financée et sous la tutelle du ministère de l'état s'occupant des affaires féminines, a souvent été utilisée par des politiciennes, nationales ou locales, comme un véhicule de patronage, ou pour gagner le soutien populaire au moyen de distributions de moulins à mil De nombreux groupes locaux de femmes, affiliés à la Fédération Nationale, se sont plaint de ne pas voir, ou presque, leur revenir les bénéfices des cotisations qu'ils avaient versées

Les mouvements initiés par l'état ont perdu de leur influence à l'échelon national, et sont en baisse dans les régions rurales, suite au désengagement de l'état dans la distribution des intrants, le déclin de l'économie arachidière, et l'ouverture de nouvelles alternatives pour les populations

rurales Par exemple, une loi passée en 1984, rendit relativement facile, pour les petits groupes de producteurs, d'obtenir l'agrément de l'état et l'accès au crédit, en formant des Groupements d'Intérêts Economiques (GIE) Les ONG, ainsi que les associations villageoises de développement légalement reconnues, fournissent également un accès aux ressources extérieures, tout en accordant aux gens du lieu plus d'autonomie dans l'organisation et la gestion de leurs affaires

2 Associations locales de base d'échelle réduite

Au niveau des communautés de base, on peut identifier au moins six formes d'organisations de base, possédant un fort potentiel pour contribuer au développement économique et social du Sénégal On distingue

a Les Associations Villageoises de Développement (AVD), qui se composent souvent d'une structure tripartite incorporant des sections d adultes mâles, de femmes et de jeunes Les AVD s'associent souvent avec d'autres associations de village de la même région, afin de participer dans des projets de développement plus vastes Beaucoup d'entre elles entretiennent aussi des liens étroits avec des associations de ressortissants dans les villes, et avec les natifs travaillant à l'étranger La montée des AVD dans les année 80, correspond au déclin du système des coopératives initiées par l'état, et des groupements de producteurs affiliés aux SRD

b Les Groupements Féminins Le nombre impressionant de groupes et d'associations de femmes à avoir surgi dans les campagnes du Sénégal ces dernières années, représente un développement très prometteur Il existe plus de 4 000 groupes de femmes affiliés à la Fédération Nationale de Groupements Féminins du Sénégal (FNGF) Le FNGF est sous la tutelle du Ministère de la Femme, et est hautement politisé au niveau extra-local Les groupements féminins villageois sont moins politisés, tandis que d'autres groupes féminins tels que les mbootays, tontines et caisses populaires d'épargne, ne sont pas affiliés au FNGF, et souvent non-reconnus officiellement

Beaucoup de Sénégalais insistent sur le fait que les femmes forment le secteur le plus travailleur, le mieux organisé et le plus dynamique de la société sénégalaise La part des projets de donateurs ou d'ONG allouée aux femmes, a facilité une participation plus grande des femmes dans les activités de développement L'exodus rural, à prédominance masculine, a aussi placé les femmes face à des responsabilités plus importantes dans la gestion des unités de production domestique et l'approvisionement familial Les sections féminines des associations rurales de développement sont souvent plus nombreuses que leurs équivalents masculins Ceci est particulièrement vrai à Casmance, mais est en voie de devenir un phénomène général dans tout le Sénégal rural La FONGS constate que 65 % de ses membres sont des femmes Leur dynamisme, et le fait qu'un large pourcentage de jeunes filles villageoises

assiste, et à l'école coranique et à l'école française, préparent le terrain pour un leadership féminin plus conséquent dans les régions rurales Enfin, des programmes fonctionnels d'alphabétisation destinés aux leaders féminins accélèrent également ce processus

ç Les Groupements de Jeunes, engagés dans des activités sociales, économiques et culturelles Les groupes de jeunes ruraux établis au village, comme l'Amicale de Walo et les associations de jeunes agriculteurs dans la Casamance et autres régions, constituent certaines des forces les plus dynamiques pour le changement dans les campagnes Presque tous les villages du Sénégal ont leurs propres groupes de jeunes, ceux-ci s'emploient à trouver des solutions à des problèmes quotidiens, tels que l'obtention d'approvisionnement en eau potable, l'amélioration des équipements sanitaires et éducatifs, l'accroîssement du revenu rural, l'amélioration de la productivité agricole, la protection de l'environnement, etc Les groupements de jeunes procurent souvent une main d'oeuvre non-payée pour la construction d'écoles villageoises et de postes de santé Leur dynamisme a conduit les gérontocraties traditionnelles des villages à transférer plus de prérogatives aux mains des groupes de jeunes

A Dakar, les groupements de jeunes ont pris de nombreuses initiatives dans l'organisation d'activités en vue de l'amélioration de leurs quartiers, en surveillant les rues, collectant les ordures, améliorant les équipements sanitaires, et en entreprenant régulièrement des campagnes de nettoyage

L'une des formes de groupement de jeunes les plus réussies et les plus populaires est l'Association Sportive et Culturelle (ASC) La croissance et la popularité des ASC durant les deux dernières décennies représentent un des développements les plus fascinants de la société sénégalaise Le mouvement des ASC s'est profondément enraciné dans le Sénégal rural Les ASC offrent à la jeunesse rurale un débouché récréatif, principalement en l'invitant à participer à des équipes, des matchs et des compétitions de football Presque chaque village a son équipe, son terrain et son équipement Les matchs entre les différentes ligues ont comme effet de réveiller la fierté civique des villages, en particulier quand une équipe locale gagne le championnat Pour certains parmi les anciens du village, les ASC sont un moyen de maintenir la jeunesse rurale au village Mais pour d'autres villageois, elles représentent une réalité à double face Certains parmi les habitants se plaignent que les jeunes gens finissent par être tellement captivés par la pratique du sport, qu'ils négligent leur travail dans les champs à l'époque de l'année où les ligues navétanes sont les plus actives Dans les régions urbaines, le problème est moindre Au contraire, les ligues occupent les jeunes et les maintiennent loin des ennuis et du grabuge

Certaines des ASC urbaines les plus réussies fournissent un excellent modèle pour une réforme instutionnelle En effet, les

ASC sont des institutions pluralistes et ouvertes, rassemblant des jeunes gens et des jeunes femmes vivant dans la même ville, ou le même quartier Les leaders sont généralement élus démocratiquement, et choisis sur base de leurs compétences Les membres font des sacrifices et remplissent leurs obligations, en payant leurs cotisations et en respectant les règles Les ASC engendrent la fierté civique au niveau du quartier, et arrivent à mobiliser leurs membres pour offrir des biens et des services publics à des coûts relativement bon marché La campagne SET SETAL de nettoyage à Dakar au début des années 90, a démontré la forte capacité mobilisatrice des groupes de jeunes tels que les ASC

Des politiciens locaux et régionaux ont tenté de rehausser leur popularité en fournissant une assistance aux ASC, sous forme d'équipements, d'uniformes, de prix ou de trophées Durant la récente campagne électorale, les leaders de l'opposition ont aussi fait de multiples apparitions à des matchs de football locaux, veillant à présider, et/ou à patronner, les épreuves de championnat

d Les Groupements d'Intérêt Economique (GIE), organisés presque exclusivement autour d'activités et d'objectifs économiques Au départ, les GIE furent créés pour permettre à de petits groupes d'acteurs économiques, non-membres d'une coopérative patronnée par l'état, et à des groupements de producteurs affiliés à la Nouvelle Politique Agricole (NPA), d'avoir accès au crédit Les deux-tiers des GIE comptent moins de 50 membres Depuis 1984, leur nombre s'est considérablement accru En 1990, on comptait près de 5 000 GIE enrégistrés Les GIE sont attrayants, parce qu'ils peuvent être formés facilement, et qu'ils procurent un accès au crédit Dans la région de Saint Louis, les gens ont organisé des GIE afin de pouvoir accéder à des terres contrôlées précédemment par la SAED et les groupements de producteurs affiliés à la SAED Des groupements de femmes et de jeunes, surtout dans la région de Dakar et des grandes villes, se sont également transformés en GIE

A l'instar de nombres d'AVD, les GIE communautaires sont affiliés à des structures fédérales de GIE extra-locaux Le remboursement des dettes est devenu un problème majeur pour beaucoup de GIE Certains d'entre-eux ont été mis sur pied, au départ, pour assurer l'accès au crédit, qui fut alors employé à des fins de consommation personnelle plutôt qu'à l'investissement dans l'amélioration de la production Dans la région de Saint-Louis, qui compte le plus grand nombre de GIE, les prix peu élevés des producteurs combinés à des coûts élevés de production, ont rendu difficile le remboursement des dettes

e des associations populaires d'épargne et de crédit, qui ont surgi dans des régions rurales et urbaines, en réponse à l'échec du système bancaire formel de grande échelle et des institutions de crédit de l'état, afin de permettre à des gens aux revenus modestes d'accumuler et de mobiliser du capital Par exemple, durant les dernières dix années, des groupements de

femmes de Dakar ont créé leur propre association d'épargne et de crédit, dans le but de financer une variété d'activités d'affaires de petite taille, l'accès au logement, et le pélérinage à la Mecque Ces nouvelles institutions ont été mises sur pied en supplément des structures moins formelles de tontines A la campagne, des associations villageoises sont également en train de mettre sur pied des institutions d'épargne et de crédit, pour financer des projets individuels ou collectifs Ces institutions sont particulièrement bien développées dans la région de Thiès, qui possède une longue tradition d'institutions paysannes De nombreuses associations de village ont aussi créé des banques de céréales où des céréales comme le mil et le mais sont entreposées peu après la récolte, puis rendues disponibles à leurs membres, à des prix bon marché, pendant la soudure Dans la plupart des cas, des ONG extérieures fournissent l'impulsion et le financement dans la mise sur pied de ces nouvelles institutions

f Les Associations et Comités de quartier urbains
A Dakar, et dans plusieurs autres grandes villes du pays, des associations et comités de quartier ont surgi pour procurer, et coproduire, une large variété de biens et de services publics insuffisamment suppléés par l'état Historiquement, les groupements de quartier ont uni leurs efforts pour obtenir des faveurs et des services de politiciens en quête de votes Alors que les politiciens des villes continuent à accorder leur patronage aux quartiers, afin de gagner le soutien électoral de leurs habitants, des changements majeurs ont eu lieu dans l'attitude de l'état, des collectivités locales, des donateurs et ONG envers les quartiers urbains

(1) Il existe une reconnaissance et une acceptation plus grandes des associations et groupements de quartier établis sur des hiérachies, des réseaux et des modes d'organisation traditionnels L'ENDA par exemple, a cessé de vouloir imposer son propre modèle de développement communautaire, basé sur des principes égalitaires, et a adapté un modèle de coopération avec les groupements de quartier essentiellemnt basé sur des intérêts communs Les recherches de l'ENDA ont montré que la plupart des associations et groupes de quartier organisés par des donateurs et des projets d'ONG, ont disparus peu de temps après la fin de la durée du projet Les associations de quartier plus permanentes ont été celles construites autour de valeurs sociales et de modes d'organisation traditionnels Nombre de ces associations de quartier opèrent en dehors des circuits habituels de l'état, des donateurs et des ONG, elles procurent une multitude de services à bas prix, comme le crédit, la sécurité, la collecte des déchets, les facilités sanitaires, etc

(2) Les fonctionnaires de l'état et les politiciens commencent enfin à considérer les quartiers urbains comme des unités en soi de gouvernance locale, plutôt que comme les récipients des largesses du gouvernement central et du patronnage politique Alors que la fragmentation de Dakar en 19 communes d'arrondissement n'a peut-être été qu'une manoeuvre du PS pour

affaiblir l'opposition, elle a aussi justifié le concept de quartier urbain comme unité de gouvernement local

(3) Le gouvernement municipal et les comités et associations de quartier ont nettement tendance à travailler ensemble pour coproduire des biens et des services publics élémentaires, tels que l'enseignement, la santé, la sécurité, l'hygiène et le crédit

(4) De plus en plus, les comités et associations de quartier sont en voie de devenir des partenaires, plutôt que clients dépendants, des institutions gouvernementales, centrales et municipales

(5) La décentralisation, le contrôle de l'opposition sur les unités de gouvernement local, ou sa représentation dans ces mêmes unités, pourraient briser le monopole de l'état et du PS sur les processus de décision locaux, et renforcer l'influence des comités et associations de quartier dans les prises de décision les concernant

Un échantillon non-exhaustif des genres d'associations et d'organisations opérant au niveau local incluerait

(1) des tontines de femmes et des institutions de crédit et d'épargne d'échelle réduite

(2) des comités de santé, des associations de APE et des comités de nettoyage de quartier

(3) des patrouilles de quartier luttant contre la criminalité

(4) des comités de quartier ad hoc, organisés pour mobiliser les ressources et exercer des pressions en vue de l'obtention d'une facilité ou d'un service particuliers, ou pour s'occupper de questions pressantes

(5) des groupes et associations de femmes du marché

(6) des associations de jeunesse locales

(7) des groupes et associations impliqués dans des GIE, et autres micro-entreprises

(8) des ASC

(9) des associations religieuses

(10) des branches d'associations de ressortissants

(11) des Comités Locaux de Gestion (CLG)

g Les organisations de base liées aux services de l'état

Plusieurs organisations importantes travaillent en collaboration étroite avec les services gouvernementaux à gèrer la distribution de biens et services publics au niveau local Les trois organisations les plus importantes sont

a les associations parents-élèves (APE), organisées dans les régions urbaines et dans presque tous les villages De plus en plus, les APE rurales contribuent à la construction locale d'écoles, et à la fourniture de matériel et d'équipements scolaires

b les comités de santé locaux, qui se rencontrent là où il existe des dipensaires, des maternités et des postes locaux de santé Les comités de santé travaillent en proche collaboration avec les agents de santé locaux

c les comités locaux de gestion de l'eau, qui sont chargés de choisir un responsable pour la gestion et l'entretien des puits, et travaillent en collaboration avec le Ministère Hydraulique

Les associations de base les plus dynamiques ont en généralement en commun certaines caractéristiques, manquant souvent à de nombreuses associations politiques nationales modernes

1 La démocratie interne Les leaders sont désignés par les membres du groupe, et choisis en fonction de leurs compétences et de leur bon caractère

2 L'unité Les membres tombent généralement d'accord sur les objectifs, et oeuvrent ensemble pour les réaliser

3 L'autonomie financière, basée principalement sur les cotisations payées par les membres, les contributions de membres plus aisés, et la mobilisation d'investissements de type humain ou matériel Ceci vaut aussi longtemps que les associations opèrent à une échelle modeste

4 La transparence, due au fait que les membres se connaissent, imposeront des sanctions à ceux violant les règles, et veilleront à les faire respecter

Les associations de base décrites ci-dessus ne sont pas sans défauts et ne sauraient être idéalisées Ces groupes manquent souvent de moyens et de capacités organisationnelles et techniques, ainsi que de ressources financières, pour gérer plus qu'un projet limité Certains de ces groupes souffrent d'une mauvaise gestion de fonds, et de corruption Les politiciens cooptent souvent leurs dirigeants, transformant, en échange de leur soutien électoral, leurs organisations en clients du parti dirigeant

Pour le moment, les associations de base exercent très peu d'influence sur les institutions politiques et économiques

Toutefois, avec le temps, elles pourraient générer le type de leadership nécessaire pour réformer le système politique, et le rendre plus sensible et responsable envers les besoins locaux Une question importante est posée par l'émergence d'unions et de fédérations supra-locales qui prétendent représenter les groupements de base dans quelle mesure ces associations articulent et défendent-elles réellement les besoins et les intérêts de leurs membres

En conclusion, l'expansion et la densité croissante de la vie associative sont en voie de construire une fondation plus solide pour la démocratisation de la société sénégalaise Les associations ont également apporté d'importantes contributions au développement économique sénégalais, même si leurs activités sont restées limitées Elles ont mobilisé des ressources rares, et fourni à bas prix des biens et des services publics de base à leurs communautés Beaucoup d'entre-elles ont également procuré un réseau de sécurité sociale, elles ont produit des ressources qui ont empêché le genre de détérioration auquel on aurait pu s'attendre, vu les faibles performances au niveau macro-économique, dans le niveau de vie S'ils veulent travailler de plus près, et plus efficacement, avec les associations locales, les donateurs et les ONG extérieures auront besoin d'une meilleure compréhension du fonctionnement de ces associations, basé sur des modes traditionnels d'organisation sociale et de réseaux de solidarité

Finalement, on ne devrait pas oublier ce qu'on appelle, les populations silencieuses des villes, qui ne sont pas

a intégrées au sein de l'état ou des réseaux de patronage des partis

b clients du mouvement des ONG professionnelles

c organisées en associations formelles

Les <u>sans-voix</u> incluent les "sans domicile", les enfants laissés à eux-mêmes, les adolescents sans emplois et aliénés, les mendiants, vagabonds, drogués, colporteurs de rue, les paysans sans terre, et autres groupes marginalisés de la société Ils sont généralement les pauvres parmi les pauvres, avec peu d'espoir pour le futur, à moins qu'ils n'arrivent à développer leurs propre réseaux et associations pour s'occupper de leurs besoins ENDA est l'une des rares ONG à travailler avec les marginaux, tentant de mobiliser leurs énergies, les associations islamiques essayent également de les aider

3 Associations urbaines centrées autour de préoccupations économiques, professionnelles, culturelles et civiques

La définition étroite de la société civile fait généralemment référence au genre d'associations économiques,

professionnelles, culturelles et civiques modernes, telles qu'on les trouve dans les grandes régions urbaines Ainsi, il serait difficile de trouver des syndicats militants, des associations d'avocats, des groupements féministes, des Clubs Rotary, ou des fédérations de karaté, dans les villages ruraux du Sénégal Les structures sociales rurales sont nettement moins différenciées que celles d'une métropole moderne comme Dakar Au Sénégal, la plupart des organisations et associations importantes communément identifiées avec la société civile, sont concentrées dans le Grand Dakar, qui contient plus de 20% du total de la population du pays, et un pourcentage encore plus élevé de son infrastructure moderne

a Organisations économiques

Durant la période coloniale, les secteurs formels modernes de l'économie étaient quasi-exclusivement contrôlés par les Français Les hommes d'affaires français contrôlaient la Chambre de Commerce, qui représentait leurs intérêts Jusqu'en 1937, les syndicats sénégalais étaient dominés par des Européens, les Africains n'étant pas autorisés à organiser leurs propres syndicats Les réformes politiques d'après la Deuxième Guerre Mondiale ont permis l'épanouissement d'un mouvement syndical, qui arracha des concessions à l'état colonial français et au secteur privé - par exemple, la parité des salaires entre fonctionnaires de l'état africains et français, l'établissement d'un salaire minimum, et l'adoption de règles rendant difficile pour les employés de licencier leurs ouvriers

En ce qui concerne les relations de l'état avec les organisations, et associations, représentant le monde des travailleurs et des cadres, l'indépendance du Sénégal fut accompagnée par les changements suivants

1 Les syndicats indépendants radicaux ont été réprimés et remplacés par une fédération syndicale unique, assujettie, incorporée dans le système du parti-état

2 Une nouvelle organisation s'alignant de près sur le régime, les Groupements Economiques du Sénégal (GES), fut établie pour représenter les hommes d'affaires du secteur privé

3 L'état a mis sur pied une structure tripartite, afin de régler les conflits entre ouvriers et patronnat tout en se réservant le rôle d'arbitre

4 Les Chambres de Commerce furent graduellement africanisées et transformées en institutions symboliques, et dociles, subordonnées à l'état

5 De plus en plus, le secteur privé français s'est tourné vers la France pour défendre ses intérêts, et a développé en même temps des relations étroites, mais discrètes, avec le Président du Sénégal

La libéralisation politique et économique, qui a commencé à la mi-70, a créé les occasions pour un pluralisme plus grand et une autonomie plus importante dans les organisations d'ouvriers et d'employés Cependant, le gouvernement est resté réticent à abandonner son hégémonie sur les organisations du secteur privé public Depuis la mi-90, la volonté politique du gouvernement de se concerter plus activement avec les groupements d'ouvriers et d'employés, et de prendre leurs points de vue en considération avant d'arrêter des décisions économiques importantes, s'est considérablement accrue

De leur côté, les associations d'ouvriers et du patronat sont moins dépendantes, et plus enclines à critiquer ouvertement la politique du gouvernement dans le domaine de l'économie et de l'emploi

1 Les syndicats

Durant la dernière décennie, plusieurs courants dans le mouvement syndical peuvent être discernés

(1) Le CNTS, affilié au PS, est toujours le syndicat le plus important du pays - position qu'il conservera probablement pour longtemps

(2) Le CNTS, qui a des représentants auprès des ministères et au Bureau Politique du PS, ne donne plus automatiquement son aval à la politique économique du gouvernement Il lui arrive à présent de s'opposer à, ou de freiner, la mise en application d'une mesure économique officielle jugée nuisible à la classe ouvrière Ainsi, le CNTS s'est opposé à une législation visant à faciliter le renvoi des travailleurs, et a résisté aux efforts d'accélération du rythme des privatisations S'il ne veut pas perdre du terrain au profit d'organisations syndicales rivales, le CNTS est obligé de pratiquer un minimum de militantisme En même temps, il ne saurait devenir trop militant, à cause de son intégration dans les structures du PS

(3) Durant la dernière décennie, les syndicats indépendants non-affiliés au PS ou au PDS, sont devenus plus importants et de plus en plus militants dans leurs positions Le plus actif d'entre eux a été l'UNSAS (Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal), dirigée par Mademba Sock Son militantisme a été alimenté par la perte d'emplois dans les secteurs privé et public, ainsi que par les privations imposées par la politique d'ajustements structurels, la dévaluation, et la perspective d'une perte supplémentaire d'emplois avec la poursuite de la privatisation

(4) Le mouvement syndical a adopté une position idéologique plus modérée, et a largement renoncé au vocabulaire et aux modes d'analyse marxistes Même l'UNSAS, sans doute le plus militant parmi les grands syndicats, accepte une certaine forme de capitalisme libéral, de même qu'une grande part du programme d'ajustement structurel du pays

(5) Les activités des syndicats sont devenues relativement moins politisées que par le passé, et plus centrées sur des questions de survie et de sécurité économique

(6) A l'heure actuelle, la privatisation semble être la principale question à l'ordre du jour des syndicats du secteur public La privatisation proposée des chemins de fer de l'état, la SONATEL et la SENELEC, s'est heurtée à la résistance des syndicats L'UNSAS exige que les travailleurs soient informés des négociations en cours entre le gouvernement et les Français et de recevoir des parts de la SONATEL dans l'accord de privatisation, elle a arraché la promesse du gouvernement que l'état conserverait une majorité de contrôle de 51% dans la SENELEC Les syndicats préfèrent avoir affaire à l'état qu'au domaine privé, car face à l'état, ils disposent de plus de moyens politiques de pressions pour préserver l'emploi

(7) Les syndicats du secteur privé restent plus faibles que ceux du secteur public

2 Associations patronales et d'affaires

Les associations sénégalaises du patronat et des affaires peuvent être divisées en 3 catégories principales

a des organisations, telles que le Conseil National du Patronat du Sénégal (CNP), l'UNISYNDI et la SCIMPEX, qui représentent l'ancien establishment des affaires du secteur formel de grande taille, français et sénégalais, étroitement lié avec le régime

b des organisations, comme le Conseil National des Employeurs Sénégalais (CNES), qui représentent des secteurs formels plus récents, s'opposant au traitement de faveur accordé aux entreprises de l'état et à certaines sociétés plus anciennes du secteur privé

c des organisations comme l'Union Nationale des Commerçants et Importateurs du Sénégal (UNACOIS) et l'Organisations des Commerçants, Agriculteurs, Artisans et Industriels du Sénégal (OCAAIS), qui représentent les intérêts du secteur commercial et informel

Dans les années 90, la croissance d'entreprises autonomes, moins dépendantes de l'état en ce qui concerne le crédit, les contrats ou les faveurs accordées, a conduit à certains des changements suivants

(1) Les organisations patronales, tout comme les syndicats, n'accordent plus automatiquement leur aval, ou ne restent plus sans réagir, quand elles sont touchées par la politique de l'état, ou non consultées par lui

(2) Le Conseil Economique et Social inclut à présent un éventail plus large d'intérêts du secteur privé, et a pris clairement position contre les monopoles

(3) Des organisations relativement nouvelles, comme l'UNACOIS et le CNES, sont devenues hautement critiques envers les monopoles d'état et le régime préférentiel accordé à certaines entreprises, ou personnes, profitant de leurs leurs liens politiques et sociaux avec le régime Ces organisations ont oeuvré pour la suppression des monopoles et une libéralisation plus poussée de l'économie

(4) De leur côté, les associations du secteur privé formel se plaignent qu'elles ont à supporter le fardeau des impôts et de la concurrence inégale du secteur informel, elles en appellent au gouvernement pour qu'il renforce les règlements obligeant les firmes du secteur informel de payer les impôts et la patente

(5) Le gouvernement semble toujours accorder ses faveurs, et un traitement préférentiel, à de grosses entreprises dans le secteur formel privé plus anciennes et de grandes dimensions, telles que la CSS et la SOCOCIM

(6) De nouveaux dirigeants du secteur privé prennent des rôles de leadership plus importants dans des institutions, telles que la Chambre de Commerce de Dakar, qui étaient auparavant entre les mains d'hommes d'affaires proches du régime

(7) Les organisations représentant le secteur informel, sont plus enclines à confronter ouvertement l'état, et à mener, comme pression sur le gouvernement pour qu'il change de politique, des actions bloquant certains secteurs de l'économie, Ainsi, l'UNACOIS s'est opposé à la levée d'une taxe sur la valeur ajoutée et à une augmentation du prix du riz importé, introduite pour protéger les producteurs locaux A différentes reprises, l'UNACOIS a déclenché des grèves, réussissant à arrêter le mouvement des affaires

(8) En dépit de ses positions militantes, l'UNACOIS a préservé sa neutralité politique.

(9) Certains groupement d'hommes d'affaires sénégalais proches du régime cherchent à développer des alliances et des accords de partenariat avec des investisseurs français

b Associations d'enseignants et d'étudiants

Historiquement, les enseignants et les étudiants ont été parmi les groupes les plus politisés de la société sénégalaise Durant les années 60 et 70, les enseignants et étudiants ont représenté le fer de lance de l'opposition radicale au régime de Senghor Depuis les années 80, leurs mouvements sont devenus moins radicaux L'échec de la réforme du système éducatif a, une fois de plus, fait éclater une résurgence d'activités

organisationnelles parmi les enseignants et étudiants Leurs associations appellent les observations suivantes

(1) Les divers syndicats d'enseignants jouent toujours un rôle important dans la société et la vie politique Ainsi, les syndicats d'enseignants continuent d'exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il adopte des réformes éducatives, consacre une plus grande part du budget à l'amélioration de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et augmente le nombre de professeurs Nombre de personnalités politiques influentes de l'opposition, comme Iba Der Thiam, Madior Diouf, Abdoulaye Bathily, Abdoulaye Faye et Mamadou Ndoye étaient, à un moment ou à un autre, actifs au sein du mouvement syndical enseignant

(2) La fragmentation et la surpolitisation des syndicats d'enseignants multiplient leurs difficultés à devenir une force majeure de réforme Les professeurs du primaire, du secondaire et d'universités ne partagent pas les mêmes intérêts et préoccupations Les syndicats d'enseignants n'ont pas formé de coalition pour une réforme du système de l'enseignement Les syndicats d'enseignants du primaire tendent à être plus proches du PS et du gouvernement que ceux du secondaire et des universités L'intensification de la compétition entre partis politiques a exacerbé les rivalités et les divisions au sein du mouvement syndical

(3) Le radicalisme et l'opposition des étudiants a fortement baissé depuis 1968 Le radicalisme idéologique a décru principalement suite à la débacle des mouvements étudiants radicaux basés sur les idéologies marxistes, et suite au retour de nombreux étudiants sénégalais aux valeurs islamiques et à leur affiliation à des organisations d'étudiants liés aux Confréries

(4) Le mouvement étudiant est actuellement fragmenté et divisé Les partis politiques et les divers courants islamiques mènent une lutte d'influence auprès des étudiants, et ont organisés leurs propres mouvements étudiants Il existe maintenant des associations d'étudiants Mourides et Tijanis, ainsi que des associations liées aux principaux partis politiques Depuis 1993, le mouvement étudiant PS compte le plus de membres

(5) En conséquence de la décentralisation et de l'expansion de l'enseignement secondaire et supérieur au cours des années 90, les organisations, et l'agitation étudiantes, ne sont plus concentrées en premier lieu dans la capitale mais se sont dispersées dans tout le pays

(6) Par rapport aux étudiants universitaires, les élèves du secondaire semblent être moins disciplinés, plus aliénés et plus enclins à utiliser la violence pour atteindre leurs buts

c Associations professionnelles, intellectuelles et civiques

Le Sénégal compte un nombre croissant d'associations et d'organisations actives dans l'avancement des droits civils, des droits de l'homme, des droits des femmes, ainsi que la démocratisation de la société sénégalaise Ceci représente un changement marqué par rapport aux premières années de l'indépendance, quand le degré de démocratisation était généralement déterminé par le pouvoir, et que le débat public était principalement confiné au Club Nation et Développement, organisé avec la bénédiction du Président Senghor, par l'élite politique sénégalaise Dans les années 90, Dakar a été le théâtre de dizaines de conférences nationales et internationales, centrées sur les droits de l'homme, la bonne gouvernance, la promotion de la femme, la réforme électorale, l'état de droit, les droits des consommateurs, le rôle des médias, et autres sujets liés aux processus de démocratisation Beaucoup de ces rencontres ont été directement patronnés par le gouvernement, ou par des associations dont les leaders sont proches du gouvernement D'autres ont été organisées par des associations ou des groupes plus neutres, faisant partie de la communauté intellectuelle et professionnelle sans cesse croissante du Sénégal contemporain

Un échantillon des groupes de la société civile impliqués dans les thèmes cités-ci dessus incluerait

(1) les groupes des droits de l'homme, tels que la branche sénégalaise de Amnesty International, qui a rendu compte des violations des droits de l'homme des deux côtés dans la Casamance, le Forum Civil qui a oeuvré en faveur de la réforme éléctorale, et autres organisations sénégalaises des droits de l'homme, comme l'ONDH et l'Institut des Droits de l'Homme et de la Paix

(2) les groupes, émanant des professions légales, qui promeuvent l'état de droit et s'efforcent de maintenir des standards élevés dans la profession judiciaire, parmi ces groupes, citons la "Bar Association" sénégalaise, l'Association des Magistrats et la branche sénégalaise de "African Jurist Association"

(3) les fondations et instituts de recherche indépendants, comme Paix et Développement, CODESRIA, l'Institut Gorée, la Société d'Education et de Formation pour le Développement, ainsi que l'Institut Africain pour la Démocratie qui s'occuppe de questions de démocratie, de gouvernance et de développement

(4) les organisations féministes luttant pour la promotion des droits, et des rôles de leadership, de la femme dans la société sénégalaise, tels que le Conseil Sénégalais des Femmes (COSEF), qui s'est employé à augmenter le nombre de femmes candidates aux dernières élections

(5) les organisations de consommateurs , comme le Conseil National des Associations de Consommateurs (CONAC) récemment créé, qui rassemble 6 groupes associations impliquées dans la

défense des droits de consommateurs, et des organisations, comme Ecoprotect, qui luttent pour la protection de l'environnement

(6) diverses associations liées aux médias, comme le Syndicat des Professionels de l'Information et de la Communication du Sénégal (SYNPICS), le syndicat des professionnels des médias, qui ont activement défendu la liberté de la presse, et un meilleur accès des différents partis politiques aux médias En publiant des journaux indépendants et en diffusant des émissions à la radio, des dirigeants des médias comme Babacar Touré procurent au public plus d'informations sur la politique et les affaires publiques

Tous ces groupes ont été particulièrement remarqués dans la promotion de réformes et la démocratisation plus avant de la société sénégalaise Cependant, certains d'entre eux souffrent des problèmes suivants

(1) l'esprit de faction Par exemple, les groupes de consommateurs semblent être divisés à cause de rivalités personnelles au sein du mouvement

(2) l'isolation des masses Beaucoup sont des organisations élitistes, sans beaucoup de contacts avec les problèmes quotidiens des Sénégalais moyens

(3) une dépendance financière excessive par rapport à des sources extérieures

(4) une utilisation de leur organisation par les leaders pour faire progresser des intérêts personnels

(5) un manque d'autonomie vis-à-vis de l'état et des partis politiques

d Organisations civiques et charitables laiques

Diverses organisations civiques et charitables ont surgi récemment à Dakar et dans d'autres grandes villes Certaines, comme la Convention des Saint Louisiens et la Convention des Thièsois, cherchent à promouvoir leur ville et leur région D'autres, comme le Rotary Club et les Soroptimistes, sont des branches sénégalaises d'organisations internationales, procurant un terrain de rencontre sociale pour l'élite sénégalaise et patronant divers évènements culturels ou charitables Un phénomène relativement récent a été la création de fondations privées pour soutenir des activités charitables et culturelles, et financer divers services sociaux L'une des plus connues d'entre elles est la Fondation Partage-Solidarité, organisée par la femme du Président, Elizabeth Diouf

e Associations sportives et culturelles

La relation entre le sport et la politique au Sénégal mérite une étude approfondie

Les associations sportives ont contribué à la formation d'un sentiment de fierté civique, souvent, elles ont également permis d'éviter aux jeunes des villes et des villages de tourner mal, leur enseignant la valeur de l'effort, la discipline et l'esprit d'équipe Dans son étude désormais classique, le spécialiste américain en sciences politiques Robert Putman, examinant la relation entre l'existence d'associations volontaires et la culture démocratique en Italie, a remarqué que l'Italie du Nord, qui a émergé comme la région la plus démocratique et dynamique du pays, possédait non seulement un réseau plus dense d'associations volontaires mais qu'en plus, un pourcentage étonnant, soit 73% de ces associations, étaient dédiées au sport

En contraste avec le Sénégal rural, où les équipes de sport sont généralement limitées au football, et où les ASC représentent les principales, sinon uniques, organisations impliquées dans le sport, la ville de Dakar compte une grande variété d'équipes, de ligues et d'associations branchées sur l'organisation et la promotion du sport Aujourd'hui, Dakar possède des clubs de tennis et de natation, des ligues de basket-ball et de football, des fédérations et des équipes d'arts martiaux, des matches de boxe et des courses hippiques Les meilleurs sportifs et équipes participent souvent aux compétitions panafricaines et internationales

Plusieurs aspects caractérisent les associations sportives à Dakar et dans d'autres grandes régions urbaines

(1) <u>L'état continue à jouer un rôle de tutelle important dans la supervision de ces associations</u> Les différentes lois concernant les associations sportives promulguées depuis l'indépendance, insistent toutes sur le fait que les activités sportives tombent sous la coupe de l'état La Charte Sportive de 1984 a réitéré ce principe

(2) <u>Le nombre et la diversité des équipes, clubs et fédérations sportives, s'est considérablement accru depuis l'indépendance</u> Ainsi, le Tai Kwondo par exemple, le sport martial, est apparu pour la première fois au Sénégal en 1984 La première fédération de Tai Kwondo fut créée en 1990 En 1996, on comptait plus de 3 000 étudiants suivant régulièrement les cours de Tai Kwondo, la plupart à Dakar

(3) <u>La participation des femmes à des sports organisés est bien plus importante à Dakar, en particulier le basket-ball, l'athletisme, la natation et les arts martiaux</u> La participation féminine au sport va à l'encontre des stéréotypes sexistes et procure un canal supplémentaire de promotion sociale

(4) <u>Les sports organisés sont en voie de devenir plus internationaux et, l'argent pour envoyer les équipes sénégalaises</u>

à l'étranger devant être trouvé, leur pratique plus coûteuse Ceci a conduit à une lourde dépendance financière des fédérations sportives par rapport à l'état, et à de fortes pressions sur les ressources de l'état pour leur financement

(5) Les succès du Sénégal dans les compétitions internationales contribuent à la popularité de l'état et à la formation d'un sentiment de fierté nationale
L'état prend un intérêt particulièrement grand à veiller à ce que le pays ait une bonne équipe de football, capable de concourir avec succès pour la Coupe Africaine et la Coupe du Monde

(6) Etant donné la popularité des figures et des associations sportives au Sénégal, les politiciens tentent de plus en plus d'améliorer leur popularité, et leur scores électoraux, en procurant un soutien financier aux activités sportives de leur communauté, et en recrutant des héros du sport pour les appuyer à l'époque des élections Ainsi, Mamadou Diop, par exemple, a dépensé de nombreux efforts au développement et à l'amélioration des équipements sportifs de la ville, dans le cadre de sa campagne pour rallier Dakar au PS

Les associations culturelles se sont également accrues en dimension et en nombre depuis l'indépendance L'industrie musicale, en particulier, a connu un essort remarquable Des chanteurs tels que Youssou Ndour et Baaba Maal ont acquis une reconnaissance internationale En 1990, les musiciens sénégalais se rassemblaient dans l'Association Nationale des Métiers de la Musique (ANAMM), afin de protéger et promouvoir leurs intérêts En décembre 1996, le sénégalais Mortala Diop, homme d'affaires dynamique ayant bâti sa fortune aux Etats-Unis en vendant de l'Art africain, a créé une fondation en vue de promouvoir les artistes africains, les musées, et les échanges culturels Des ONG, comme ENDA, ont également encouragé le développement de la culture populaire dans la capitale

Dans l'intensification de leurs efforts pour gagner le soutien des jeunes, les partis politiques font de plus en plus appel aux vedettes du sport et de la culture Le sport et la culture sont les seuls domaines où les jeunes dominent Un sondage effectué à Dakar en 1996 a montré que le chanteur Youssou Ndour était de loin le Sénégalais le plus admiré, arrivant loin en tête devant Abdoulaye Wade et le Président Diouf Les artistes sénégalais sont devenus plus actifs dans les campagnes contre la drogue et en faveur de la fierté civique La chanson de Youssou Ndour, par exemple, prônant la propreté fût l'un des moteurs de la campagne Set-Setal de nettoyage des quartiers de 1990 à Dakar

VII L'état et les médias

L'émergence d'une presse quotidienne indépendante et de stations de radio privées ont été un des développements les plus positifs de ces dernières années dans le renforcement de la

démocratie sénégalaise et la provision de nouvelles sources alternatives d'information

Sous le régime du parti-état, le gouvernement et le parti au pouvoir contrôlaient entièrement les médias En 1970, le gouvernement a pris en main le Dakar-Matin, le seul quotidien du pays, qui devint Le Soleil La libéralisation entamée par Senghor à la mi-70 s'est accompagnée de l'apparition sporadique de journaux indépendants, reflétant les opinions de l'opposition et de ses leaders La presse écrite indépendante s'est rapidement développée dans les années 80, mais était souvent sujets de harcèlements et d'actions en diffamation de la part du gouvernement

Plusieurs changements importants, reflêtant la libéralisation de l'attitude du gouvernement envers les médias, ont eu lieu dans les années 90

1 l'établissement en 1992 du Haut-Conseil de la Radio-Télévision (HCTR) La loi créant le HCTR définit des lignes conductrices assurant l'accès régulier de tous les partis sénégalais aux médias contrôlés par l'état, comme la radio et la télévision

2 l'autorisation en 1993 de radios privées

3 l'émergence de trois quotidiens indépendants, mettant fin au monopole de l'état sur la presse quotidienne

Les médias indépendants en rapide évolution offrent à présent aux leaders de l'opposition et aux personnalités de la société civile, de nouveaux débouchés à la diffusion de leurs messages Les médias indépendants sont également en train de forcer les médias contrôlés par l'état, inquiets de leur audience, à élargir leur couverture des évènements politiques et les discussions sur des questions publiques

Un des développements les plus significatifs a été l'éclosion de stations de radio indépendantes, telles que Sud-FM qui donne des nouvelles et des informations en langues locales, et a assuré en 1996, une couverture étendue de la campagne et des élections locales Sud-FM a également donné à ses auditeurs une description d'ensemble des évènements de la journée des élections à travers le pays, et rendu compte des faiblesses dans l'organisation des élections, ce qui a provoqué l'appel pour une réforme électorale

Depuis 1993, Sud-FM a ouvert des stations locales de radio en dehors de Dakar, pouvant atteindre plus des deux tiers de la population Des émissions de radio décentralisées en langues locales peuvent jouer un rôle crucial dans la discussion de questions publiques importantes, la diffusion d'informations fiables, et la mise à disponibilité d'un espace de parole pour les citoyens et leurs problèmes

En enquêtant sur la corruption du gouvernement et du secteur privé, ainsi que sur les abus du pouvoir étatique, les médias indépendants jouent également un rôle important de garde-fou de la démocratie Toutefois, la crédibilité des médias dans ce domaine dépendra de l'exactitude et du professionnalisme des enquêtes La propagation de rumeurs et d'informations approximatives attaquant des personnages publics, la politique ou les pratiques de l'état, pourrait miner la crédibilité de la presse auprès du gouvernement et du public, et entraîner des restrictions, et un contrôle supplémentaire, sur les médias

Bien que le gouvernement ait clairement démontré sa volonté politique de promouvoir des médias dynamiques et indépendants, et de mettre fin à son monopole, il maintient cependant son monopole sur la télévision, l'utilisant pour promouvoir le prestige du président et pour appuyer l'agenda politique du régime

L'affaire Mimram, et les poursuites du gouvernement contre les journalistes de Sud-Quotidien, et contre leur article attaquant de front le Président Diouf pour avoir décoré Mimram quelques jours avant son procès, montrent que le régime a ses limites quand au degré de critiques qu'il est capable d'accepter de la part des médias

Les donateurs devraient encourager des programmes d'amélioration du professionnalisme et de l'objectivité des médias sénégalais, et soutenir vigoureusement les efforts faits pour défendre et étendre la liberté de la presse

VIII Pressions menant à des changements dans le contexte de réforme politique et économique

A Pressions démographiques

Le taux de croissance démographique annuelle de 2 7-2 9% exerce une forte pression sur les ressources du Sénégal Les pressions démographiques sur la terre ont réduit la fertilité du sol et stimulé l'exode rural Le taux rapide d'urbanisation exerce aussi une grande pression sur la société il s'agît de fournir des logements plus chers et plus modernes, ainsi que des services et des emplois pour la population urbaine Le taux élevé de croissance de la ville de Dakar signifie qu'une part de plus en plus grande de la population du Sénégal sera concentrée dans la capitale En 2015, le Sénégal devra loger une population à prédominance urbaine d'environ 16 millions de gens

Les pressions démographiques obligent, par conséquent, le Sénégal à poursuivre un taux élevé de croissance économique, afin de maintenir, et augmenter, le niveau de vie, et de développer une réelle politique de l'environnement, protégeant les ressources naturelles menacées

D'autre part, la pression démographique comporte un côté positif Tout en requérant plus d'emplois et de services, une

population plus jeune peut également se montrer plus dynamique et plus souple dans l'adoption de changements Une population plus grande signifie aussi un marché intérieur potentiel plus grand, ainsi que des marchés potentiels régionaux et sous-régionaux plus importants en Afrique de l'Ouest De la réussite à assurer l'éducation et l'apprentissage à un grand nombre de gens, peut également dépendre la création d'une masse critique de personnes qualifiées, capables de prendre les choses en main Aussi, alors que la surpopulation des universités peut représenter l'aspect négatif de la pression démographique, une vaste réserve de diplômés universitaires peut s'avérer un atout réellement positif

B Forces économiques

Les forces économiques exerçant des pressions sur le gouvernement pour accélérer le rythme des réformes et restructurer l'économie incluent

(1) la mondialisation de l'économie internationale, qui fournit de nouvelles occasions pour le Sénégal de diversifier son commerce avec l'extérieur et l'éventail des investisseurs étrangers, et pose de nouveaux défis dans la compétition acharnée pour les marchés internationaux

(2) la mise en application de programmes d'ajustement structurel, qui a poussé le gouvernement à libéraliser l'économie, a réduit son rôle, et accéléré la fin des régimes préférentiels accordés par lui aux entreprises non-compétitives du secteur privé

(3) la dévaluation du CFA, qui a ouvert des possibilités de compétititivité accrue pour l'industrie sénégalaise, tout en forçant de nombreux sénégalais à "serrer la ceinture"

(4) le déclin de l'assistance étrangère, suscitant une plus grande motivation de la part du gouvernement pour utiliser l'aide avec efficacité, et pour chercher les capitaux auprès du secteur privé

(5) un secteur privé plus compétitif et autonome, exerçant plus de pressions sur le gouvernement en faveur de la libéralisation de l'économie

(6) l'invasion de la technologie moderne des ordinateurs et des télécommunications, révolutionnant les anciennes manières d'effectuer des recherches, de gérer la bureaucratie de l'état et de conduire les affaires, tout en mettant le Sénégal en contact étroit avec le reste du monde

C Pression et assistance des donateurs

En liant leur assistance financière à l'accomplissement de certaines conditions, les donateurs ont poussé et aidé le gouvernement à effectuer des réformes dans les domaines suivants

1 la réduction de la bureaucratie d'état et du pourcentage des budgets départementaux alloués aux salaires

2 la réduction du déficit des budgets de l'état

3 la réduction de la dette étrangère du Sénégal

4 la dérèglementation de secteurs clés de l'économie

5 la libéralisation du commerce extérieur

6 la liquidation des agences de l'état en faillite

7 la privatisation des entreprises de l'état

8 la décentralisation des services publics de santé

9 l'amélioration du système électoral

10 la revalorisation des collectivités locales

D Les jeunes et les femmes comme agents du changement

1 La jeunesse sénégalaise

Le Sénégal est une société jeune Le recensement de la population de 1988 indique que 58% de la population était âgé de moins de 20 ans La nécessité de répondre et de satisfaire à l'explosion des besoins de la jeunesse, constitue l'un des principaux facteurs de pression en faveur du changement et des réformes dans la société sénégalaise L'avis est quasi-unanime que c'est dans la jeunesse que réside l'avenir du Sénégal, et dans la capacité du système à assurer les services publics, - éducation, santé, loisir, etc - nécessaires à l'éduquer, à lui procurer du travail, et une "place au soleil"

Les jeunes sénégalais ne forment pas un bloc monolithique au traits uniformes, c'est pourquoi il est essentiel de distinguer parmi les différents groupes la composant Les critères suivants peuvent servir à classifier l'ensemble

1 <u>âge et classes d'âges</u> Les sénégalais classent habituellement toute personne en dessous de 35 ans dans la catégorie des jeunes Ainsi, les partis politiques adoptent l'âge de 35 ans comme limite à la participation aux groupements de jeunes Différents groupes d'âges ont différentes sortes de problèmes Les enfants jusqu'à l'âge de 5 ans présentent un taux élevé de mortalité Les enfants entre 6 et 14 ans participent rarement à des associations formalisées Les jeunes entre 15 et 25 ans font leurs premiers pas dans le marché du travail, ou

entrent dans des institutions d'enseignement secondaire et post-secondaire Les jeunes de 25 à 35 ans sont préoccupés par des questions d'emploi, de carrière, de mariage et de fondation d'une famille

2 sexe Chez les Sénégalais, la notion de jeunesse fait généralement référence au hommes Dans les zones rurales, les villages ont des groupements de jeunesse pour les jeunes gens, tandis que les jeunes filles et jeunes femmes tendent à être regroupées avec les groupes féminins dirigés par des femmes adultes La plupart des groupes et associations de jeunes - jeunesses de partis politiques, organisations estudiantines, ASC, etc - ont tendance à être dominés par des hommes

3 classes sociales Les inégalités dans l'accès à la scolarité, à l'emploi, et dans le degré de participation aux groupes de jeunes, sont étroitement liées au statut économique et social Par exemple, les riches peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants dans des écoles privées et les classes moyennes, dans des écoles publiques, souvent, les pauvres n'envoyent pas leurs enfants à l'école, ou alors, pas après l'école primaire Les enfants des familles pauvres entrent généralement dans le marché du travail à un âge plus jeune Les enfants des familles aisées fréquentent l'université et acquièrent une profession, tandis que ceux issus des milieux pauvres constituent une main-d'oeuvre intégrée à la famille, ou travaillent comme apprenti Les groupes des jeunesses de partis politiques tendent à être dominés par des jeunes relativement instruits de la classe moyenne Le Conseil National de la Jeunesse (CNJ) est compris en premier lieu de représentants d'associations de jeunes de la classe moyenne L'ASC est l'une des rares associations de jeunes dont les membres proviennent de toutes les classes de la société

4 clivages urbains-ruraux Les problèmes et préoccupations des jeunes paysans et bergers sont bien différents de ceux des jeunes citadins Les premiers cherchent un accès à la terre et à l'agriculture, tandis que les seconds sont préoccupés par l'emploi et les études Les enfants des villes ont bien plus de chances de fréquenter l'école que ceux des campagnes La probabilité d'être impliqué dans la délinquance, la drogue et des comportements de promiscuité, est également plus élevée pour la jeunesse urbaine

5 influences culturelles et modes de vie L'éventail d'influences culturelles et de styles de vie est plus grand à Dakar, et s'exprime dans des différences vestimentaires, de goût musical, d'affiliations religieuses et de choix de modèles de comportement ou de héros Ainsi, des lutteurs traditionnels sénégalais ont copié les noms de boxeurs américains, les jeunes écoutent Michael Jackson, Bob Marley, Aretha Franklin, Youssou Ndour, Baaba Maal, les griots traditionnels, et les chanteurs religieux musulmans Certains portent des boubous et des sandales, d'autres des T-shirts, des jeans et des baskets

La jeunesse, influencée par l'Occident et par l'Islam, pousse au changement Les barrières de castes se désagrègent, les jeunes filles fréquentent l'école en grand nombre, les jeunes sont exposés aux courants culturels et aux sujets internationaux, ils sont conscients de nouvelles maladies telles que le SIDA, et tentés par les drogues, le monde au sein duquel ils grandissent est nettement différent de celui qu'ont connu les leaders du pays Personne en-dessous de 35 ans n'a connu un seul instant de domination coloniale La jeunesse urbaine, en particulier, est moins encline à écouter les aînés Ce n'est pas par hasard qu'un slogan comme celui de Abdoulaye Wade, "sopi" (changement), ait éveillé un tel échos auprès de jeunes de Dakar, en particulier auprès de ceux au futur incertain

a Jeunesse et politique

La jeune génération est en train de devenir une force potentiellement puissante dans la politique électorale sénégalaise L'abaissement du droit de vote à 18 ans, et le nombre croissant de jeunes entre 18 et 25 ans, font de ce groupe d'âge un enjeu important dans les élections locales et nationales L'intérêt politicien pousse les partis à augmenter leurs efforts de séduction envers les jeunes Les politiciens ont tenté de gagner leur soutien de différentes manières

(1) en augmentant le statut et l'autonomie des mouvements de jeunesse affiliés aux partis

(2) en incluant plus de jeunes candidats aux postes publics sur les listes des partis

(3) en mettant l'accent dans leurs campagnes politiques sur des questions chères aux jeunes, comme l'emploi, l'accès à l'éducation, etc

(4) en établissant des mouvements affiliés aux partis au niveaux universitaire et secondaire

(5) en cherchant la popularité auprès de groupes de jeunes largement représentatifs, comme l'ASC, leur procurant des prix et des aides financières

L'un des développements les plus intéressants a été l'indépendance croissante des branches et organisations de jeunes affiliées aux partis politiques, et leur refus de suivre automatiquement, dans leurs prises de position publiques, les directives des aînés Ainsi, les groupes de jeunes du PDS et du LD-MPT ont demandé aux leaders de leur parti de quitter le gouvernement, tandis que les organisations étudiantes affiliées au PS ont critiqué des leaders du parti, comme OTD, pour ne pas prêter l'oreille à leurs problèmes Les leaders des jeunes du parti ont également demandé que le collectif des 19 adopte une position plus militante dans la promotion d'une CENI

Le fait que les leaders continuent à placer, quelquefois contre l'avis même des intéressés, leurs protégés aux postes de chefs de l'aile jeune de leur parti, augmente les tensions intérieures entre les générations au sein de ce parti

En contraste avec la politisation intense des organisations d'étudiants et groupes de jeunes affiliés aux partis, les jeunes, en général, semblent être de plus en plus indifférents au système politique Au Sénégal, comme ailleurs, les jeunes ont moins tendance à voter, ou à s'inscrire comme électeur, que le reste de la population

L'une des tendances potentiellement les plus dangereuses, et qui pourrait éventuellement miner la stabilité politique du pays, a été la propension croissante des jeunes à faire usage de la violence pour se décharger de leurs frustrations Beaucoup de jeunes sont désillusionnés par la politique et ne voient pas grand chose de positif à s'impliquer dans le jeu démocratique Leur non-engagement pourrait éventuellement jeter les bases pour le pire des scénarios un régime dictatorial mandaté pour rétablir l'ordre suite à l'éruption incontrôlée de violences urbaines, ou alors, une forme fondamentaliste de régime islamiste, s'engageant à purger le Sénégal des influences d'un Occident corrompu

En 1988, les jeunes sénégalais sont descendus dans la rue pour protester contre les résultats électoraux Les jeunes représentaient également la force principale dans le massacre des Maures de la capitale En février 1994, la police ayant dispersé une manifestation de l'opposition, des jeunes associés aux Moustarchidines ont provoqué une émeute et tué quatre policiers L'attaque des résidences des responsables du PS par des étudiants en grève, la destruction non-réprimée de biens publics, et le tabassage de chauffeurs de car rapide impliqués dans des accidents locaux, sont quelques unes des récentes manifestations de la violence croissante

b Réponse de l'état aux pressions des jeunes

Durant le règne de Senghor, la contestation étudiante restait limitée principalement à l'intérieur de l'Université de Dakar L'état répondait à ces tensions par une combinaison de répression et de cooptation La répression consistait à dissoudre les organisations étudiantes hostiles, à emprisonner ou expulser les dirigeants et à fermer l'université La cooptation impliquait la mise sur pied d'organisations étudiantes soutenant le régime, l'allocation de bourses d'études, et la gratification éventuelle d'emplois ou de postes officiels

Pendant les premières années de sa charge, Diouf jouissait d'une popularité considérable Celle-ci s'est dégradée durant la dernière moitié de la decennie A la fin des années 80, Diouf faisait référence à la jeunesse urbaine comme la jeunesse malsaine Les réformes politiques du début des années 90 révisant le code électoral et abaissant l'âge de vote à 18 ans étaient, en

partie, une réponse aux émeutes de 88 En 1993, Diouf faisait des jeunes un des points focaux de sa plate-forme électorale, promettant de créer 20 000 emplois par an

Le régime de Diouf a tenté de s'ouvrir aux jeunes en prenant les mesures suivantes

1 l'établissement en novembre 1994, sous la tutelle du Ministère des Sports, du Conseil National de la Jeunesse (CNJ), comme un organisme de coordination des associations de jeunes à travers le pays

2 la nomination du président du CNJ au Conseil Economique et Social

3 le patronage d'une semaine annuelle nationale de la jeunesse, consacrée à la célébration des réalisations des jeunes et à la promotion des valeurs civiques

4 le développement, via l'AGETIP, de programmes destinés à fournir de l'emploi aux jeunes

5 l'expansion des équipements sportifs, à Dakar et dans d'autres régions urbaines

6 une prise en considération plus attentive des questions importantes pour les jeunes, tels que le SIDA, le planning familial, le chômage, l'accès au sport et à la culture, etc

c La jeunesse et ses problèmes

La crise sociale et économique actuelle a contribué à certains des problèmes suivants

1 <u>un taux élevé de chômage</u> Chaque année voit quelques 200 000 nouveaux demandeurs d'emploi Deux-tiers des sans-emplois ont entre 15 et 35 ans De jeunes diplômés connaissent de plus en plus de difficultés à trouver un travail en rapport avec leur formation De nombreux sénégalais quittent le pays pour trouver du travail Les jeunes privés de formation rencontrent aussi des difficultés à trouver un emploi, quoique le secteur non-formalisé ait réussi à en absorber des milliers Les taux élevés de chômage ont créés de fortes tensions au sein de la vie de famille, les jeunes sans travail restant à la maison sans apporter leur contribution à un budget familial déjà affaibli par la dévaluation, et par la hausse des prix de nombreux produits de base

2 un taux croissant de criminalité, de toxicomanie, de prostitution, de SIDA, et autres maux sociaux L'effondrement de la vie de famille à Dakar, accentuée par la crise économique, met de plus en plus de jeunes dans des situations dangereuses Les institutions de l'état ne sont pas organisées pour faire face à ces maux, ou pour guarantir la présence d'assistants sociaux Cependant, certains leaders religieux, comme Kara Mbacké, le

"marabout des jeunes", et diverses associations islamiques, se sont attaché à réhabiliter des ex-délinquants et toxicomanes

3 la crise du système éducatif Le déclin des conditions matérielles, la surpopulation des écoles et universités, un programme scolaire inadapté aux besoins sociaux, les maigres perspectives de travail pour les diplômés, et l'absence d'un dialogue réel entre le gouvernement, les enseignants, les étudiants et les parents, ont contribué à la détérioration de la confiance dans le système éducatif L'état semble manquer d'une vision claire sur la façon de procéder pour réformer l'enseignement La récente série de grèves et de négociations entre l'état, les enseignants et les étudiants n'ont pas fait progresser la cause de la réforme éducative

d La jeunesse comme force dynamique du changement

Malgré les problèmes cités ci-dessus, le fait est que les associations de jeunes représentent certaines des forces les plus positives, dynamiques et innovatrices de la société sénégalaise Les organisations de jeunes s'occupant de survie économique, des besoins des jeunes en activités sportives et culturelles, et améliorant la qualité de la vie dans leurs communautés, prolifèrent et gagnent en reconnaissance

Dans la région métropolitaine de Dakar par exemple, les ASC sont plus que de simples associations de sport ou de culture, elles sont devenues des organisations compétentes capables de mobiliser des énergies dans les quartiers - au moyen de campagnes de nettoyage, de ramassage d'ordures, et autres initiatives Les groupes urbains de jeunes deviennent aussi de plus en plus actifs dans le traitement de problèmes, tels que le SIDA, les grossesses non-désirées d'adolescentes, l'abus de drogues et la délinquance juvénile

Dans les régions rurales, les groupes de jeunes s'investissent pour le bien-être de leur communauté et ont organisé des groupements dynamiques de producteurs

La jeunesse sénégalaise est ouverte au changement, et désireuse d'apprendre comment améliorer ses capacités L'inclusion dans le programme des groupements de jeunes de préoccupations de valeurs civiques et de bonne gouvernance, pourraient les amener à exercer plus de pressions sur leurs aînés, pour qu'ils réforment le système politique et se montrent plus sérieux dans le traitement des problèmes sociaux et économiques du Sénégal

2 La femme comme agent du changement

Les observateurs de la société sénégalaise citent souvent les femmes comme étant les éléments les plus dynamiques et travailleurs de la société sénégalaise Comme pour la jeunesse, on ne peut pas traiter des femmes sénégalaises comme d'un groupe monolithique aux traits et objectifs communs Les perspectives et

les problèmes des femmes varient selon l'âge, les classes, le clivage urbain-rural, les influences culturelles, l'appartenance ethnique, et l'affiliation religieuse

L'appartenance sexuelle représente un facteur essentiel dans la compréhension de la société sénégalaise Les rôles professionnels, économiques, éducatifs, religieux et politiques y diffèrent radicalement entre les hommes et les femmes

L'une des caractéristiques les plus marquantes de la société sénégalaise est l'absence quasi-totale de femmes, en général, et de jeunes femmes, en particulier, dans les rôles de leaders en dehors de ceux spécifiques des groupements de femmes Les jeunes femmes sont marginalisées dans les groupes de jeunes des partis politiques, dans les organisations de jeunes non-politiques, et dans les associations de paysans Les associations de femmes elles-mêmes tendent à être constituées essentiellement de femmes adultes mariées

Depuis l'indépendance, les femmes sénégalaises ont marqué des points significatifs Afin de comprendre le climat relatif à l'amélioration du statut des femmes au Sénégal, il est utile de faire la distinction entre la volonté politique d'améliorer leur statut politique et social selon des principes égalitaires de type occidental, et la volonté politique d'améliorer leur condition et qualité de vie Bien qu'il existe toujours une résistance considérable à la première de ces volontés, il existe un puissant consensus de la part de pratiquement tous les secteurs de la société, en faveur de la seconde Les Confréries s'opposent à toute législation qu'ils estiment contraire à la loi islamique, visant à l'amélioration du statut des femmes , toutefois, les Confréries font des efforts importants pour garantir l'éducation aux jeunes filles et, dans certains cas, des programmes d'alphabétisation pour les femmes adultes Dans les campagnes, les hommes soutiennent les femmes pour la mise sur pied d'associations autonomes et de mesures destinées à alléger le fardeau de leurs tâches domestiques

a Le rôle de l'état dans l'amélioration du statut et la condition des femmes

Depuis l'indépendance, le gouvernement a pris les mesures suivantes pour améliorer le statut et la condition des femmes

1 l'établissement au début des années 60, du mouvement d'Animation Rurale, comportant une forte composante féminine

2 l'adoption du code de famille de 1973

3 la création d'un ministère dévoué aux problèmes des femmes, le Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

4 l'incorporation de projets pour les femmes dans les Plans de Developpement Nationaux

5 l'établissement, en 1980, de la Quinzaine Nationale de la Femme Sénégalaise, discutant de thèmes concernant le rôle des femmes

6 l'élaboration, à partir de 1982, de Plans Nationaux d'Action pour les Femmes

7 la signature de conventions internationales relatives à l'amélioration des droits et de la condition de la femme

8 le patronage de colloques internationaux tenus à Dakar, sur les droits des femmes et autres questions les concernant

9 une représentativité accrue au Conseil Economique et Social

Alors que le gouvernement a vigoureusement soutenu en paroles l'amélioration du statut des femmes, il s'est montré moins effectif dans ses actes Ainsi, il a régulièrement évité d'appliquer les dispositions prévues au code de la famille concernant le divorce et la succession, à cause de l'opposition des autorités religieuses islamiques Au sein de la bureaucratie même de l'état, les femmes ne représentent que 15% du personnel, avec la plus forte concentration dans les secteurs de la santé et de l'enseignement Le corps des administrateurs civils contrôlant les échelons supérieurs de la bureaucratie restent presqu'exclusivement la chasse gardée des hommes

b Les femmes et la politique

Le nombre et le pourcentage de femmes sénégalaises occupant un poste élu, ou un poste important dans l'appareil des partis, ont largement augmenté durant les dix dernières années Historiquement, les femmes ont servi d'auxiliaires dans les partis dominés par les hommes Elles ont été, et sont toujours, très actives dans l'organisation de rassemblements électoraux ainsi que dans leur participation au vote Aujourd'hui, elles ne se satisfont plus d'apporter leur soutien aux hommes, elles veulent occuper des fonctions officielles et des positions de leader dans leur parti Les femmes détiennent maintenant trois ministères et 14 sièges à l'Assemblée Nationale De même, elles commencent à affirmer leur leadership dans les collectivités locales Louga et Lingère ont à présent des maires-femmes, et quatre des communes d'arrondissement urbaines sont dirigées par des femmes Un pourcentage plus élevé de femmes apparaît sur les listes des partis Ceci vaut également pour les régions rurales conservatrices

Malgré leurs acquis, les femmes jouent toujours des rôles secondaires dans les positions de leader Aucune femme ne dirige un parti politique, les femmes détiennent des postes ministériels relativement mineurs dans le gouvernement, aucune femme ne fait partie du collectif des 19, les dix présidents des conseils régionaux sont des hommes

c Les femmes et l'économie

La position marginale des femmes est la plus évidente dans l'économie Elles constituent moins de 10% des travailleurs salariés Les femmes sont largement absentes de certains secteurs de l'économie, tels que les télécommunications, le transport, la construction et les travaux publics, et les textiles Dans les régions urbaines, elles sont concentrées dans le secteur informel Des milliers de femmes, principalement d'origines ethniques Serer et Diola, travaillent comme domestiques sous-payées dans les régions urbaines Les femmes ne possèdent pas, ne contrôlent pas ou ne dirigent, d'entreprises formelles de grande dimension Elles ont peu à dire au sein du mouvement syndical Dans les régions rurales, elles ont rarement accès à la terre ou au crédit

En dépit de leur marginalité, les femmes jouent un rôle économique de plus en plus important au sein de l'économie familiale Les femmes impliquées dans l'économie urbaine informelle et dans les associations rurales de femmes, constituent l'une des forces les plus énergiques et dynamiques de l'économie sénégalaise Jusqu'à ce jour, leur dynamisme ne s'est pas encore traduit en influence politique, ou en acquis importants dans l'accès à la terre ou aux institutions formelles de crédit Ces femmes auront probablement un impact positif plus grand au niveau micro-économique, étant donné leur manque d'éducation, de compétences techniques et administratives, et de capitaux nécessaires à l'entreprises d'opérations de grande envergure Néanmoins, elles sont capables d'apporter des améliorations significatives du niveau et la qualité de la vie de leur famille et de leur communauté locale

Dans les villages par exemple, les femmes sont des plus en plus impliquées dans l'exploitation des ressources forestières et la transformation des céréales à l'aide de moulins à mil et à riz, elles jouent un rôle de premier plan dans les comités de santé et dans les programmes de soins prénatals et postnatals, des groupements de femmes ont également organisé divers petits projets économiques, tels que jardins potagers, élevage de petits animaux, etc , afin de compléter leurs revenus individuels et familiaux

c Les femmes et la société civile

Un accès plus grand à l'enseignement supérieur offre aux femmes plus d'occasions de participer au monde professionnel, d'organiser des associations urbaines modernes, des ONG et des groupements féministes, et d'assurer des rôles de leader dans la promotion de réformes politiques, sociales et économiques Pour la plupart, ces femmes sont les épouses ou les filles des élites mâles sénégalaises

Les femmes universitaires jouent un rôle important dans la promotion des droits de la femme, et ont organisé plusieurs associations dans ce but Des femmes comme Marie Angélique

Savané, précédemment rédactrice de Famille et Développement, et Fatou Sow, sociologue à l'un des instituts de recherche universitaire les plus renommés, l'IFAN, ont été actives dans le mouvement féministe Fatoumata Sow, la directrice de l'APAC (Association des Professionnelles Africaines de la Communication, a pendant de nombreuses années été à la tête du CONGAD Des femmes du monde universitaire, telles que Penda Mbow, ont contribué à l'organisation d'intellectuels et d'associations de la société civile poursuivant un rôle plus actif dans la promotion de la réforme électorale

L'un des défis majeurs posé aux femmes-leader instruites de la société civile sénégalaise, est de combler le fossé social les empêchant de développer des liens et un dialogue plus étroits avec leurs collègues moins instruites, actives dans les associations de base

IX Les forces résistant à la réforme politique et économique

Quelques-unes des forces principales résistant aux réformes politiques, administratives, économiques, et à la poursuite de la libéralisation, ainsi que les indices marquant cette résistance, incluent

1 les groupes au sein du PS attachés aux habitudes anciennes du parti-état, et non-disposées à partager le pouvoir avec les autres partis politiques

2 les chefs des partis politiques opposés aux candidats indépendants

3 les employés et officiels du gouvernement qui doivent leur emploi et leur position au parti au pouvoir, et qui craignent de les perdre si le PS perdait les élections

4 les éléments au sein de la bureaucratie qui cherchent à perpétuer le type de gestion gouvernementale du haut vers le bas, ainsi que le rôle prédominant des administrateurs civils aux échelons les plus élevés de la fonction publique et de l'administration territoriale

5 des secteurs du monde des affaires proches du parti au pouvoir qui ont bénéficié de privilèges monopolistiques et de régimes de faveur

6 les leaders du PS et les haut-fonctionnaires de l'état, responsables de services et d'entreprises de l'état, résistant à l'application des mesures de privatisation, et à une dérèglementation et libéralisation poussée de l'économie

La réticence de l'état à abandonner son pouvoir régulateur et sa main-mise sur les filières de denrées agricoles de base, n'est pas autrement surprenante Les revenus générés par les impôts sur les recettes du commerce arachidier ont permis à l'état d'amplifier rapidement sa bureaucratie et d'avoir accès à des revenus importants, que ce soit pour le patronage ou pour des

gains personnels Bien que ce système ait fonctionné à perte, et inefficacement, pendant des années, il n'a pas été aisé pour l'état de privatiser la SONOCOS, à cause de son importance comme source de patronage pour les fidèles du parti, comme moyen de s'enrichir pour ses administrateurs, et comme occasion d'avantages spéciaux pour les leaders religieux influents

7 les leaders des syndicats s'opposant à la privatisation et à la réduction de l'emploi dans les secteurs publics et para-publics de l'économie

On ne devrait pas exagérer la capacité des forces citées ci-dessus, toutes puissantes qu'elles soient, à arrêter la réforme

1 Le PS n'est pas une structure monolithique, les deux rivaux principaux de Tanor, Djibo Ka et Moustapha Niasse, ont adopté des positions plus libérales envers le CENI

2 Des cadres plus jeunes de la bureaucratie, avec des profils d'éducation et de profession différents de leurs aînés, sont en faveur d'un nouveau style d'administration et de structures de gouvernement plus légères

3 Malgré leurs efforts pour s'accrocher le plus longtemps possible aux privilèges, les intérêts commerciaux même les plus établis et bénéficiant de relations spéciales avec le régime, sont forcés de s'adapter et de devenir plus compétitifs, s'ils veulent faire face aux défis de la mondialisation

4 Les syndicats acceptent avec réticence l'inévitabilité et l'utilité de la privatisation de certains secteurs

5 Des forces au sein de la société civile font également monter la pression sur le gouvernement en faveur de la réforme politique et économique

X Le climat politique et son impact sur le climat de développement économique

Le climat politique dans le milieu des années 90 est devenu de plus en plus compatible avec la promotion d'activités et de développements économiques du secteur privé

Les composants les plus pertinents du climat politique sénégalais ayant un impact important sur le climat de développement économique comprennent

1 le degré de stabilité politique du pays

Depuis les émeutes de 1994 organisées par les Moustarchidines à Dakar, le pays est relativement calme Le niveau de violence politique liée à la rebellion en Basse Casamance a baissé et le gouvernement s'est engagé dans de sérieuses

négotiations avec le MFDC, contrairement à ce qu'il avait fait en 1993, celui-ci n'a pas essayé de perturber les élections locales de 1996 La paix et la dévaluation du CFA ont ramené les touristes et une augmentation appréciable des revenus du tourisme

Les perspectives de stabilité politique continuent à être bonnes Dans ses discours électoraux de 1996, Abdoulaye Wade a insisté sur le fait qu'il ne ferait pas appel à la rue et ne prendrait pas le risque d'un bain de sang, au cas où le PS "voleraît" par une fraude massive, la victoire à son parti Les autres partis d'opposition semblent également s'être engagés à résoudre leurs conflits avec le régime par des manifestations et des négociations non-violentes, et ont baissé le ton agressif de leurs discours Les principaux leaders religieux ont tous prôné la nécessité de maintenir la paix et l'unité nationale Et la jeunesse urbaine semble être moins encline à descendre dans la rue

2 <u>les positions idéologiques du président, du parti au pouvoir et d'autres acteurs politiques clés, tels que les partis d'opposition, les meneurs syndicaux, l'intelligentsia, etc</u>

Bien que le même parti ait été au pouvoir depuis l'indépendance, celui-ci a connu plusieurs changements dans sa position idéologique Au début des années 60, le Socialisme Africain devint l'idéologie officielle du régime Le socialisme communautaire africain de Mamadou Dia appellait au remplacement du commerce colonial français et libanais et du contrôle de l'état sur les leviers de l'économie par un mouvement national coopératif Après la chute de Mamadou Dia, Senghor a adopté une version plus modérée, technocratique et étatique du Socialisme Africain, qui laissait les secteurs modernes de l'économie plus ou moins sous le contrôle des intérêts français et libanais, tandis que l'état assurait la haute main sur le commerce arachidier et le mouvement coopératif agricole L'élite technocratique conduisant le pays au service de Senghor, a favorisé une version plus étatique et nationaliste du Socialisme Africain Au milieu des années 70, le régime a abandonné le Socialisme Africain et son idéologie officielle, et a adopté le socialisme démocratique pour démontrer son affinité avec le mouvement Socialiste International La nouvelle idéologie de l'état justifiait à la fois la continuation du contrôle de l'état sur les secteurs dominants de l'économie, et le processus démocratique

Pendant les années 80, l'idéologie du régime s'est heurtée à l'idéologie libérale de l'économie de marché de la Banque Mondiale et du FMI Le Président Diouf commença à incorporer dans l'idéologie du régime le slogan "moins d'état, mieux d'état", ajustant la taille de la fonction publique, mais affirmant toujours que l'état avait à maintenir son contrôle sur les secteurs clés de l'économie Depuis les élections nationales de 1993, le régime a évolué vers une version plus capitaliste, et plus orientée vers l'économie de marché, du socialisme

démocratique Les discours de Diouf sont de plus en plus truffés de références aux principes de l'économie de marché

Dans les années 1970, le PDS fut obligé de devenir un parti capitaliste libéral, bien que son inclination propre l'attirait plutôt vers une forme de socialisme de type Labor britannique A la fin des années 80, le PDS vira plus à droite, et entra dans le mouvement capitaliste libéral international Aujourd'hui, le PDS soutient le capitalisme de marché tout en se distançant du capitalisme sauvage

L'un des développements majeurs des années 90 a été l'abandon des principes et du language marxistes par la plupart des partis radicaux du Sénégal, ceux-ci se sont tranformés pour adopter, au moins en partie, une forme ou une autre de socialisme démocratique Parmi l'intelligentsia, auparavant marxiste radicale, l'influence du marxisme a dramatiquement baissé Ceux qui prennent encore la défence du contrôle de l'état sur les secteurs économiques importants, se justifient au nom de principes nationalistes plutôt que socialistes, tandis que les critiques envers la politique du FMI et de la Banque Mondiale sont justifiées sur base de leurs conséquences sociales négatives, plutôt que comme une tentative d'imposer au pays un modèle économique capitaliste

Toutefois, les changements vers une idéologie officielle capitaliste n'auront pas beaucoup d'impacts sur l'environnement du développement économique, s'ils ne sont pas accompagnés de changements dans la politique de l'état reflétant cette nouvelle orientation

(3) <u>la politique économique de l'état</u>

Certains des changements les plus significatifs dans la politique économique de l'état, favorable à l'amélioration du climat de développement économique, durant la dernière décennie ont été

* la libéralisation du commerce étranger

* la privatisation de nombreuses activités menées auparavant par les SRD

* la réduction et l'élimination des régimes préférentiels concernant les impôts ou les privilèges monopolistiques, accordés aux entreprises inefficaces du secteur privé

* l'adoption d'une législation facilitant le licenciement des employés du service privé

* la non-application de règlementations contraires aux intérêts du secteur dit informel

* l'adoption d'un code d'investissement étranger plus libéral, et la simplification des procédures

* la réduction des dettes de l'état envers les fournisseurs du secteur privé et les banques sénégalaises

* la réduction de la dette étrangère du pays

* l'établissement de commissions d'études s'attaquant aux moyens de rendre les entreprises sénégalaises plus compétitives, de privatiser les entreprises de l'état, et de simplifier les procédures bureaucratiques

Bien que le gouvernement sénégalais ait souvent traîné les pieds quand il s'agissait d'adopter ces politiques et, plus encore, quand il s'agissait de les mettre en pratique, sa résistance au changement semble baisser, sinon s'écrouler, dans certains secteurs

Le climat politique en faveur de la privatisation s'est amélioré au cours des dernières années pour plusieurs raisons

(1) Quand Diouf a gagné les élections présidentielles, le régime était assuré de conserver le pouvoir jusqu'en l'an 2 000 Depuis 1993, Diouf a disposé de plus de liberté d'action pour la privatisation, malgré l'impopularité du processus auprès de ceux craignant de perdre leur emploi

(2) Les syndicats ont commencé à accepter l'inévitabilité de la privatisation, et oeuvrent à présent pour que les travailleurs obtiennent de meilleures indemnités en cas de mise à disposition, ou aient l'occasion de devenir actionnaires Si les syndicats réussissent dans ce domaine, il est moins probable de voir les mesures de privatisation s'accompagner d'agitation sociale

(3) Les médias indépendants et l'opinion publique critiquent de moins en moins la privatisation des entreprises de l'état, comme SENELEC, SONATEL, SONES et SOTRAC, que beaucoup considérent minées par la corruption et la gestion inefficace

(4) De puissants intérêts du secteur privé, et des personnages influents alliés au régime, voient dans la privatisation une opportunité de s'approprier des activités lucratives, ou d'aquérir des biens à des prix de liquidation

En conclusion, le climat politique s'avance vers la création d'un environnement de développement économique plus favorable En même temps, on peut s'attendre à ce que le régime tente de s'accrocher à certains domaines qu'il considère comme cruciaux pour ses intérêts, et ce, malgré les effets négatifs sur l'environnement de développment économique qu'une telle attitude pourrait entraîner

(4) <u>la nature des relations de l'état avec les différents acteurs du secteur national et étranger</u>

Au Sénégal, les politiques économiques principales ont généralement été élaborées par le président et un cercle

restreint de décideurs, avec relativement peu de consultation du secteur privé Durant la période de Senghor, les réunions tripartites impliquant l'état, les associations patronales, et les syndicats, étaient nettement dominées par l'état Dans les années 80, les associations patronales se sont plaintes de ne pas avoir été suffisamment consultées, lors de l'introduction par l'état de diverses mesures politiques liées aux réformes d'ajustement structurel Au milieu des années 90, on a commencé à assister à un changement majeur dans les relations de l'état avec le secteur privé, et une disposition plus grande à prendre l'avis des divers représentants du secteur privé dans les questions économiques Plusieurs indices semble confirmer un mouvement dans cette direction

(a) la satisfaction générale de la plupart des participants à la consultation de 1994 des responsables de l'état, des associations patronales et des syndicats, dans la discussion de la réponse à apporter à la dévaluation du franc qui a eu lieu en janvier 1994 Des groupes semblables ont été formé, pour discuter des manières de rendre les entreprises sénégalaises plus compétitives

(b) l'élévation du Conseil Economique et Social au rang de partenaire actif de l'état, dans la discussion et l'évaluation des politiques et stratégies économiques, telles qu'elles se sont développées depuis l'arrivée de Famara Sagna à la présidence de cette institution Durant les deux dernières années, le CES a mené des études importantes concernant l'impact de la dévaluation sur l'économie et la société, et a pris un rôle dominant dans l'identification des principaux problèmes économiques et sociaux

(c) une position plus conciliante de la part du gouvernement dans le traitement du mouvement syndical et de ses principales composantes, au moment de discuter et de décider des politiques concernant les travailleurs

(d) l'acceptation par l'état d'un plus grand pluralisme au sein des syndicats et des associations patronales, vraisemblablement au prix d'une critique publique plus virulente que dans le cas de syndicats et d'associations exclusivement pro-gouvernementales

L'un des obstacles majeurs à des progrès ultérieurs dans l'environnement économique du développement, a été la réticence du gouvernement à prendre des mesures pour briser les forteresses quasi-monopolistiques, et de réduire les privilèges, d'un petit nombre d'entreprises privées françaises et sénégalaises maintenant le contrôle sur les secteurs clés de l'économie Les conséquences des relations complaisantes du régime avec les plus grandes firmes sont un coût de production plus élevé, et donc des entreprises moins compétitives, le découragement d'autres firmes désirant pénétrer le même secteur, et des prix plus élevés à la consommation pour les sénégalais Le régime a également aidé au financement, et attribué des conditions favorables, à

d'influents marabouts cherchant à devenir d'importants actionnaires dans les grandes entreprsies

(5) la nature des relations politiques et diplomatiques du Sénégal avec les pays étrangers, les institutions d'assistance bilatérale et multilatérale, et les ONG internationales

La diplomatie a constitué un des principaux instruments de la politique économique du Sénégal Le régime s'est efforcé de compenser le bas niveau d'investissement domestique au Sénégal en faisant appel à l'aide étrangère Il a remarquablement réussi à obtenir de larges quantités d'aide, qui ont permis de maintenir à flot le gouvernement et l'économie, malgré les taux négatifs de croissance per capita

Sous le régime de Diouf, le Sénégal a tenté de projeter une image positive du pays à la fois comme (a) une démocratie africaine modèle et (b) comme un pays islamique modéré L'Occident et les pays riches de l'Islam, comme l'Arabie Saoudite et le Koweit, ont attribué au Sénégal des aides généreuses, reduisant ainsi sa dépendance antérieure envers la France L'attention du Sénégal pour les courants politiques, économiques et culturels de l'extérieur, sa maîtrise des moyens de communications, et sa stabilité politique, ont toutes facilité son extraordinaire réussite à attirer l'aide de donateurs bilatéraux, d'institutions multilatérales comme la Banque Mondiale et l'Union Européenne, et d'ONG internationales

Les considérations politiques domestiques affectent la nature des relations extérieures du Sénégal, celles-ci ayant souvent, à leur tour, un impact sur l'environnement économique du pays Par exemple, les relations du Sénégal avec le FMI et la Banque Mondiale sont conditionnées par différents facteurs

(1) une pression financière exceptionnellement forte pour adopter des politiques économiques guarantissant la poursuite des crédits, et permettant au gouvernement de faire face à ses échéances

(2) des pressions électorales à l'approche des élections, poussant le gouvernement à rejeter ou à ralentir l'application de mesures économiques susceptibles d'augmenter le chômage, de fermer des entreprises, et de conduire à une augmentation des prix des produits de consommation de base

(3) des pressions au sein du parti au pouvoir et de la bureaucratie de l'état, pour résister aux changements susceptibles de compromettre leurs intérêts

(4) la possibilité d'autres options, susceptibles de procurer les ressources nécessaires à la poursuite du fonctionnement du régime, telles que s'adresser à la France, ou trouver de nouveaux donateurs, comme Taiwan par exemple

(5) le degré de soutien général du public pour s'opposer à la Banque Mondiale ou, réciproquement, la mesure dans laquelle la résistance aux politiques d'ajustement structurel est en déclin

(6) la réussite ou l'échec relatifs des politiques d'ajustement structurel à procurer de nouveaux emplois et des taux de croissance plus élevés

Qui cherchera à investir au Sénégal?

Pendant de nombreuses années, le Sénégal n'était pas un endroit très attrayant pour les investisseurs Les Français ont beaucoup investi dans la période après la Deuxième Guerre Mondiale, quand le Sénégal était encore la capitale de la Fédération de l'Afrique Occidentale de l'Ouest et, grâce au mesures protectionnistes, le pôle industriel principal de la région Le secteur privé français préférait investir plus intensément en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Gabon Avec le déclin économique, le Sénégal a vraiment commencé à perdre l'investissement étranger, quand les firmes françaises ont sorti du pays plus d'argent qu'elles n'y ont introduit

L'économie se développant à nouveau, et le climat des affaires allant en s'améliorant, les investisseurs étrangers sont de nouveau susceptibles d'être attirés par le Sénégal Etant donné leur connaissance du pays, les Français sont les candidats les plus probables Une récente délégation d'hommes d'affaires, sous la direction de l'ancien Ministre français de la coopération, a montré de l'intérêt pour investir dans divers secteurs de l'économie, tels que les télécommunications, le transport, le textile, la production alimentaire et l'exploitation minière Les intérêts français existants ont également tiré parti de la liquidation des banques de l'état pour renforcer leur contrôle sur de larges domaines du secteur bancaire La dévaluation a également encouragé d'importants investissements dans la modernisation de l'industrie du textile, du ciment et du raffinage pétrolier

D'autres investisseurs ont exprimé de l'intérêt à investir dans des secteurs high-tech prometteurs, tels que les télécommunications, l'électronique et le traitement de l'information, ainsi que dans la construction de logements urbains La nouvelle politique américaine d'encouragement à l'expansion du commerce avec l'Afrique peut stimuler les investissements américains dans les secteurs commerciaux et les services

Les nouveaux investisseurs peuvent également inclure des Sénégalais Depuis la dévaluation, nombre de Sénégalais vivants à l'étranger ont investi beaucoup dans le logement Les Mourides projettent de monter leur propre banque Le dernier rapport Berg sur le secteur privé signale que des entrepreneurs et d'anciens directeurs d'entreprises d'état sénégalais mettent sur pied des moyennes entreprises très compétitives

XI Le climat de gouvernance au Sénégal et son impact sur le développement

La bonne gouvernance a été l'un des thèmes majeurs des donateurs depuis la fin des années 80 Selon ses partisans, la bonne gouvernance induit un environnement plus favorable pour le développement économique La bonne gouvernance n'est pas synonyme de démocratie On peut s'avancer vers la démocratie sans pour autant améliorer grandement la bonne gouvernance Et l'on peut réaliser une meilleure gouvernance sans pour autant développer la démocratie

La gouvernance fait référence à la façon dont les sociétés s'organisent pour gérer leurs ressources publiques et collectives La bonne gouvernance implique une gestion effective, efficace et attentive La transparence et la responsabilité sont les moyens pour la réaliser La bonne gouvernance inclut également des notions d'équité, de bonne procédure, et de limitation légale des abus de position ou d'autorité Les analyses de bonne gouvernance comprennent souvent des discussions sur la corruption, considérée par beaucoup comme son antithèse

Plusieurs développements positifs indiquent que le climat de bonne gouvernance peut être amélioré

(1) La bonne gouvernance est devenu un thème majeur de discussion au sein du gouvernement et de la société civile

(2) L'apparition de journaux et de radios indépendants ont porté le thème à l'attention d'un public plus large Des enquêtes ont révélé et documenté de nombreux cas de corruption

(3) Le gouvernement a établi un Ministère de la Modernisation de l'Etat, afin de réformer et de rationaliser la fonction publique

(4) L'état a liquidé ou privatisé certaines sociétés de l'état mal gérées, et les banques contrôlées par l'état connues pour leurs pratiques corrompues Le processus a commencé en 1980 avec l'élimination de l'ONCAD, et s'est poursuivi à la fin des années 80, avec la liquidation des banques d'état, comme la BNDS, et dans les années 90, avec le démantèlement de la Caisse de Péréquation

A La bonne gouvernance et le système électoral

Bien que le code électoral de 1991 ait marqué une grande amélioration en ce qui concerne la transparence des procédures de vote, son application ne s'est pas avérée très efficace

L'organisation des élections du 24 novembre 1966 fournit un cas intéressant de manquements dans la pratique de bonne gouvernance de la part du Ministère de l'Intérieur (MINT), tels que l'équité, la transparence, la responsabilité et l'efficacité

(1) Le MINT n'a pas consulté les autres partis politiques pour déterminer les limites des nouvelles communes d'arrondisssement, et a procuré au PS des informations internes, lui accordant un avantage sur les autres partis dans la préparation des élections

(2) Le brouillage des limites entre les hiérarchies du parti et celles de l'état a conduit à la confusion des responsabilités respectives du MINT et du Gouverneur de la région de Dakar Aucun d'eux n'a pris la responsabilté du gâchis de la journée des élections, et chacun d'eux a blâmé l'autre

(3) L'organisation des élections par le MINT a laissé beaucoup à désirer, en particulier à Dakar Dans certaines régions, il n'y avait pas de cachets à encre indélébile disponibles, les bulletins pour certains des petits partis furent imprimés en nombre insuffisant, les bulletins de certains partis furent impimés dans des couleurs différentes de celles originellement prévues, dans bien des cas, les cartes de votes ne furent pas distribuées aux électeurs inscrits, dans plusieurs régions du pays, les bureaux de votes n'étaient pas ouverts à temps, tandis que dans beaucoup de secteurs à Dakar, la situation était tellement mauvaise que les électeurs ont du se rendre une nouvelle fois aux urnes, quelques jours plus tard, dans 100 bureaux de vote Il n'est pas clair dans quelle mesure ces divers incidents reflétaient l'inefficacité ou la fraude

L'une des raisons principales de cette affaire était le conflit entre les intérêts partisans des responsables PS de l'état, et l'obligation pour l'état de rester neutre dans la gestion des élections La triste performance du MINT en matière de gouvernance a entamé la crédibilité du système électoral, et provoqué des revendications pour la création d'une commission électorale indépendante Elle démontra également que des règles de bonne gouvernance ne sont pas suffisantes en elles-mêmes pour garantir de bons résultats, à moins d'être effectivement appliquées

B <u>" La mauvaise gouvernance " et la fonction publique</u>

Quatre principaux facteurs contribuent aux pratiques de mauvaise gouvernance au sein de la bureaucratie de l'état sénégalais

1 <u>Des structures bureaucratiques centralisées et hiérarchiques</u>

Le pouvoir de décision est hautement centralisé et concentré à Dakar Jusqu'à récemment, la délégation du pouvoir aux échelons inférieurs des services de l'état, tant centraux que sectoriaux, a été minime Par exemple, alors que les agents du CER jouissent en théorie d'une grande autonomie, en pratique, ses agents individuels sont restés subordonnés à leurs supérieurs hiérarchiques à Dakar et, au niveau local, aux sous-préfêts De plus, les ministres et les directeurs de service nationaux sont

peu disposés à déléguer leur autorité Le système administratif en place décourage l'initiative locale, la circulation de l'information du bas vers le haut, une collaboration effective entre les différents échelons de la bureaucratie et la coordination des activités de l'état De plus, le système ralentit l'application des décisions politiques et rend la bureaucratie moins attentive aux préocupations publiques

Des changements dans la conception des projets de donateurs, destinés à donner un rôle de décision plus grand aux responsables locaux, peut apporter une modeste contribution à la décentralisation administrative Il reste à voir si l'application de la régionalisation et d'autres réformes récentes de décentralisation, conduiront à une transformation effective du mode, et du style, de prise de décision bureaucratique du haut vers le bas La position retranchée des "administrateurs civils", avec leur propension à la prise de décision centralisée, laisse penser que ce processus risque de prendre un certain temps

2 Mauvaises pratiques de gestion

Les mauvaises pratiques de gestion concernent principalement des questions techniques qui, théoriquement, pourraient être améliorées par une meilleure formation des responsables, l'adoption de pratiques administraives plus efficaces et de structures stimulant le rendement, ainsi qu'une restructuration institutionnelle luttant contre le gaspillage

Malheureusement, la connaissance de meilleures techniques de gestion n'induit pas nécessairement la bonne gouvernance Le problème principal n'est pas qu'un nombre insuffisant de responsables sénégalais ait maitrisé les techniques de bonne gouvernance, mais qu'il n'a pas souvent l'occasion de les appliquer, étant donné les contraintes inhérentes au système politique et à la société sénégalaise Plus d'une fois, les managers sénégalais ont fourni un travail exceptionnel quand ils fonctionnaient dans des structures bureaucratiques, plus neutres, à l'étranger

3 Contraintes politiques

Selon le modèle bureaucratique wébérien, la bureaucratie de l'état est supposée opérer rationnellement et effectivement, dans l'application des politiques décidées par les dirigeants Sa fonction est principalement administrative Toute position au sein de la bureaucratie est acquise en premier lieu sur base de qualifications objectives et de compétences, et la promotion basée sur la qualité des résultats obtenus Ce modèle représente évidement un type idéal En réalité, de nombreuses nominations sont politiques, la promotion est basée sur les relations sociales et les services politiques rendus, et souvent, la légalité est ignorée quand il y a conflit avec les intérêts personnels ou avec ceux du parti

Sans entrer dans le détail, on peut dire que l'échec de la bureaucratie sénégalaise à répondre à de hauts standards de bonne gouvernance dérive, en partie, du système politique et de la structure élitiste en place

En théorie, les leaders nationaux ont adopté le principe d'une fonction publique neutre, oeuvrant pour le bien de tous les citoyens, et d'un système politique basé sur l'état de droit Bien que ces règles soient prescrites et invoquées, souvent, elles ne sont pas appliquées, le Sénégal étant toujours dominé par un système de parti-état et par une culture où l'état est utilisé pour servir les intérêts du parti, et de ceux de la classe politique au pouvoir

Ce phénomène peut être observé dans différents domaines

(1) la politisation des décisions personnelles Ainsi, les nominations et les promotions sont principalement basées sur les relations politiques Dans d'autres cas, des responsables incompétents ou corrompus ne seront pas sanctionnés à cause de leurs relations politiques avec le président, avec tel ministre, le parti ou un marabout influent Un exemple supplémentaire est l'engagement excessif de personnel afin de procurer des emplois aux fidèles du parti

(2) la non-application ou le contournement des règles et des règlements à des fins politiques Par exemple, des politiciens de haut rang et les membres de leur famille, ainsi que des clients importants de l'état - ceux qu'on nomme les "intouchables" - ne seront pas poursuivis s'ils violent la loi Ainsi, les intouchables n'ont pas remboursé les prêts massifs aux banques de l'état, ce qui a affaibli le système bancaire tout entier et contribué à une crise majeure des finances publiques Dans bien des cas, ceux qui ont des relations bien placées ne sont pas condamnés, pour non-payement d'impôts ou de factures d'électricité, ou pour avoir puisé dans les caisses de l'état

(3) le détournement de fonds et de ressources de l'état à des fins politiques Dans ce domaine, nous pouvons distinguer différents types d'agissements

a le détournement de fonds et de ressources de l'état pour soutenir le PS durant la campagne électorale Par exemple, on sait pertinemment que le PS utilise les véhicules gouvernementaux, et accepte officieusement que ses responsables désertent leurs postes au gouvernement pour se consacrer à plein-temps à la campagne électorale

b un traitement de faveur dans l'allocation des ressources contrôlées par l'état en vue de gagner le soutien des militants importants du parti et de clients potentiels L'un des examples les plus frappants de cette pratique a été l'allocation de 40 000 hectares de réserves forestières au Grand Calife des Mourides, à une époque où le gouvernement s'était ostensiblement

engagé à protéger l'environnement Le terrain fût déboisé en quelques jours Les figures de proue du parti profitent également d'un régime de faveur, dans l'accès au logement de bas et moyen revenus dans la région de Dakar, tandis que l'état gratifie, en échange de leur soutien, les leaders locaux du parti et les notables ruraux, en allouant à leurs quartiers ou à leurs villages, des puits, des dispensaires et des écoles

Evidemment, nombre des pratiques décrites ci-dessus peuvent également être décelées dans les démocraties occidentales Toutefois, des concepts tels que la neutralité de la fonction publique, l'égalité devant la loi, l'engagement et la promotion sur base du mérite, y semblent plus largement acceptées et intégrées, tandis que la divulgation des cas de violations de ces normes tendent à y être plus souvent sanctionnées qu'au Sénégal

Les partis d'opposition ont de bonnes raisons d'invoquer ces principes, étant donné qu'ils ont le plus à perdre quand l'état utilise et détourne les ressources publiques dans le but de maintenir le PS au pouvoir, et traite avec discrimination les individus et les localités identifiés avec l'opposition

4 Facteurs culturels

Les facteurs culturels forment également un obstacle à la réduction de la corruption et à l'application des pratiques de bonne gouvernance dans fonction publique Ce phénomène comporte plusieurs aspects

(1) Les valeurs appellant les individus au pouvoir à accorder des gratifications, et à allouer un traitement de faveur, aux membres de leur réseaux de solidarité sociale sur base de parenté, d'amitié, d'affiliation ethnique ou religieuse, etc Ceci est visible dans les pratiques d'engagement de personnel, la non-application de certains règlements, et le favoritisme dans l'allocation et l'utilisation des ressources de l'état

(2) Les pressions sur les fonctionnaires de l'état et les leaders politiques pour utiliser ou détourner les ressources de l'état, en vue de remplir des obligations sociales et de maintenir leur statut social Ces pressions s'exercent avec plus de forces encore à des périodes où la valeur réelle des salaires dans la fonction publique est en baisse Les fonctionnaires de l'état et les leaders politiques sont effectivement obligé de maintenir un certain niveau de vie, de contribuer au bien-être de leur famille et des membres de leur réseau social, et de se montrer généreux à l'occasion des baptêmes, funérailles, mariages, pélérinages, cadeaux aux marabouts, dons de charité, et autres pratiques destinées à maintenir et renforcer leurs réseaux sociaux

(3) Les attitudes sociales envers l'état et sa bureaucratie De nombreux sénégalais considèrent l'état comme une institution aliénée et impersonnelle importée de l'Ouest, ils ne considèrent

ni l'état ni ses ressources, comme la propriété commune de la communauté tout entière Les sociétés traditionnelles africaines n'étaient pas organisées autour des notions wébériennes abstraites de normes rationnnelles et légales et de bureaucratie neutre Le pouvoir politique était hautement personnalisé De surcroît, il était clair que ceux aux pouvoir avaient droit à certaines prérogatives - de dépenser les ressources de l'état à leur avantage -, et de certaines obligations - s'occuper de leurs clients, et se montrer généreux dans la redistribution de leurs richesses

Malick Ndiaye, un sociologue sénégalais, a remarqué qu'une grande part de ce qui apparaît comme de la corruption dans la société sénégalaise, plonge ses racines dans la culture sénégalaise et l'organisation politique pré-coloniales Il propose le Ceddo, la caste des guerriers précoloniale, comme un modèle pour expliquer les attitudes contemporaines sénégalaises envers l'utilisation des ressources de l'état D'une part, les Ceddos n'avaient aucun scrupule à faire usage de leur pouvoir et de leur force militaire pour piller les biens publics, en particulier ceux appartenant aux gens simples, les badolos, pour amasser une fortune personnelle D'autre part, ils étaient enclins à se montrer extrêmement généreux dans la redistribution de leurs biens à leurs clients Ndiaye maintient que ce style est devenu la norme parmi un large secteur de l'élite sénégalaise, à un moment où la société connaît une rapide modernisation

En termes contemporains, ceci veut dire que tant les élites contrôlant directement les leviers de l'état que leurs alliés parmi les élités traditionnelles - marabouts, notables ruraux, etc - se considèrent comme des Ceddos, jouissant de prérogatives les autorisant à piller et à utiliser les biens de l'état pour amasser des fortunes personnelles La notion, selon laquelle les gens au pouvoir ayant accès aux ressources de l'état et les contrôlant, ont la responsabilité publique de les préserver et de les utiliser pour le bien public, n'est pas fort développée D'autre part, les Sénégalais ne considérant pas l'état comme leur patrimoine, ils sont plus enclins à excuser la corruption, aussi longtemps que les "voleurs" se montrent généreux et partagent avec le reste de la société et leur propre clientèle personnelle

Le modèle Ceddo décrit avec justesse un important secteur de la société sénégalais, le Sénégal est effectivement assailli de courants et paradigmes conflictuels, susceptibles de rendre l'application de normes de bonne gouvernance et de mesures anti-corruption problématique

D'un côté, le pool de Sénégalais instruits, formés aux normes démocratiques européennes et aux techniques administratives de pointe, est en augmentation, des medias indépendants diffusent plus d'informations et de critiques ouvertes contre la corruption et les pratiques de mauvaise gouvernance, avec l'urbanisation, les hiérarchies sociales traditionnelles n'ont plus la même force et la même influence que

par le passé Ces tendances procurent manifestement une base pour un engagement social plus grand en faveur de la bonne gouvernance, et l'introduction de styles de gestion plus efficaces au sein du gouvernement

De l'autre côté, une bonne part des élites, même ceux susceptibles d'organiser des conférences sur la bonne gouvernance, l'état de droit, etc , se conduisent dans leur propre vie, plus comme des ceddos que comme des réformateurs sérieux à l'esprit civique

L'un des paradoxes fascinants de la société contemporaine sénégalaise est que les associations construites autour de systèmes de valeurs et d'organisation sociale traditionnels, et dont les membres et leaders sont moins instruits que les élites urbaines, sont, dans la plupart des cas, dirigées d'après les principes de la bonne gouvernance Ainsi, on voit beaucoup moins de corruption dans les tontines, les associations de développement villageoises et de ressortissants, que dans la bureaucratie de l'état Voler les fonds d'un village ou d'une tontine, contrairement à ceux d'un état impersonnel, entraîne généralement des sanctions sociales, et la disgrâce

C <u>Le leadership présidentiel dans l'application des réformes de gouvernance</u>

Depuis l'indépendance, les leaders nationaux se sont constamment prononcés contre la corruption bureaucratique Durant son mandat présidentiel, Senghor a fréquemment dénoncé les " dix pour-cent" et les pots de vin des fonctionnaires de l'état et autres employés du gouvernement Une des premières mesures de Abdou Diouf comme président, en 1981, fut de faire adopter une loi contre <u>l'enrichissement illicite</u> des agents de l'état détournant les biens de l'état à des fins personnelles Dans les années 90, Diouf s'est une fois encore trouvé à la tête des opposants de la corruption En 1994, il a ordonné un audit extensif et systématique de l'entière bureaucratie de l'état

La Présidence dispose de puissants moyens pour identifier la corruption et les malversations au sein de la bureaucratie Le président dispose d'un corps important de <u>contrôleurs financiers</u> et d'<u>inspecteurs d'état</u>, pour surveiller les comptes à tous les niveaux de la bureaucratie de l'état, il dispose aussi d'une myriade de conseillers techniques vérifiant les activités de tous les ministères, et le tenant au courant Le président a donc suffisamment de moyens et de réseaux d'informations à sa disposition pour savoir ce qui se passe Cependant, il semble règner une conviction répandue que peu est fait pour châtier les malfaiteurs, pariculièrement aux niveaux les plus élevés

Dans certains cercles intellectuels sénégalais, la conviction existe que la corruptuion au sein du gouvernement est en train d'augmenter, et que la Présidence ne fait pas grand chose pour l'arrêter Ces allégations sont difficilement vérifiables L'apparence d'un niveau plus élevé de corruption est

peut-être, en partie, le résultat d'une couverture croissante et d'une mise en lumière publique par les médias

On pourrait mesurer objectivement le sérieux de la position anti-corruption du gouvernement, en retraçant systématiquement le nombre et le niveau des responsables de l'état effectivement licenciés, ou poursuivis par la justice, pour malversation ou détournement des fonds de l'état Un autre champ de vérification pourrait être la mesure dans laquelle l'état s'emploie à recouvrer les prêts non-remboursés par les "intouchables"

L'initiative en faveur des réformes de gouvernance et de restructuration de la bureaucratie, provient également du président Senghor, par exemple, a créé le Bureau d'Organisation et Méthode (BOM), dans le but d'étudier et de recommander des améliorations dans les opérations du gouvernement La plus grande part de la législation concernant les réformes de gouvernance est rédigée par le Secrétariat Général de la Présidence, ou transmise par décret présidentiel

Au début des années 90, Diouf a ordonné que le nom du Ministère du Service Civil soit changé en Ministère de la Modernisation de l'Etat, afin de reflêter son intention de moderniser et de rationaliser la fonction publique, il donna des instructions pour créer plusieurs commissions d'état, comme la commission pour la rationalisation des procédures et règlementations gouvernementales, afin d'étudier comment réduire la paperasserie, et améliorer l'efficacité de la bureaucratie

D Le système judiciaire et la bonne gouvernance

Malgré le nombre croissant de Sénégalais occupant des professions légales, les réformes du système judiciaire semblent rester à la traîne des réformes politiques Le système judiciaire reste hautement politisé, et manque d'autonomie L'actuel Ministre de la Justice est un fidèle associé du président et chef du PS à Diourbel Les juges se prononcent rarement contre le gouvernement, en particulier dans des poursuites concernant les procédures électorales Qui plus est, le public n'a pas grande confiance en l'indépendance et la neutralité du système judiciare et des tribunaux, quand il s'agît de questions politiques - élections, charges contre des leaders de l'opposition, etc Le président apparaît comme le gardien du système judiciaire, nommant les juges et présidant le Conseil Supérieur de la Magistrature

Dans un système politique opérant sous l'état de droit, les lois sont appliquées avec équité, et les contrevenants à la loi sont punis Les tribunaux interviennent également pour résoudre les conflits entre les parties, et offrir des recours aux parties affectées négativement par la violation de lois ou de contrats, et par les abus de pouvoir, ils protégent également les droits fondamentaux garantis par la constitution Un système judiciaire indépendant et vigilant promeut la bonne gouvernance, en imposant des sanctions aux responsables de l'état coupables d'abuser de

leur autorité, ou de détourner les deniers de l'état pour leur profit personnel, et réduit ainsi la tentation de s'engager dans des pratiques corrompues

Depuis la mi-90, le gouvernement a entamé un sérieux effort de modernisation et d'amélioration de l'infrastructure légale du pays Les donateurs et les hommes d'affaires se sont plaints que le code judiciaire sénégalais était démodé, inadapté au conditions et besoins contemporains des affaires, et qu'il décourageait les investiseurs étrangers Le gouvernement a commencé à corriger ces carences en introduisant des réformes dans le programme de l'Ecole Nationale d'Adminsitration et de la Magistrature (ENAM), et en mettant sur pied un Centre de Formation Juridique (CFJ), en vue de doter les juges d'une plus grande formation en droit commercial, et de procurer un meilleur accès des juges et du public aux principaux codes judiciaires - pénal, civil, familial, douânier etc Les Français jouent un rôle majeur dans le financement et la provision de l'assistance technique, afin d'aider les Sénégalais à moderniser le système judiciaire

Une grande part de ce que le gouvernement appelle des réformes légales, consiste principalement en l'apprentissage et une meilleure information des juges et des employés des tribunaux, en la modernisation des codes judiciaires existants, et en la rénovation des palais de justice et autres équipements judiciaires Des exemples de réformes récentes comprennent

* la signature de la convention de New-York sur l'Arbitration, des révisions du code de procédure civile, et des plans pour mettre sur pied un service d'arbitrage à la Chambre de Commerce de Dakar

* la signature d'une convention légale engageant le Sénégal et 13 autres pays d'Afrique, à harmoniser leurs codes commerciaux

* des plans d'amélioration physique des palais de justice régionaux, et de construuction d'un nouveau Palais de Justice et d'autres équipements judiciaires, à Dakar

Bien que nécessaire, le genre de réformes et de mesures judiciaires cités ci-dessus n'est pas suffisant pour améliorer le système judiciaire De nombreux gouvernements, en Afrique comme au Sénégal, ont adopté les codes judiciaires les plus modernes, basés sur les modèles importés d'Occident, ils ont reçu de nouveaux équipements, fourni une meilleure formation pour les juges et autres responsables judiciaires, et investi dans la construction de nouveaux, et la réhabilitation d'anciens, palais de justice Cependant, le public et les usagers potentiels des nouveaux codes n'ont souvent aucune connaissance de leur existence, et peu de confiance dans la probité et l'équité des tribunaux De plus, peu d'Africains se risquent à faire appel aux tribunaux, vu le coût relativement élevé des transactions La

majorité des nouveaux codes judiciaires en Afrique reflêtent les conditions et les objectifs des donateurs, plutôt que les besoins ressentis et exprimés par la société africaine

Pour que les réformes judiciaires sénégalaises fonctionnent, il ne suffit pas que les nouvelles lois soient prescrites, il faut aussi qu'elles soient connues et invoquées par le public, appliquées et imposées par les tribunaux et la branche exécutive du gouvernement

L'une des initiatives les plus prometteuses concernant la promotion de la bonne gouvernance fut l'établissement, en 1991, d'un Médiateur de la République L'article 2 de la loi du 11 février 1991 créant la fonction, stipule que le Médiateur encourage, par ses recommandations, les fonctionnaires publics à respecter l'esprit de la loi dans l'application des codes judiciaires, en particulier quand il s'agît de simples citoyens, et de prendre en considération le besoin d'équité dans leurs relations avec le public, tout en respectant les lois et règlements existants

Le Médiateur est mandaté pour examiner les différents dossiers et cas impliquant l'état, les collectivités locales et autres entreprises de l'état, en conflit avec le public ou les agents de l'état L'institution offre une procédure alternative aux tribunaux civils pour corriger les abus de l'autorité de l'état et les violations des obligations contractuelles Le rapport annuel du médiateur soulève d'importantes questions gouvernementales, et propose souvent des recommandations pour l'amélioration des pratiques de gouvernance

E Bonne gouvernance, prise de décisison du haut vers le bas et modes de comportements clientélistes au sein du gouvernement et de la fonction publique

Les efforts en cours pour rationaliser et moderniser la fonction publique, ne s'accompagnent pas nécessairement d'un déclin significatif du mode de décision du haut vers le bas, et dans les pratiques clientélistes des choix de personnel et d'allocations de ressources

1 La Présidence et le gouvernement

La centralisation extrême du pouvoir de décision aux mains du président encourage la continuation d'un mode de décision gouvernemental du haut vers le bas Les bureaucrates du parti et de l'état semblent toujours avoir besoin du soutien du président pour s'élever aux rangs les plus élevés La fonction de premier ministre reste plus faible que jamais, sans beaucoup d'autonomie dans les prises de décision Le pouvoir de Ousemane Tanor Dieng dérive de ses relations avec le président et de son titre de Ministre des Affaires Présidentielles Par lui-même, il ne dispose que de peu de pouvoir

Les ministres ont tendance à s'accrocher à leurs prérogatives et à placer leur propre clientèle aux postes élevés de leur ministère

2 L'administration territoriale et les services techniques déconcentrés

Sous Senghor, les gouverneurs régionaux agissaient comme des super-préfets, affirmant clairement leur suprématie sur le reste de l'administration territoriale et les services techniques de la région De plus, les préfets et sous-préfets exerçaient, en tant que représentants de l'état, une autorité considérable dans les régions sous leur juridiction La seconde réforme administrative de 1990 était accompagnée par une érosion générale de l'autorité de l'administration territoriale Les responsables de l'état se gardant d'intervenir directement dans la gestion des affaires des collectivités locales, et limitant leur activité à contrôler la légalité des décisions prises par les gouvernements locaux, il est probable que les réformes de décentralisation et de régionalisation continueront à faire baisser l'autorité de l'administration

Reste à voir si la prise de décision du haut vers le bas changera avec la déconcentration des divers services techniques Ceux-ci deviendront-ils plus responsables envers les unités régionales et locales, ou resteront-ils strictement sous le contrôle du ministère central?

3 Clientélisme et collectivités locales

Avec la mise en place de la décentralisation, il est possible que les relations clientélistes changent L'intensification de la concurrence au sein des partis exige de grands efforts de la part des politiciens pour gagner le soutien d'électeurs en dehors de leurs propres réseaux clientélistes Dans le même temps, les responsables des collectivités locales ont de bonnes raisons d'être plus sensibles, dans l'allocation des fonds publics, aux besoins et sollicitations des associations de base qui ne font pas nécessairement partie de leurs propres réseaux clientélistes, ou de ceux de leur parti

Bien qu'aux élections du 24 novembre 1996, les femmes et les hommes plus jeunes ont remporté plus de sièges que jamais auparavant, au niveau du Conseil Rural, les notables ruraux remportent généralement la plupart des sièges La paucité des ressources des Conseils Ruraux, et jusqu'à ce jour, le manque d'emplois à proposer aux fidèles, signifient généralement que les relations clientélistes sont basées sur des critères traditionnels se rapportant au statut social Les élites sociales traditionnelles de nombreuses régions rurales sont à la recherches de postes d'élu, parce qu'ils sentent que leur victoire confirme et renforce leur rôle de leaders traditionnels Leur prééminence dans la société rurale pourrait être contestée de plus en plus par des leaders d'associations locales, d'un

statut social souvent moindre Ce genre de concurrence peut contribuer au déclin des relations clientélistes traditionnelles

4 Les lobbies et le clientélisme

Ceux qui exercent des pressions sur les pouvoirs publics pour différents intérêts ("lobbying"), deviennent plus virulents à défendre leur cause Avant, les membres des lobbies faisaient souvent partie des réseaux clientélistes Aujourd'hui, on voit apparaître de nouveaux types de lobbies dans des domaines totalement inédits pour le Sénégal - droits des consommateurs, protection de l'environnement, et même un parti des Verts Les syndicats et le patronat sont moins enclins à rechercher le patronage de l'état, et plus enclins à exercer de vigoureuses pressions sur les pouvoirs publics, afin de protéger les intérêts de leurs membres Le pouvoir étant hautement centralisé par l'exécutif, la grande part de la pression des lobbies est dirigée vers le président et les ministres Ces pressions sont peu nombreuses auprès de l'Assemblée Nationale

XII Thèmes majeurs la décentralisation

Les efforts initiaux pour promouvoir la décentralisation par la création, peu après l'indépendance, de municipalités dans toutes les capitales départementales et assemblées régionales des sept régions du Sénégal, furent arrêtés au milieu des années 60, quand Senghor a rétabli et renforcé le contrôle du gouvernement central sur les gouvernements locaux, et laissé tomber en désuétude les assemblées régionales La réforme administrative de 1972 a conduit à la création de 317 Conseils Ruraux, mais a placé ces institutions embryonnaires sous la tutelle de l'administration territoriale En 1990, la "Seconde Réforme Administrative" a marqué une importante percée dans le transfert du contrôle de la préparation et l'application des budgets des conseils municipaux et ruraux, des mains des fonctionnaires de l'état à celles des maires et présidents de Conseils Ruraux En avril 1992, le Président Diouf a annoncé que la phase suivante dans les réformes de décentralisation serait la création de conseils régionaux élus, disposant de pouvoirs étendus dans le domaine de l'éducation, de la santé et la gestion des ressources naturelles En mars 1996, une ensemble de lois a révisé le code de décentralisation existant, il a non seulement créé des conseils régionaux dans chacune des dix régions du Sénégal, mais a également transféré un grand éventail de compétences aux collectivités locales Les décrets d'applications de ces lois ont été pris en décembre 1996 Les dernières réformes de décentralisation affectent le climat politique, et accélèrent le rythme du changement au Sénégal en

(1) donnant systématiquemant plus de pouvoir aux institutions locales

(2) modifiant la manière dont les partis politiques mènent campagne, et dont les institutions gouvernementales traitent leurs constituants

(3) affaiblissant la tutelle du gouvernement central et l'autorité de l'administration territoriale

(4) multipliant le nombre d'occasions pour les associations de base d'exercer une plus grande influence sur les prises de décision des collectivités locales

(5) stimulant la demande pour des médias décentralisés - stations de radio et journaux locaux et régionaux

(6) procurant un cadre pour une coopération décentralisée, où des collectivités locales étrangères établissent des liens directs, et offrent une aide directe, aux Sénégalais

La question majeure reste la volonté du régime à décentraliser son contrôle des finances publiques, et à accorder aux autorités locales une plus grande liberté pour lever des impôts, ainsi qu'une part plus grande des revenus du gouvernement central En l'absence d'un financement approprié, les institutions locales de gouvernement resteront une coquille vide, privées de substance et de pouvoir pour accomplir quoi que ce soit de sérieux Toutefois, le fait que les lois de décentralisation existent aura comme effet de stimuler les politiciens, responsables et membres de la société civile locaux, de lutter pour l'obtention et le contrôle d'une plus grande part des rentrées de l'état

Le lois de décentralisation de 1996, et la participation des responsables des partis de l'opposition aux organes des colectivités locales suite aux élections du 24 novembre 1996, présentent une excellente occasion de renforcer la démocratie sénégalaise, et la bonne gouvernance, au niveau local

Les réformes de décentralisation de 1996 ont fourni le cadre légal aux changements suivants

1 la création de nouveaux organismes de gouvernement local, comprenant 10 conseils régionaux, 43 communes d'arrondissement et 12 nouvelles communes urbaines

2 le transfert de pouvoirs majeurs du gouvernement central au gouvernements locaux dans différents domaines - par exemple l'enseignement et l'alphabétisation, la santé, l'urbanisme et le logement, le planning du développement économique, la gestion et la protection de l'environnement, l'affectation et la planification des terrains, les activités sportives, culturelles et de jeunes

3 la réduction de la tutelle de l'état central et de l'administration territoriale sur les opérations des collectivités locales

4 le transfert de services déconcentrés et d'agents de l'état, des ministères du gouvernement central aux collectivités locales En principe, les maîtres d'école, responsables de la santé, agents techniques etc travaillant au niveau local, seront supervisés par les responsables des unités locales de l'endroit où ils travaillent

5 l'engagement de l'état à transférer des ressources financières appropriées aux nouvelles responsabilités des collectivités locales L'article 6 de la loi 96-07 transférant des pouvoirs du gouvernement central aux communes urbaines, conseils ruraux et conseils régionaux, prévoit explicitement que le gouvernement doit également transférer les moyens et les fonds nécessaires pour permettre aux collectivités locales de remplir leur nouveau mandat

A Perspectives gouvernementales concernant la décentralisation et la régionalisation

Une combinaison de motifs différents est à la base des récentes réformes de décentralisation et de régionalisation

1 un désir de faire progresser le Sénégal plus avant sur le chemin de la démocratie, en donnant plus de pouvoir aux populations locales dans la conduite de leurs affaires

2 le besoin de transférer, suite au désengagement de l'état, plus de responsabilités des mains du gouvernement central aux collectivités locales

3 une réponse à l'insurrection en Casamance, par l'établissement d'un cadre légal assurant le transfert de pouvoirs plus importants aux régions, dans l'espoir de satisfaire les aspirations à une plus grande autonomie, et d'affaiblir la revendication d'indépendance de la Casamance comme solution du conflit

4 le désir de préserver la réputation du Sénégal comme un modèle à la pointe de la décentralisation en Afrique francophone

Le gouvernement constate que les donateurs transfèrent une part croissante de leur aide de l'état aux unités locales de gouvernement Avec l'aide bilatérale des donateurs allant en s'amenuisant, le gouvernement considère la <u>coopération décentralisée</u> comme une nouvelle source, de plus en plus importante, d'aide extérieure, qui doit être étendue pour compenser le fait que lui-même n'est plus prêt, ou capable, de transférer des ressources financières conséquentes aux collectivités locales

Malgré les changements apportés par les nouvelles lois de décentralisation, le gouvernement cherche toujours à s'accrocher

de plusieurs manières au contrôle qu'il exerce sur le processus de décentralisation

1 Le gouvernement et ses représentants ont maintenu un pouvoir de tutelle dans les questions financières Ainsi, avant d'être appliqués, l'état doit toujours donner son approbation

(a) aux budgets locaux

(b) aux accords d'assistance passés entre des collectivités locales sénégalaises et des donateurs extérieurs

(c) aux contrats signés entre des collectivités locales et des fournisseurs du secteur privé

(d) aux changements dans les taûx et catégories d'impôts locaux

2 Les responsables de l'état dominent les divers organismes consultatifs nationaux récemment créés pour soutenir la décentralisation - le Conseil National de Développement des Collectivités Locales, le Comité Interministériel de l'Administration Territoriale, et la Commission Nationale d'Assistance aux Centres d'Expansion Rurale Polyvalents (CERP)

3 La Caisse de Dotation Nationale de Décentralisation dispose de moins de 5 billions de CFA, à allouer aux 10 conseils régionaux, 60 municipalités urbaines et 320 Conseils Ruraux En pouvoir d'achat réel, cela signifie approximativement 15% des fonds alloués, en 1960, par l'état à 30 communes seulement

B Défauts dans les processus d'élaboration, codes de décentralisation et décrets d'application, rendant l'application de la décentralisation plus difficile

Les lois de décentralisation de février 1966, et les décrets d'application de décembre 1996, ont été élaborés en premier lieu à Dakar, par un petit groupe de représentants de l'état avec un minimum de consultation Le public disposait de peu de détails sur les réformes, et ignorait le plus souvent comment les nouvelles institutions allaient fonctionner Des considérations politiques ont également affecté l'application de la décentralisation Parmi les erreurs de conception et les obstacles à son implémentation, citons

1 Les limites des communes d'arrondissement (CA) ont été délimitées à partir de critères politiques ne tenant pas compte de la viabilité des CA spécifiques, et de la relative division des ressources et des pouvoirs entre les CA et la ville où elles sont situées La plupart des CA ne disposaient pas de bureaux pour abriter leurs employés, et rapidemment, des conflits ont éclaté entre les maires des ville et ceux des communes pour

savoir quelle unité locale de gouvernement avait le pouvoir sur les marchés, les bâtiments publics et les revenus des impôts

2 Dans certains cas, la préservation de limites et de régions administratives existantes, comme Fatick et Kolda, allait à l'encontre de la logique de création de régions comme pôles de développement De nombreuses communes urbaines nouvellement créées, comme Goleré, étaient privées de la base financière pour devenir viables, et ont été élevées au statut de commune en premier lieu sur base de critères politiques

3 Dans certains cas, la distinction des pouvoirs entre le gouvernement central et ses représentants, les conseils régionaux et les conseils ruraux au sein des régions, n'est pas claire

4 Les codes semblent concentrer les pouvoirs aux mains de l'Exécutif, - les maires, les présidents des conseils ruraux et régionaux -, au détriment des conseils délibératifs

5 Aucun plan adéquat n'a été prévu pour assurer que les collectivités locales disposent de la capacité et du personnel pour remplir la plupart de leurs nouveaux mandats En dehors de Dakar, les municipalités ont peu d'administrateurs expérimentés et de travailleurs qualifiés Les conseils ruraux ne disposent pas de budgets pour leur personnel, et doivent faire appel à l'assistance technique des CER

6 Relativement peu d'attention a été accordée avant l'adoption des lois de décentralisation, aux mesures nécessaires pour transférer les services et le personnel déconcentrés, du gouvernement aux autorités des collectivités locales Depuis, des efforts ont été réalisés dans ce domaine par la Direction des collectivités locales du Ministère de l'Intérieur

7 Les ressources financières transférées par l'état étaient insuffisantes pour permettre aux collectivités locales de remplir leurs nouvelles responsabilités

8 La décentralisation du gouvernement local n'a pas été accompagnée par une décentralisation du système judiciaire, rendant ainsi plus difficile la résolution rapide des conflits entre les différentes juridictions gouvernementales

Les problèmes cités ci-dessus indiquent qu'il faudra un certain temps pour rendre pleinement opérationnelles les institutions de gouvernement local On doit considérer les prochaines cinq années (1997-2002) comme une période expérimentale

C La décentralisation et le processus politique

Les pouvoirs et les ressources croissants des organismes de collectivités locales entraînent un renforcement de la motivation des politiciens pour s'engager davantage dans la politique locale

et ses problèmes Ils augmentent également la pression sur les organismes centraux des partis pour nommer des gens connus et populaires dans leur département local

La fin du monopole du PS, et la présence de responsables de l'opposition dans presque toutes les institutions locales, ont augmenté le potentiel pour une plus grande transparence dans les opérations de gouvernement local Il est dans l'intérêt de l'opposition de rechercher et de révéler les irrégularités dans les institutions des collectivités locales contrôlées par le PS Ce qui vaût également pour le PS quand c'est lui qui est le parti en minorité

La création de 43 communes d'arrondissement et du conseil régional de Dakar, a changé la dynamique de la politique locale dans la région de Dakar Tout en procurant plus de postes politiques pour les perdants des disputes de factions internes, elle a augmenté le potentiel de conflits entre les clans rivaux au sein du PS Ainsi, le président du Conseil Régional de Dakar pourrait entrer en conflit avce le maire de la ville au sujet du contrôle des marchés et autres sources de revenus Des conflits similaires pourraient éclater entre le PS et les responsables de l'opposition dans les 43 CA et dans les villes de Dakar, Pikine, Rufisque et Guédiawaye

L'intensification de la concurrence politique, alliée au manque d'emplois salariés dans le secteur privé, a augmenté les enjeux des élections locales Les employés municipaux PS, en particulier à Dakar et Pikine, qui doivent leur emploi à leurs relations clientélistes avec les chefs locaux du PS, ont beaucoup à perdre au cas où l'opposition remporterait les élections Il devient également de plus en plus important, si l'on veut être assuré d'un emploi ou d'une part du butin, non seulement d'oeuvrer pour la victoire du parti, mais aussi de s'allier à la tendance dominante au sein du parti

La présence de responsables de l'opposition au gouvernement local a influé sur la dynamique des coalitions dans certaines collectivités locales, dans de nombreux cas, elle a également empêché les leaders des factions majoritaires PS, ou celles favorisées par OTD, de devenir présidents de conseils ruraux ou maires Au début, le PS a menacé de prendre des sanctions contre les élus PS qui accepteraient le soutien de l'opposition, dans le but de devenir maire ou président de conseil rural Mais à l'approche des élections législatives nationales de 1998, le parti a décidé, dans un effort d'unité, de laisser tomber les menaces de sanctions

Bien que les conseils régionaux soient potentiellement de puissantes institutions, et la pierre angulaire des futurs programmes de régionalisation, ils n'ont pas été considérés comme suffisament importants par les principaux concurrents au pouvoir au sein du PS, au point de les faire abandonner des postes ministériels Pas un ministre PS n'a renoncé à son poste pour devenir président d'un conseil régional, les deux principaux

rivaux pour le pouvoir dans la région de Dakar, ont choisi d'être maires plutôt que présidents du conseil régional de Dakar Daby Diagne (Louga) et Abdoulaye Diack (Kaolack) sont les seuls maires de capitales régionales urbaines à être passés à la présidence de conseils régionaux

Un des aspects remarquables de la politique urbaine locale est que la majorité des maires urbains et des présidents de conseils régionaux sont basés à Dakar, et passent le plus clair de leur temps dans la capitale plutôt que dans leur ville ou région natales, il ont souvent tendance à s'y conduire comme des ministres du gouvernement ou des chefs de services gouvernementaux, réticents à déléguer leur pouvoir Ceci entraîne souvent des délais dans les prises de décision, et empêche un fonctionnement efficace des collectivités locales Dans certains cas, c'est non seulement le maire qui réside à Dakar mais également le maire-adjoint D'autre part, les maires et présidents de collectivités locales basés à Dakar justifient leur absence par le fait qu'ils sont obligés d'être là pour mieux défendre les intérêts de leur circonscription et de leur électorat, et de créer des contacts avec les donateurs potentiels qui sont concentrés dans la capitale

La création d'un nombre tellement élevé d'organismes de collectivités locales a augmenté radicalement le nombre d'élus (24 000), et de sénégalais y participant directement Ce phénomène a également augmenté considérablement l'occasion pour les femmes et les jeunes de s'engager comme élus locaux Les politiciens professionnels, membres d'un parti, continuent à dominer la vie politique Les règlements électoraux empêchent les candidats indépendants de se présenter aux élections Et même si des personnalités de la société civile, comme Almamay Fall à Saint Louis, ont été choisi pour diriger la liste du PS, ce sont finalement des politiciens professionnels du parti qui deviennent, le plus souvent, maire ou président de conseil régional

D Gouvernement local et décentralisation

La plupart des discussions concernant les moyens d'appliquer la décentralisation se limitent à proposer des mesures impliquant directement les collectivités locales Parmi celles-ci, citons

a la formation d'élus locaux

b la création d'une fonction publique locale compétente, recrutée par les collectivités locales, et sous l'autorité de leur juridiction

c l'amélioration des techniques existantes de collecte de l'impôt, et la recherche de nouvelles sources d'impôts

d l'établissement de règles et de sanctions assurant une plus grande transparence

e la sollicitation d'une aide accrue de la part des donateurs aux collectivités locales, en général, et aux communes urbaines, en particulier

f le développement de nouvelles sources d'assistance et de revenus via la coopération décentralisée, par exemple des liens directs avec les collectivités locales, universités, chambres de commerce etc , dans d'autres pays

g la mise sur pied de tribunaux locaux supplémentaires, et la formation de juges et d'avocats aux questions liées à la décentralisation

Cependant, la mise en application de la décentralisation et de la bonne gouvernance au niveau local, impliquent plus qu'une simple amélioration des collectivités locales et une déconcentration administrative, elle impliquent de travailler à plusieurs niveaux à la fois

E La décentralisation comme processus plus large

La décentralisation n'est pas limitée au passage du pouvoir des institutions du gouvernement central aux collectivités locales, et à la déconcentration administrative Elle implique également les activités suivantes

a générer plus d'investissements, publics et privés, en dehors de la région de Dakar Historiquement, la grande majorité des investissements dans l'industrie et les services publics s'est concentrée dans la région de Dakar

b initier et renforcer les médias locaux et régionaux Les stations de radio privées décentralisées, et les élections pour les collectivités locales de 1994, ont augmenté la demande pour des médias régionaux Kaolack, Diourbel, Thiès, Ziguinchor et Saint-Louis ont à présent des journaux régionaux, il reste à voir s'ils seront viables Les radios décentralisées connaissent une rapide expansion, et ont un potentiel plus grand pour informer et éduquer les habitants de l'intérieur

c établir et renforcer les ONG régionales et locales, plutôt que celles basées à Dakar Ce processus est en cours

d encourager le développement d'une société civile dynamique dans les villes et les régions rurales, en dehors de Dakar L'explosion de la vie associative a jeté la base pour une plus grande participation des dirigeants locaux dans la politique, et un potentiel plus grand pour exercer une influence positive sur les collectivités locales

e renforcer les pratiques de bonne gouvernance, au niveau local et régional, et la possibilité pour les citoyens de demander des comptes à leurs élus locaux

F Occasions et domaines pour l'exploitation du potentiel créé par les récentes réformes de décentralisation

L'occasion existe de tirer parti du potentiel de réforme politique et économique créé par les récentes mesures de décentralisation Les mesures suivantes pourraient contribuer au processus ,

1 renforcer les institutions et la planification régionales, en recherchant des façons de renforcer les comités économiques et sociaux - équivalents régionaux du Conseil Economique et Social national

2 Réorienter les investissements et les circuits commerciaux, en vue de stimuler l'émergence de pôles de développement régional, et d'établir des pôles de développement sub-régional reliant une ou plusieurs régions avec des pays voisins, par exemple Ziguinchor, Kolda, la Gambie, la Guinée Bissau et la Guinée Conakry

3 Promouvoir le développement de médias régionaux, la diffusion d'informations en langues nationales concernant les questions et problème locaux, et l'établissement de meilleurs réseaux de communications à l'intérieur des régions, entre les régions, la capitale et le monde extérieur

4 Mettre au point des mécanismes pour encourager les liens horizontaux entre les différentes organisations de base, les associations de ressortissants et d'émigrés, les ONG, les responsables gouvernementaux et les services techniques régionaux, afin de mieux identifier, analyser et trouver des solutions aux problèmes et préoccupations soulevés par les populations locales

5 Optimiser l'usage de compétences, de savoirs, de ressources financières et de capacités organisationelles complémentaires, parmi les divers acteurs opérant au niveau local, afin de procurer et co-produire les biens et services publics essentiels aux populations locales

6 Assurer la formation et le crédit à de petites et moyennes entreprises dans les régions, en particulier les entreprises susceptibles d'avoir un effet multiplicateur au sein de la région

7 Promouvoir une culture civique locale susceptible de contribuer au renforcement des pratiques démocratiques et de bonne gouvernance

G Possibilités d'échec

La décentralisation n'est pas la panacée universelle Il est possible que nombre de maux dont souffre le gouvernement, comme la corruption, le clientélisme, les prises de décision autoritaires, soient transmis au niveau local

a le dirigeants des gouvernements locaux ne font que reproduire le même genre de gestion, du bas vers le haut, qui prévaut au niveau national

b les procédures assurant la transparence et le châtiment de la corruption et des abus de pouvoir, ne sont pas établies et mises en pratiques

c les élus locaux n'ont pas les compétences et la formation nécessaires à la gestion des affaires locales

d le gouvernement local ne génère pas le minimum de revenus fiscaux nécessaire à se maintenir en service, sans être tributaire de l'aide extérieure Ceci dépendra dans une large mesure de la disposition des populations locales à payer des impôts pour bénéficier de certains services publics

e les priorités des collectivités locales ne correspondent pas à celles des populations locales

f les donateurs perpétuent la mentalité d'assisté en envoyant trop d'argent pour soutenir les collectivités locales et activités locales et régionales, sans grande contrepartie ou grand effort à fournir par les populations locales

La décentralisation engendre donc le potentiel, mais ne garantit pas la mise en application, de réformes politiques et économiques majeures Il est probable qu'elle passe par de nombreux hauts et bas, plutôt que de se développer selon une ligne droite ascendente

XIII Thèmes majeurs Perspectives pour la résolution des tensions et des conflits en Casamance et dans la vallée du Sénégal

Le gouvernement sénégalais et la communauté des donateurs ont considéré la région de la Casamance et la Vallée du Sénégal comme ayant un potentiel économique important, depuis la fin des années 60, ils ont beaucoup investi dans ces deux régions, avec des résultats très décevants Le potentiel économique de la Casamance était attribué surtout à sa pluvimétrie élevée et à ses grands espaces L'avenir de la région du Fleuve semblait prometteur à cause de l'immense potentiel pour l'irrigation agricole, et la volonté des donateurs d'y investir

L'analyse qui suit soutient que le potentiel non-accompli de ces deux régions est du en grande partie à des tensions politiques et sociales non résolues, et considère les pespectives de résolution de ces conflits dans le contexte politique actuel

A Le climat politique en Casamance

1 L'identité régionale et le mouvement d'indépendance en Basse Casamance

Historiquement, la Casamance n'était pas bien intégrée au Sénégal du nord, c a d la partie du Sénégal au nord de la fleuve Gambie Jusque tard dans le 19° siècle, une grande part de la Casamance était sous contrôle portugais Durant le 19° et le début du 20° siècle, les Diolas, qui étaient concentrés en Basse Casamance, ont résisté à l'Islamisation et à l'occupation coloniale française La Casamance ne fut pas pacifiée complètement jusqu'en 1920, et possédait sa propre structure administrative jusqu'en 1939 Le fleuve Gambie séparait également la région du reste du Sénégal, rendant les voyages et l'intégration économique difficiles Les gens de la Casamance avaient, et ont toujours, l'habitude de s'en "aller au Sénégal" quand ils partent vers le nord L'isolement historique et géographique du reste du Sénégal a contribué à la création d'une identité régionale spécifique

De nombreux commentateurs tendent à décrire l'éclatement de la rebellion contre le gouvernement sénégalais en 1982 comme faisant partie d'un mouvement général d'indépendance de la Casamance Cette description est inexacte pour plusieurs raisons

(1) le mouvement indépendantiste irrédentiste en Casamance ne concerne pas la région entière, les Halpulaars en Haute Casamance et les Mandingues en Moyenne Casamance, ne sont pas activement impliqués dans la lutte armée

(2) La rebellion est concentrée premièrement dans les régions rurales du Ziguinchor, chez les Diolas et les ethnies des forêts liées aux Diolas Elle jouit de peu de soutien auprès des populations multi-ethniques vivant dans la capitale régionale

(3) La plupart des Casamançais ne veulent pas l'indépendance mais plus d'autonomie dans la conduite de leurs propres affaires

Le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC), qui revendique la direction de la rebellion, est très différent dans sa base sociale et ses objectif de l'original MFDC

(1) Le MFDC original, fondé en 1947, avait une base multi-ethnique variée comprenant les Diolas, les Mandingues et les Halpulaars, et se présentait comme le porte-parole de la région de la Casamance tout entière

(2) Le MFDC original a été créé pour s'opposer à la domination de la vie politique sénégalaise par les "citoyens" des "Quatre Communes"

(3) L'original MFDC n'a jamais poursuivi l'indépendance comme objectif, mais plutôt un rôle plus important pour les leaders Casamançais, et une plus grande attention pour leurs problèmes dans la politique sénégalaise

(4) Le MFDC original s'était allié avec le BDS de Senghor, et devint finalement partie intégrante du BDS en 1955 Assane

Seck, le leader du Mouvement Autonome de Casamance (MAC), fondé en 1955, a rallié le parti de Senghor en 1957

(5) Le nouveau MFDC fondé en 1980 est presqu'exclusivement dominé par des dirigeants Diolas, et poursuit l'indépendance par la lutte armée

Une partie de l'échec de la Casamance à capitaliser son potentiel économique dans la région de Ziguinchor peut être attribué à la rebellion, qui a

* perturbé les activités agricoles

* étouffé le tourisme

* découragé l'investissement et le commerce étrangers

* rendu l'application de projets de développement dans la région plus difficile

* forcé plus de 30 000 habitants à fuir leurs villages et à chercher refuge en Gambie et en Guinée Bissau

Jusqu'aux récents affrontements entre les rebelles et l'armée, le climat politique s'était considérablement amélioré et la perspective d'une fin des hostilités semblait bonne Le gouvernement négociait avec les rébelles pour trouver une solution Le MFDC n'a pas cherché à perturber les élections locales du 24 novembre 1996 L'aile sud du MFDC, menée par Abbé Diacomoune Senghor, semblait s'être engagée à faire la paix Le Sénégal a amélioré la coopération avec la Guinée Bissau, et la Gambie avait privé les rebelles de certains de ses sanctuaires et bases d'entrainement Le gouvernement semblait avoir réussi à isoler les rebelles Diolas, qui ont perdu le soutien des populations locales suite aux manoeuvres d'intimidation et aux taxes extorquées auprès des villageois dans les zones encore sous leur contrôle, ou sujettes à leurs exactions Tous ces développements représentaient autant de signes positifs dans la bonne direction

Toutefois, nombre des conflits et des tensions yant conduit, et conduisant encore, à la rebellion ne sont pas pleinement résolus dans la région des Diolas

(1) les tensions causées par le sentiment que leur région était gouvernée principalement par des administrateurs du nord

(2) les tensions causées par le sentiment que les gens du nord s'appropriaient l'économie locale, écartant les indigènes du commerce et de la pêche

(3) les tensions causées par le sentiment que l'administration sénégalaise violait les sytèmes fonciers traditionnels Diolas, et confisquait les terres sans permission

ni compensation de leurs propriétaires, par exemple, dans le cas de l'expropriation de terres villageoises au bénéfice du Club Med

(4) les tensions causées par le sentiment que les gens du nord obtenaient une part disproportionnée des avantages créés par les projets de développement dans la région

(5) les tensions causées par le sentiment que le gouverement favorisait l'Islam au dépens des croyances catholiques et animistes traditionnelles

(6) les tensions causées par la destruction des forêts sacrées des Diolas pour faire place aux projets de développement

(7) les tensions causées par les différences de culture et de modes d'organisations sociales

(8) la persistance de l'amertume et de la méfiance envers le gouvernement de la part de nombreux Diolas, suite aux dures représailles contre les villages acceuillant les rebelles ou sympathisant avec eux

(9) la non-acceptation de l'autorité gouvernementale par de nombreux jeunes Diolas, qui se sont battus auparavant dans le maquis et entraînés en Guinée Bissau

Des membres du gouvernement considèrent la régionalisation comme une étape importante dans la prise en charge de la demande des Casamançais pour une autonomie plus large, et dans une transformation de leur sentiment d'être gouvernés par les gens du nord La diminution des pouvoirs du gouverneur, qui est issu généralement du nord du pays, et la création d'un conseil régional présidé par des représentants élus de la population locale, sont des étapes importantes dans la bonne direction

De plus, il apparaît que les grands partis politiques amplifient leurs efforts pour gagner le soutien des Casamançais en général, et des Diolas en particulier Robert Sagna, un Diola du PS, est maire de Ziguinchor depuis 1984 Le gouvernement compte plusieurs ministres de la région de Casamance, dont Robert Sagna, Landing Savané et Daour Cissé Pendant la campagne pour les élections locales, le PDS a tenté de gagner des voix en se positionnant comme le parti de la paix, et en appelant les 30 000 Casamançais, qui avaient fui la région, à revenir Finalement, Landing Savané, le leader de And Jef et un natif de Bigogna, a mené une vaste campagne dans la région, et promis de consacrer un maximum d'efforts à la promotion du développement local, à l'initiative et sous le contrôle des populations locales

Bien que constituant le groupe ethnique majoritaire dans la région de Ziguinchor, les Diolas représentent seulement 60% du total de la population et moins de 35% de la population dans la capitale régionale Cela signifie qu'il y a beaucoup de non-Diolas qui ont peu d'intérêts dans la rebellion à prédominance

Diola Malgré l'apaisement de la rebellion, les tensions ethniques persistent entre les Diolas et les autres groupes ethniques Les rivalités ethniques sont devenues un enjeu durant la campagne électorale pour le gouvernement local dans la région de Ziguinchor

Un accord de paix durable avec toutes les factions du MFDC, et une application entière de la régionalisation, sont les conditions politiques nécessaires, mais non suffisantes, pour assurer la pleine réalisation du potentiel économique de la Casamance Pourtant, de nombreux jalons ont déjà été franchi Il faudrait faire plus pour améliorer les relations inter-ethniques, et créer une atmosphère de confiance dans la résolution des questions foncières et d'autres conflits Le gouvernement devrait également consacrer plus d'efforts pour mettre fin à l'isolement économique de la région, développer les équipements portuaires du Zinguinchor, et encourager le commerce entre la Casamance, la Guinée Bissau et la région de Guinée

B <u>Le Climat politique dans la région du fleuve Sénégal</u>

Depuis l'indépendance, trois grands enjeux ont affecté le climat politique dans la région du Fleuve, et créé des tensions et des conflits qui ont retardé sa croissance et une exploitation optimale de ses nouveaux équipements d'irrigation

(1) les relations hégémoniques de l'état avec les populations locales en ce qui concerne la planification, la construction et la gestion de l'infrastructure économique de la région

(2) les problèmes liés aux réfugiés et au régime foncier, résultant du conflit de 1989 entre le Sénégal et la Mauritanie

(3) l'absence de solution aux problèmes d'exploitation des terres et de main-d'oeuvre, en particulier dans la Moyenne Vallée du Fleuve

La région du Fleuve Sénégal est divisée en trois unités distinctes, d'histoire et de composition ethnique différentes Ainsi, le Delta a une population à prédominance Wolof, la Moyenne Vallée a une population à prédominance Halpulaar, et la Haute Vallée, une grande pouplation Soninké Le Haut Sénégal fait partie de la région de Tambacounda, tandis que le reste de la région fait partie de la région de Saint Louis

La région du fleuve Sénégal était la plus prospère du Sénégal, jusqu'à ce que le centre de l'activité économique se déplaça au sud, avec la rapide expansion de l'économie arachidière à la fin du 19ième siècle, et l'émergence de Dakar en tant que capitale de l'Afrique occidentale française Depuis les périodes de sécheresse de la fin des années 60 et du début des années 70, l'agriculture pluviale a disparu La région, qui dans le passé était un important exportateur de mil, se tourne à présent vers la culture du riz, celle-ci est rendue possible par

le développemnet de l'agriculture irriguée, financée par des investissements massifs de donateurs dans la construction de barrages et d'infrastructures

(1) les relations hégémoniques de l'état avec les populations locales

L'hégémonie sur la région de l'état post-colonial a son origine dans trois principaux développements

(a) la loi foncière de 1964, qui rendit l'état propriétaire de la terre, lui attribuant le pouvoir de fixer les droits d'usufruit et d'allouer les terres, ainsi que de déclarer certaines zones, zones pionnières, directement sous son autorité

(b) la création de la SAED, une SRD hautement centralisée, dotée d'un mandat élargi pour contrôler le développement de la région, du Delta jusqu'à la Haute Vallée du Fleuve

(c) un engagement dans des projets à grande échelle d'irrigation et de construction de barrages, financés principalement par des investissements extérieurs

Les projets de l'état de développer une agriculture d'irrigation à grande échelle ont commencé dans la région du Delta à la fin des années 60 et au début des années 70 Ces projets ont lamentablement échoué, et ont du être régulièrement réhabilités Les populations locales n'ont pas été consultées dans la conception des projets La SAED a préparé l'infrastructure physique, a déterminé le type de culture, a établi les règles pour l'allocation de terres aux groupements de producteurs, fourni le matériel, fixé les prix, et receuilli la récolte Parallèlement, les chefs de famille comptaient sur les jeunes pour fournir le travail, les principaux bénéfices de la production de riz dans le Delta allant aux chefs de famille, les jeunes étaient peu motivés pour travailler dur, tandis que la population locale avait peu de raisons de prendre soin de l'infrastructure matérielle qui était, pour une grande part, une création de la SAED Cette situation a créé des conflits de génération, les jeunes reculant à travailler dans les périmètres irrigés et insistant pour avoir plus facilement accès à leurs propres périmètres Avec l'expansion de l'agriculture irrigée tout au long de la vallée, la résistance à l'hégémonie de la SAED a pris de l'ampleur La Fédération Soninké dans la Haute Vallée du fleuve, et l'Amicale des Jeunes Agriculteurs du Oualo dans le Delta, ont défié l'hégémonie de la SAED sur tous les aspects de la production et de la commercialisation, et ont proposé des alternatives moins couteuses d'agriculture irrigée, d'une approche différente de celle, bureaucratique et lourde, de la SAED Ainsi, dans les années 70, on a assisté à l'émergence d'associations de base paysannes qui n'étaient plus totalement sous la férule de l'état

Le désengagement progressif de la SAED dans le contrôle des activités de développement de la région du Fleuve Sénégal, a élargi le champ des associations de base et fourni un choix plus grand dans la sélection des récoltes et l'organisation de l'exploitation des terres Cependant, l'état et des entreprises privées proches de l'état, comme la CSS à Richard Toll et la SOCAS, le fabricant de concentré de tomate, continuent à avoir la main lourde dans des domaines comme la fixation des prix de production du riz et des tomates, ou l'allocation par l'état et les conseils ruraux de terres villageoises Habituellement, l'opposition prend le parti, dans leurs conflits avec l'état, des producteurs et des populations locales Pourtant, sans-doûte à cause du fait que de nombreux leaders politiques en vue entretiennent des liens étroits avec la CSS et la SOCAS, l'état fait peu pour réduire leurs privilèges monopolistiques ou pour améliorer le pouvoir de négociation des producteurs

2 Les réfugiés et les problèmes fonciers résultant du conflit de 1989 entre le Sénégal et la Mauritanie

En avril 1989, un incident ayant impliqué des paysans sénégalais et des éleveurs mauritaniens le long de la frontière du Sénégal avec la Mauritanie, et dans lequel 4 Sénégalais furent tués, a entraîné le massacre de Mauritaniens noirs à Nouachott et de Maures vivant à Dakar et dans d'autres parties du Sénégal Ces incidents ont également donné suite à un massif transfert aérien pour rapatrier les Maures de Mauritanie, et à l'expulsion d'environ 60 000 Mauritaniens noirs et de Sénégalais de Mauritanie Le conflit a créé un environnement négatif pour l'exploitation du potentiel économique de la région du Fleuve

(a) le conflit a provoqué des problèmes majeurs du côté mauritanien de la frontière, au moment où les Maures ont envoyé leurs anciens esclaves (haratins) dans le sud, sur des terres précédemment sous le contrôle des Noirs Mauritaniens faisants partie des mêmes groupes ethniques que ceux vivants de l'autre côté de la frontière

(b) les Sénégalais jouissant traditionnellement du droit de cultiver la terre, et de pêcher, du côté mauritanien s'en sont vu interdire l'accès, ce qui a eu comme conséquence de réduire une source potentielle de revenus

(c) la fermeture et un contrôle accru des frontières ont réduit les échanges commerciaux entre les deux pays

(d) le conflit entre le Sénégal et la Mauritanie a également empêché les OMVS de prendre des décisions importantes concernant le développement futur de la vallée du Sénégal

(f) l'opposition politique au Sénégal a critiqué le gouvernement pour ne pas adopter une position plus dure, et l'a accusé de ne pas en faire assez pour protéger ses ressortissants

Ces dernières années, le Sénégal et la Mauritanie se sont réconciliés Les relations diplomatiques, rompues en 1990, ont été restaurées Les frontières sont à nouveau ouvertes En 1996, suite à la promesse du gouvernement mauritanien de rétablir leur droit foncier, de nombreux réfugiés ont commencé à regagner la Mauritanie Alors que le problème des réfugiés est loin d'être résolu - des milliers d'entre eux sont toujours au Sénégal -, le danger d'une escalade du conflit a été évitée, l'élite Halpulaar de la région ayant finalement accepté un rapprochement avec la Mauritanie

3 Problèmes fonciers et de main-d'oeuvre non résolus

La question des problèmes non résolus concernant le régime foncier et la main-d'oeuvre est plus aigue dans la partie Moyenne Vallée du Fleuve Bien que la loi foncière, donnant au gouvernement l'autorité d'affecter des terres à des fins de développement national, existe sur le papier depuis plus de 30 ans, celui-ci n'a pas fait de réel effort pour changer le régime foncier traditionnel dominé par la noblesse Halpulaar De plus, la législation donnant la même autorité aux Conseils Ruraux, toujours dominés par une hiérarchie traditionnelle, n'a pas entraîné beaucoup de changements

Jusqu'à l'introduction des périmètres irrigés, la terre ayant le plus de valeur dans la vallée du Sénégal était la bande fertile adjacente au fleuve (oualo), qui bénéficiait des crues annuelles A présent, une grande part des terres arrosées par l'irrigation est située en dehors de l'Oualo, et est devenue plus intéressante Plusieurs facteurs poussent le gouvernement à changer les arrangements fonciers actuels

a la nécessité de développer l'agriculture le plus rapidement possible afin de réduire la dépendance du Sénégal de l'importation alimentaire, en particulier de riz

b la nécessité de générer des revenus afin d'amortir les investissements massifs effectués dans l'infrastructure matérielle, et de rembourser les prêts des donateurs

c la demande de Sénégalais, vivant en dehors de la région du fleuve, pour avoir accès à des terres de la région Les Mourides, en particulier, sont intéressés à cultiver des terres le long du fleuve, en alternative au bassin arachidier, où la fertilité du sol et pluvimétrie sont en baisse Des leaders politiques et des fonctionnaires de l'état de Dakar sont également intéressés à aquérir des terres dans les périmètres irrigués

d la tentation d'accroître rapidement la production en affectant de larges étendues de terre à l"agri-business" étranger

e le désir d'éléments castés au sein de la société Halpulaar d'avoir accès à la terre sans avoir à passer par la

hiérarchie traditionnelle Ce groupe a profité de l'allocation de petites parcelles de terre sur les grands et moyens périmètres financés par les donateurs

f l'exode rural massif qui a créé un manque de main-d'oeuvre, en effet, la population est insuffisante pour répondre aux techniques agricoles basées sur un travail intensif et continu tout au long de l'année L'exploitation optimale du potentiel économique de la région exige d'importer une importante main-d'oeuvre de l'extérieur

Bien que les diverses associations de ressortissants et d'émigrés Halpulaar ont fourni les moyens pour améliorer l'infrastructure sociale de leurs villages et soutenir des projets limités, elles manquent des moyens financiers et de bras pour développer pleinement le potentiel économique de la région Le modèle traditionnel d'affectation donne la priorité aux nobles, aux anciens et aux hommes, au détriment des castes inférieures, des jeunes et des femmes D'autre part, certains propriétaires terriens traditionnels, ne disposant pas des moyens financiers ou de la main-d'oeuvre pour cultiver leur domaine, se sont montrés prêts à "louer" leurs terres, souvent en échange d'une redevance symbolique Les associations de ressortissants et les groupes d'émigrés ont tendance à être formés d'un mélange plus grand de nobles traditionnels et de dirigeants de castes inférieures Beaucoup de nobles Halpulaar sont prêts à travailler avec des gens des castes inférieures, pour autant que ces derniers reconnaissent et respectent leur statut social supérieur

Le gouvernement ne s'est pas hâté de changer les régimes fonciers dans la Moyenne Vallée du Sénégal, qui compte le plus de terres cultivables disponibles, ceci à cause de l'opposition farouche de l'élite traditionnelle L'élite traditionnele Halpulaar a également été un solide allié du PS Le régime ne saurait vouloir risquer de perdre son soutien Il est probable que des changements dans le statu quo susciteront la résistance des élites traditionnelles et ne feront, dés lors, qu'aggraver le conflit politique, parmi ces changements, citons

* les tentatives pour allouer de vastes parcelles de terre de la vallée du Fleuve à des Sénégalais provenant d'autres régions, en particulier aux Mourides, à des fonctionnaires de l'état et à des politiciens

* les tentatives pour affecter de vastes parcelles de terre à des "agri-business" étrangers, et d'importer des travailleurs salariés étrangers à la région

* les tentatives pour contourner les prérogatives des proriétaires terriens traditionnels, et favoriser l'accès des castes inférieures aux bonnes terres

Si l'on veut résoudre l'impasse actuelle, il peut être utile d'entamer un dialogue entre le gouvernement et les élites

Halpulaar, et de discuter des conditions d'une exploitation optimale du potentiel économique de la région, du type de compensation à offrir aux propriétaires traditionnels pour renoncer à certaines de leurs prérogatives, et des garanties propres à assurer que les nouveaux venus, comme les Mourides, les fonctionnaires de l'état de Dakar, ou les hommes d'affaires agricoles étrangers, ne refoulent ou n'oppriment les populations locales Si le régime s'efforce de faire avancer son programme sans se consulter suffisamment avec les élites Halpulaar, il risque de perdre leur soutien politique, et peut-être pire encore Les tentatives des Maures pour modifier les systèmes fonciers traditionnels de leur côté du fleuve, ont représenté une cause majeure de conflit entre eux et la majorité noire

XIV Thèmes majeurs L'impact du climat politique sénégalais sur le rôle du pays dans la région

Le climat politique au Sénégal affecte ses relations avec ses voisins et avec l'Afrique de l'Ouest Durant la fin des années 80 et le début des années 90, la politique intérieure sénégalaise et ses relations avec les pays voisins étaient fortement liées entre elles Les émeutes d'après les élections de 1988, la rebellion en Casamance, et les émeutes de 1989 contre les Maures, étaient le reflet d'une période très agitée dans la politique sénégalaise, la stabilté du pays et sa crédibilité comme pays africain modèle étant remises en question Certains des voisins immédiats du Sénégal ont tiré parti de ses difficultés dans la Casamance pour faire progresser leurs propres intérêts dans leurs conflits avec le Sénégal

(1) La Guinée Bissau a donné refuge aux rebelles Casamançais, et affronté les troupes sénégalaises qui, lancées à la poursuite des rebelles, avaient franchi la frontière A l'époque, le Sénégal était empêtré dans un conflit territorial avec la Guinée Bissau concernant les contrées riches en poissons et en gisements pétroliers de la région maritime frontalière En 1993, le Sénégal a signé un accord de cessez-le-feu avec les rebelles, en dépit de l'arbitrage d'un Tribunal International en sa faveur, il a accepté le partage d'une partie de ses droits sur la région en dispute avec la Guinée Bissau

(2) En 1989, la Gambie a tiré profit des problèmes du Sénégal en Casamance en poussant le Sénégal à dissoudre la Confédération Sénégambienne Les tensions avec la Gambie ont également été exacerbées par l'énorme commerce de contrebande qui a coûté annuellement au Sénégal des millions de dollars en droit de douâne non-perçus La contrebande à brusquement chuté avec la dévaluation du franc CFA de 1994, qui a éliminé presque entièrement les différences de prix qui encouragaient la pratique de la contrabande

(3) Après l'éruption de la violence entre la Mauritanie et le Sénégal en 1989, la Mauritanie a fourni clandestinement des armes et un soutien logistique aux rebelles de Casamance, afin de

bloquer un plus grand nombre de troupes sénégalaises le long de la frontière avec la Guinée Bissau L'alliance du Sénégal avec l'Arabie Saoudite et le Koweit pendant la Guerre du Golfe, alors que la Mauritanie se rangeait derrière l'Irak, a également contribué aux tensions entre les deux pays La fin de la Guerre du Golfe, la rupture de la Mauritanie avec l'Irak et l'arrêt du soutien logistique aux rebelles, ont conduit à l'amélioration des relations entre les deux pays

(4) A la fin 93, le gouvernement sénégalais a retiré ses troupes de l'opération ECOMOG au Libéria, les rapatriant pour renforcer ses troupes luttant contre la rebellion éclatant de temps à autre en Casamance

Depuis le début des années 90, le Sénégal s'est employé à rétablir de bonnes relations avec la Guinée Bissau, la Gambie et la Mauritanie La politique de bon voisinage facilite l'endiguement et l'isolement de la rebellion en Basse-Casamannce, et fait avancer le développement commun des bassins fluviaux du Sénégal et de Gambie Elle contribue également à créer les conditions pour augmenter les échanges commerciaux du Sénégal avec ses voisins et la région La décentralisation, alliée à l'entrée récente de la Guinée Bissau dans la zone-franc CFA, pourrait multiplier le commerce interrégional entre la Guinée Bissau et la Casamance, et entre la Casamance et la Guinée La décentralisation pourrait finalement mettre aux prises les intérêts de Dakar avec ceux des capitales régionales, comme Ziguinchor et Saint Louis, leur développement pourrait attirer les affaires hors de Dakar, dans des domaines tels que les activités portuaires et le commerce d'import-export, les produits ne devant plus forcément passer par Dakar

Un climat sain de politique intérieure, caractérisé par la stabilité politique, la paix sociale et la collaboration entre l'état, le secteur privé et les syndicats, favorise le type d'environnement économique propre à rendre les différents secteurs de l'économie plus compétitifs, à attirer le capital étranger, à maintenir le niveau de l'aide des donateurs et à renforcer le commerce sub-régional et régional

L'image et le prestige du Sénégal comme modèle de démocratie pour l'Afrique en général, et pour l'Afrique francophone en particulier, dépendent dans une large mesure du climat politique dans le pays Le Sénégal a longtemps eu la réputation d'être un des pays les plus libres d'Afrique Mais depuis 1990, d'autres pays africains ont accéléré le développement d'institutions démocratiques S'il veut conserver sa réputation dans la région, le Sénégal devra trouver une issue à l'actuel débat sur le système électoral, et démontrer que la démocratie fonctionne bien dans le pays La réussite de l'application des décrets de décentralisation de 1996 placerait une fois de plus le Sénégal à l'avant-garde des démocraties africaines

XV Thèmes majeurs La connection française

La récente arrivée au pouvoir en France d'un gouvernement socialiste va probablement améliorer l'image de la France au Sénégal, et la condition des travailleurs sénégalais en France Elle ne conduira probablement pas à des changements majeurs dans les relations franco-sénégalaises Les Français resteront le partenaire d'assistance bilatérale le plus important, et poursuivront à promouvoir la communauté francophone et à soutenir les intérêts d'affaires français au Sénégal En même temps, sa relative influence politique, économique et culturelle continueront à décliner parallèlement avec la mondialisation de l'économie du Sénégal

La France a maintenu une relation privilégiée avec le Sénégal depuis l'indépendance En dépit du fait que la part relative du commerce, de l'aide et de l'investissement étranger de la France a diminué, celle-ci reste le partenaire le plus important du Sénégal, et le premier fournisseur, avec 38% de son importation totale, alors que les Etats-Unis, par exemple, ne fournissent que 8% du total des importations Toutefois, les liens avec la France ne sont plus aussi forts que par le passé, et ce pour plusieurs raisons

(1) L'aide française a commencé à diminuer, en termes absolus, dans les dernières années L'opinion publique française est moins en faveur d'aider les anciennes colonies africaines

(2) Beaucoup de Sénégalais blâment la France pour la dévaluation du franc CFA de 1994, et l'accusent d'avoir rompu sa promesse d'en maintenir la parité

(3) L'opinion publique sénégalaise s'est retournée contre la France à cause de sa politique actuelle anti-immigration, son traitement sans pitié des travailleurs sénégalais et africains, et la récente expulsion violente de plusieurs d'entre eux Ce sentiment anti-français pourrait s'atténuer, suite aux efforts du nouveau gouvernement socialiste de traiter moins durement les travailleurs étrangers

(4) La France n'a plus le monopole de l'enseignement supérieur des Sénégalais, les jeunes se rendant de plus en plus aux Etats-Unis pour effectuer leurs études supérieures

(5) L'influence culturelle française est en baisse, en particulier auprès des jeunes générations Les élites sénégalaises envoyent de plus en plus leurs enfants dans les universités américaines La culture populaire américaine a également fait une percée importante, en particulier auprès de la jeunesse urbaine de Dakar

(6) Depuis peu, les Sénégalais se rendant à l'étranger pour trouver du travail se tournent de plus en plus vers l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et l'Amérique du Nord, plutôt que vers la France

(7) Les responsables de la politique étrangère américaine ont contesté les prétentions de la France à préserver ses anciennes colonies comme chasse gardée, et ont lancé un programme d'expansion commerciale avec l'Afrique

D'un autre côté, plusieurs facteurs indiquent que la France maintient ses rapports privilégiés avec le Sénégal

(1) Le Président Jacques Chirac, un vieil ami de l'Afrique, s'emploie à faire tomber les barrières avec les anciennes colonies afin de rehausser le prestige de la France sur le continent africain, et de détourner l'attention des problèmes intérieurs à la France

(2) Alors que l'aide bilatérale de la France est en baisse, il semble y avoir un accroissement des relations de coopérations entre le Sénégal, les ONG françaises et les institutions des collectivités locales et régionales françaises via la coopération décentralisée Presque toutes les grandes communes urbaines sénégalaises ont comme partenaire une collectivité locale française

(3) La France acceuille toujours la plus grande communauté de sénégalais travaillant et étudiant à l'étranger

(4) La France et le Sénégal reconnaissent l'importance du maintien d'une puissante communauté francophone Le Sénégal soutient vigoureusement la communauté francophone, et aspire au leadership de ses membres Noirs Africains

(5) La France et le Sénégal ont des intérêts similaires à collaborer et à maintenir de bonnes relations avec le monde arabe

(6) La France accorde toujours certaines formes d'aide bilatérale en imposant moins de conditions que d'autres donateurs, et reste le donateur bilatéral le plus important

(7) Les hommes d'affaires français ont montré un intérêt renouvellé pour le Sénégal En juin 1997, le Conseil National du Patronat Français a envoyé une délégation au Sénégal, menée par l'ancien Ministre à la Coopération, dans le but d'y explorer les possibilités d'investissement

(8) Le régime et des personnalités politiques majeures du PS entretiennent des relations étroites avec des entreprises françaises opérant au Sénégal, et continuent de préserver plusieurs de leurs privilèges

(9) Le Sénégal est toujours dans la zone du Franc, et les banques françaises contrôlent une part importante du secteur bancaire sénégalais

(10) Le Sénégal a choisi de suivre le modèle français dans ses réformes de décentralisation et judiciaires

(11) La génération plus ancienne des leaders du PS, comme Abdou Diouf et Habib Thiam, a été formée en France et a gardé de profondes attaches avec la France, ainsi que des modes français de gouvernement Pour eux, le modèle culturel et administratif français est donc toujours fortement présent

XVI Conclusions

A La volonté politique de changement et de réforme au Sénégal

Le gouvernement sénégalais, la bureaucratie de l'état, la classe politique et les intérêts économiques établis, ne se font pas les avocats enthousiastes de réformes politiques et économiques rapides Les donateurs se sont plaint de la lourdeur et de la résistance à appliquer les réformes, les politiciens de l'opposition parlent de la persistance de la culture du parti-état, les hommes d'affaires grognent contre les difficultés de faire des affaires et le traitement préférentiel accordé à leurs rivaux Tout cela peut conduire à un certain pessimisme concernant la volonté politique du Sénégal en faveur de réformes

Toutefois, une observation attentive des changements qui ont eu lieu ces dernières années indiquent une volonté politique, toute réticente et limitée qu'elle puisse être, de la part des leaders pour réformer le système économique et politique Le principe des réformes a été accepté, et des mesures ont commencé à être prises pour procurer un cadre légal à leur mise en application Le manque d'enthousiasme politique est plus visible dans le domaine de l'application et la mise en vigueur des changements règlementaires associés à la réforme

Ainsi, un système électoral exemplaire est créé mais n'est pas complètement mis en vigueur Les principes et programmes incorporés en 1996 dans le Manifeste Socialiste pour la Gouvernance Locale du PS et présentés durant la campagne électorale pour les collectivités locales de 1996, méritent le respect, mais ne sont pas appliqués La privatisation est acceptée, mais le gouvernement et les syndicats désirent toujours conserver la majorité des parts dans les entreprises de l'état, comme la SENELEC par exemple

La réalité est que le régime progresse lentement mais sûrement sur le chemin de la réforme Les pressions exercées par les donateurs, la mondialisation, les pressions démographiques, et les troubles sociaux, sont autant de facteurs poussant le Sénégal en avant sur cette voie L'establishment l'a bien compris et tentera le mieux qu'il peut de préserver ses intérêts dans le contexte changeant La question à présent n'est plus comment initier la réforme, mais comment l'accélérer

La volonté politique de changement peut être mieux perçue au niveau des organisations de base, là où les gens luttent pour la survie, et tirent parti des réseaux de solidarité sociale en vue

de satisfaire leurs besoins sociaux, économiques et culturels Bien que les comportements clientélistes et la "mentalité d'assisté" persistent, de plus en plus de Sénégalais ne se tournent plus vers l'état pour résoudre leurs problèmes Divers groupes de la société civile, -l'UNACOIS, les médias privés, les groupements des droits de l'homme, etc -, n'agissent plus comme client ou dépendant de l'état, mais affirment leur indépendance et exigent plus de liberté

Le problème majeur auquel le Sénégal fait face sur la voie de la réforme politique et économique n'est pas le degré de volonté politique en faveur du changement, mais le fossé grandissant entre l'élite politique au pouvoir et le reste de la population, en particulier les jeunes Ce fossé s'exprime dans l'aliénation envers le système politique, l'agitation sociale et l'éruption de violences

B Qui seront les nouveaux leaders?

La discussion concernant la succession aux sein des deux principaux partis a déjà commencé Diouf a passé les rênes du PS à Ousemane Tanor Dieng Dieng et ses alliés sont tous des hommes dans leur quarantaine ou cinquantaine, et ont remplacé une génération un peu plus âgée de leaders PS Leur style est plus agressif, leurs méthodes d'organisation plus modernes Le choix de la prochaine génération de dirigeants PS est crucial pour l'avenir du pays La bataille pour la succession risque d'être très intense Tanor et ses alliés manquent peut-être des compétences politiques et de la stature nécessaire pour faire valoir leur autorité La lutte pour le pouvoir au sein du PS pourrait faire éclater le parti Dans le but d'éviter une scission, les leaders du parti pourraient exercer des pressions sur Diouf pour qu'il se présente, comme annoncé, aux prochaines élections présidentielles, prévues pour l'an 2000 Si Diouf se présente et l'emporte, la lutte de succession sera reportée pour quelques années

Il n'est pas clair si les autres partis politiques disposent de leaders montants qui seront prêts à prendre la relève le moment venu Abdoulaye Wade ne semble pas avoir adopté, ou être en train d'adopter, quelqu'un pour lui succéder Wade, le leader PDS, a plus de 70 ans, et les pressions se font plus fortes pour qu'il prépare sa succession Dans le même temps, certains partis d'opposition considèrent Wade comme le meilleur espoir, à court terme, de vaincre le PS et envisagent l'idée de présenter une liste d'opposition unie, menée par lui, aux élections législatives de 1998

Dans les prochaines années, les nouveaux dirigeants politiques PS et PDS seront toujours, bien que plus jeunes, attachés aux pratiques politiques traditionnelles de parti Les leaders des autres partis d'opposition, comme Abdoulaye Bathily et Landing Savané, sont de la même génération que les nouveaux leaders PS

Il est peu probable d'assister à des changements majeurs dans le profil des principaux leaders des partis politiques durant les prochaines années Toutefois, l'aile jeune de tous les grands partis défie et conteste de plus en plus l'autorité de ses aînés Il reste à voir combien de temps les jeunes prendront pour émerger comme nouveaux leaders, et s'ils se montreront plus attentifs que leurs aînés aux problèmes du peuple et des électeurs Les chefs des jeunesses d'un parti, comme Pape Babacar Mbaye du PS et Modou Diagne du PDS, articulent plus clairement les problèmes des jeunes Mais leur position au sein de leur parti reste toujours plus dépendante du soutien de leurs patrons dans le parti que de celui de la base

De jeunes leaders religieux commencent à jouer un rôle public plus important Ceux-ci incluent des hommes comme Cheikh Abdoulaye Diéye, le réformateur maraboutique Mouride, Moustapha Sy, le chef du mouvement Moustarchidine, et Hassane Cissé, le marabout Niassene, avec ses centaines de talibés américains, qui a été actif dans la promotion de projets sociaux au Kaolack Ils représentent des différents intérêts et attitudes des Confréries envers la politique Tous trois adressent leur message aux jeunes

Le nouveau leadership religieux et son approche de la politique auront un impact majeur sur le processus politique Certains marabouts pourraient s'impliquer plus directement dans la politique en tant que candidat, et se présenter contre l'establishment, soit comme réformateurs modérés et honnêtes, comme Cheikh Abdoulaye Dièye, ou comme marabouts ambitieux, comme Moustapha Sy, qui est plus opportuniste dans ses appels à la jeunesse mécontente On assistera probablement à une âpre lutte de succession après le décès de Abdou Aziz Les nouveaux califes des confréries Sy et Mbacké, et leurs relations avec le PS, le gouvernement et les autres partis politiques, auront un impact important sur la scène politique

La société civile produit également une nouvelle génération de leaders des militants des droits de l'homme, comme Sidicki Kaba, le chef de l'Organisation Nationale de Droits de l'Homme (ONDH), qui a travaillé avec les associations de base pour promouvoir les principes démocratiques et les réformes politiques, des hommes d'affaires, comme Mansour Cama du CNES et Seigne Ndia Ndongo de l'UNACOIS, qui remettent en question l'ancien establishment des affaires, des leaders de syndicats indépendants, comme Mademba Sock, des leaders des médias, comme Babacar Touré de Sud-Communication, des professeurs d'université comme Babacar Kanté qui exige, et obtient, de ses étudiants un rigoureux travail académique, des représentants de mouvements paysans, comme Mamadou Cissokho, des organisateurs de communautés urbaines, comme Emmanuel Ndione de l'ENDA, et des dirigeants femmes dynamiques, comme Fatoumata Sow, l'ancienne directrice de CONGAD Leur nombre ira en s'accroissant, et il joueront un rôle probablement plus important en influençant le système politique dans le futur

Certains hommes d'affaires autodidactes sans beaucoup d'éducation formelle, défient la politique économique du régime, et ses alliances avec l'ancien establishment du secteur privé Ils influenceront le processus politique en donnant plus de poids à ceux travaillant dans le secteur économique "informel"

Avant l'indépendance, la base sociale de la société sénégalaise était bien différente, à cause du pourcentage moindre de sénégalais éduqués à l'occidentale et porteurs de diplômes d'enseignement supérieur Pendant les premières années de l'indépendance, la politique et la fonction publique constituaient les principaux véhicules de la mobilité ascendante pour les sénégalais instruits Avec le déclin de l'état et l'émergence d'un ensemble plus importants d'universitaires, les membres de la société civile ont cessé de considérer la politique et la fonction publique comme les chemins principaux de l'avancement social La société civile peut jouer un rôle important dans la promotion de l'honnêteté gouvernementale et de l'équité électorale Les nouveaux leaders de la société civile sont à mêmes de faire avancer la démocratisation et/ou de jouer un rôle plus étendu dans le processus politique Dés à présent, il est clair que le PS et d'autres partis sollicitent leur soutien

Nous savons peu de choses sur les jeunes gens et jeunes femmes qui émergent en tant que meneurs des organisations de base dans les villes et les campagnes Cependant, le dynamisme et le pouvoir mobilisateur de leurs organisations semblent offrir beaucoup d'espoir pour le futur Il est possible que diverses associations de base génèrent de nouveaux types de leaders, moins sujets à la politique clientéliste Plus nombreux seront ceux d'entre eux à devenir présidents de Conseils Ruraux et conseillers régionaux, municipaux et ruraux

La décentralisation stimulera les contacts entre les leaders des organisations de base et les responsables des collectivités locales L'engagement dans une collectivité locale peut offrir une bonne base de formation pour les futurs leaders nationaux Dans tous les cas, l'engagement des leaders des associations de base peut exercer une influence positive sur le fonctionnement du gouvernement local et, in fine, sur le système politique tout entier

C La décentralisation va-t-elle réussir?

Bien que les récentes réformes de décentralisation et de régionalisation ont été élaborées à Dakar sans beaucoup de consultation avec les populations concernées, il est clair que les réformes, ou du moins les principes sous-tendant les réformes, donnant aux gens plus de marge pour gérer leurs propres affaires, sont populaires

Etant donné la confusion à propos de la séparation des pouvoirs et des fonctions entre les différents niveaux de gouvernement, l'accès différencié du public aux moyens

financiers, l'inexpérience et le manque de formation des nouveaux élus, l'ignorance de la population concernant les fonctions du gouvernement local, et la centralité de Dakar auprès des élites politiques, le processus de décentralisation risque d'être plutôt anarchique pendant les prochaines années Il est trop tôt pour prédire comment les choses tourneront Mais avec 320 conseils ruraux, 43 communes d'arrondissement, 60 municipalités urbaines, et 10 conseils régionaux, il ne peut manquer d'y avoir de brillantes réussites de même que des échecs lamentables

La décentralisation représente certainement un approfondissement du processus démoratique au niveau local Elle semble affaiblir la mainmise des hiérarchies nationales des partis politiques sur la politique locale, et donner plus d'autonomie aux politiciens locaux ayant une forte base locale

La décentralisation ouvrira-t-elle la porte à de nouvelles occasions de corruption? C'est possible On peut plaider pour l'argument que la décentralisation et la fin du contrôle central sur la collectivité locale rendront plus difficile pour les responsables locaux de tricher, vu que les partis de la minorité seront à l'affût du moindre signe de corruption, prêts à discréditér le parti au pouvoir La décentralisation augmentera probablement la demande de transparence, et encouragera les responsables locaux à mieux rendre des comptes à leur électorat

Les réformes de décentralisation et de régionalisation fournissent le cadre pour mobiliser les énergies des populations locales Par le passé, la centralisation excessive a étouffé les énergies et la créativité des populations locales, ainsi que le bon fontionnement des collectivités locales Les nouvelles structures de décentralisation ont le potentiel de réduire le fossé entre les communautés et associations de base, les collectivités locales, et le système politique national plus large Le processus mérite d'être encouragé

D Ou va le Sénégal?

Des variantes de trois scénarios sont envisageables pour l'avenir

1 Le Sénégal continue à se débrouiller et à gérer les crises politiques et sociales récurrentes en vue d'éviter la catastrophe Toutefois, un rythme de réforme politique et économique trop modéré rendra de plus en plus difficile pour le régime de gérer les crises dans le futur Ce scénario reflête plus ou moins la présente situation au Sénégal

2 Les leaders sénégalais deviennent de plus en plus insensibles aux mécontentements populaires envers les réalisations du système et les exigences de réforme, et prennent des mesures aggravant les tensions - comme la non-acceptation de la réforme électorale, l'étouffement de la liberté des médias, l'ignorance des revendications étudiantes Ceci pourrait

entraîner une agitation sociale plus grande, une explosion populaire et des vagues de violence susceptibles de miner la stabilité politique et la paix sociale Dans cette perspective, un coup d'état militaire dans le but de rétablir l'ordre, ou un régime civil répressif et autocratique, sont possibles Ceci est le pire et, on peut l'espérer, le moins plausible des scénarios

3 Le rythme de la réforme politique et économique au Sénégal s'accélère L'élite politique accepte de prendre sur soi une part des sacrifices qu'il demande à la population, et introduit plus de transparence dans le système politique La réforme électorale, et un sérieux effort de lutte contre la corruption et la pauvreté, restaurent la crédibilité dans le système politique La société civile exerce plus de contrôle sur les abus de l'état, et fournit un pool de leaders plus important La paix est complètement restaurée en Casamance Les associations de base travaillant étroitement avec les gouvernements locaux, trouvent des façons moins coûteuses de produire les biens publics nécessaires à la population, et améliorent leurs compétences techniques et administratives La libéralisation économique, et les atouts du Sénégal dans sa position géographique et ses talents pour la communication, offrent la possibilité de créer un secteur privé nouveau, plus dynamique, qui multiplie rapidement les occasion d'emploi Ce scénario est évidemment le meilleur, et le plus optimiste

Le Sénégal est actuellement à la croisée des chemins Bien que le pire scénario soit possible, le Sénégal va probablement, pendant les années qui viennent, hésiter entre se débrouiller avec les crises (scénario 1) et accélérer le rythme des réformes (scénario 3) Un partnership fonctionnant convenablement entre les donateurs, le gouvernement sénégalais et la société sénégalaise, basé sur une stratégie de développement reflêtant les besoins réels et les aspirations des sénégalais, rendra possible pour le Sénégal de dépasser l'étape actuelle de gestion de la crise pour se diriger vers un avenir plus prometteur

E Changements dans le climat politique et l'impact sur les stratégies de développement

Des sections précédentes dans cette étude ont traité du climat politique et son impact sur la politique et les stratégies économiques Il nous faut à présent nous pencher sur les implications du climat politique sénégalais à l'intention de ceux formulant la nouvelle stratégie "graduée" de développement de l'USAID/Sénégal (1998-2006), et d'identifier les domaines potentiels pour permettre aux interventions de l'USAID/Sénégal de réaliser les objectifs stratégiques de la mission, qui est centrée sur un soutien au processus de décentralisation et le développement du secteur privé

L'analyse de cette étude met l'accent sur un climat politique plus sain et plus dynamique, et une volonté de réforme au niveau des associations de base et au niveau national Elle

identifie également les nouvelles lois de décentralisation, la fin du monopole du PS sur les collectivités locales, l'émergence d'organisations urbaines de la société civile plus autonomes, et l'éclosion dans tous le pays d'associations de base, comme créant un nouveau cadre institutionnel au potentiel élevé en vue de la promotion du développement et des pratiques de bonne gouvernance

1 Appui au processus de décentralisation

Ainsi que nous l'avons dit auparavant, la décentralisation ne comprend pas uniquement des mesures pour consolider les institutions des collectivités locales, et de former des responsables de collectivités locales D'autres donateurs sont déjà forts actifs en ce domaine, fournissant un soutien financier et une formation, en particulier dans les municipalités urbaines L'avantage comparatif de l'USAID/Sénégal réside dans un soutien à la décentralisation en tant que processus plus large, englobant une multitude d'acteurs et d'institutions - les medias décentralisés, les entrepreneurs locaux et régionaux, les associations volontaires de base, etc

l'USAID/Sénégal soutien la décentralisation en concevant des programmes et des activités pour effectuer ce qui suit

(1) renforcer les conseils régionaux et les mécanismes de planification régionale La formation de fonctionnaires, de conseillers et de membres d'organismes consultatifs régionaux comme les "comités économiques et sociaux" Des ateliers pour promouvoir des stratégies globales de développement régional et pour discuter des problèmes régionaux dans des domaines où l'état a transféré le pouvoir aux conseils régionaux - l'enseignement, la santé, l'environnement, et les ressources naturelles, par exemple

(2) encourager la création de relations horizontales et verticales entre les ONG, les unions et fédérations régionales paysannes, les associations de base, les associations de ressortissants et d'émigrés, et les entrepreneurs régionaux et locaux

(3) promouvoir une plus grande collaboration entre les acteurs du secteur privé cités plus haut, et l'administration territoriale, les services déconcentrés de l'état et les unités de gouvernement régional, municipal et rural, en vue de planifier des programmes communs et complémentaires de développement, de fournir et de co-produire des biens et des services publics, et de stimuler le développement du secteur privé

(4) soutenir le développement de médias régionaux et locaux - radio, télévision, journaux, bulletins d'information, etc

(5) travailler avec les responsables de collectivités locales, les médias, et les associations de base en vue de promouvoir les valeurs civiques, les pratiques de bonne

gouvernance, et une meilleure compréhension des processus démocratiques

(6) aider à garantir une plus grande responsabilité et transparence dans les opérations de gouvernement régional, municipal et rural

2 Développement du secteur privé et l'entreprenariat

Les interventions de l'USAID/Sénégal dans ce domaine pourraient se concentrer sur trois problèmes structurels majeurs posés à l'économie sénégalaise (a) la surconcentration d'activités et d'investissements économiques du secteur formel à Dakar, (b) un taux élevé de chômage, en particulier parmi les jeunes, et (c) la capacité limitée des institutions de crédit du secteur formel de fournir des crédits à des petites et moyennes entreprises

L'USAID/Sénégal pourrait travailler dans les domaines suivants, afin de s'attaquer à ces problèmes et d'atteindre ses objectifs stratégiques

(1) stimuler l'émergence de pôles de développement régional en encourageant la réorientation de l'investissement et du commerce de Dakar vers les régions

(2) promouvoir une collaboration commerciale et économique entre les régions limitrophes sénégalaises et leurs voisins

(3) assurer une formation dans les domaines techniques et administratifs aux associations de base, artisans et entrepreneurs locaux

(4) explorer de nouvelles formes de mécanismes de crédit qui pourraient être établies en mobilisant et regroupant les ressources financières d'associations de ressortissants, d'émigrés et de base, de confréries et de collectivités locales

(5) identifier les domaines où les artisans locaux, les hommes d'affaires et les associations de base sont susceptibles de fournir plus efficacement des biens et des services publics, et à des prix inférieurs que les ONG, les services de l'état et les consultants extérieurs

(6) assurer la formation des, et le conseil aux, groupements de jeunes et de femmes, pour les aider à identifier des marchés potentiels pour leurs biens et services, et à développer les compétences nécessaires pour devenir des micro-entreprises efficaces

3 Groupes visés en priorité par la nouvelle stratégie de développement de l'USAID/Sénégal

La réalisation effective de la stratégie de développement de l'USAID/Sénégal implique de donner la priorité aux groupes suivants

(1) Les associations de jeunes L'avenir du Sénégal est entre les mains de sa jeunesse En ce moment, la jeunesse sénégalaise souffre d'aliénation envers le système politique et d'un taux élevé de chômage

Les activités de l'USAID/Sénégal devraient accorder une attention spéciale aux jeunes de Dakar Les ASC ont démontré qu'elles pouvaient être des institutions excellentes pour mobiliser les jeunes Beaucoup d'entre elles sont devenues des GIE, remplissant des services sociaux et économiques pour leur communauté locale La mission pourrait travailler avec les ASC dans différents domaines (a) l'éducation civique en vue de conscientiser plus de jeunes au sujet du processus politique, (b) la formation de leaders, (c) les campagnes de sensibilisation et l'organisation de services concernant le secteur de la santé, pour combattre les taûx élevés de mortalité infantile, la malnutrition, le SIDA, les maladies sexuelles, la toxicomanie, le manque de conditions sanitaires, etc , (d) la formation dans les domaines administratifs, techniques et d'entreprises, pour préparer les jeunes au monde du travail, (e) et l'identification de domaines où les jeunes seraient susceptibles de trouver un emploi rémunératif, soit individuellement, soit via des micro-entreprises de GIE La mission pourrait également collaborer avec les CNJ, les organisations étudiantes, et les mouvements de jeunes à l'intérieur des partis politiques, en vue de promouvoir le soutien à la démocratie et les pratiques de bonne gouvernance La mission devrait développer des programmes avec des buts similaires pour les jeunesses rurales

(2) les groupements de femmes Les femmes sont souvent considérées comme la force la plus dynamique de la société sénégalaise Les jeunes femmes représentent généralement les éléments les plus marginalisés de la société L'USAID/ Sénégal pourrait aborder leurs problèmes au niveau de base en leur procurant une formation de cadre, afin d'encourager une participation plus grande des jeunes femmes dans les jeunesses des partis politiques, les groupements d'étudiants, les ASC, les associations de quartier et les associations de femmes rurales Une attention particulière pourrait également être accordée pour assurer une formation aux femmes responsables de collectivités locales, au niveau du conseil régional, municipal, communal et rural Dans les régions rurales, l'USAID devrait concentrer ses efforts à renforcer les groupes de femmes impliqués dans des activités concernant la santé, la gestion des ressources naturelles, l'agriculture et le commerce Les femmes des campagnes pourraient également tirer parti d'un programme d'alphabétisation et de sensibilisation aux valeurs démocratiques, du genre de celui fourni par TOSTAN

(3) associations de ressortissants et d'émigrés Ces groupements sont bien organisés, et capables de mobiliser des moyens financiers et humains considérables et d'introduire de nouvelles idées L'USAID/ Sénégal devrait incorporer ces groupes comme une partie intégrale de sa stratégie de développement pour le Sénégal rural, et utiliser leurs réseaux pour répandre de nouvelles idées et optimiser la mobilisation des ressources locales

(4) ONG régionales Avec la régionalisation, les ONG régionales, ou les branches régionales d'ONG nationales, auront un rôle plus important à jouer que par le passé, dans la formulation de stratégies de développement régional, et dans l'organisation du soutien aux associations et fédérations locales de base opérant dans une région donnée L'USAID/Sénégal devrait renforcer leur capacité de procurer des services d'assistance, via des programmes et ateliers de formation, et développer des mécanismes pour les rendre plus responsables vis à vis des populations qu'elles servent

(5) les journalistes et les médias L'émergence de médias indépendants a été l'un des développements les plus prometteurs dans l'évolution du Sénégal vers une plus grande démocratisation L'USAID/Sénégal pourrait contribuer à ce domaine en (a) procurant une formation aux journalistes sénégalais concernant le reportage investigateur et l'éthique objective, (b) encourageant une couverture plus étendue de la part des médias basés à Dakar, des nouvelles locales et régionales , (c) encourageant le développement de médias régionaux décentralisés, et (d) en subsidiant des programmes en langues nationales traitant de questions de gouvernance locale, offrant un espace de discussion sur les questions économiques, sociales et culturelles, locales et régionales, et diffusant des informations utiles dans les domaines de la santé, de la gestion des ressources naturelles, les technologies agricoles, etc

(6) unions et fédérations locales, régionales et nationales L'USAID/ Sénégal devrait soutenir le développement de chaînons horizontaux entre les unions et fédérations locales et régionales, les entrepreneurs locaux et régionaux, et les unités de collectivités locales dans les régions rurales L'USAID/ Sénégal pourrait lancer un bulletin d'information, en Français et en langues nationales, destiné à améliorer la circulation de l'information, des unions et des fédérations en direction des organisations membres au niveau de base

(7) petites et moyennes entreprises locales et régionales L'USAID/ Sénégal pourrait soutenir les efforts d'entrepreneurs locaux et régionaux en (a) assurant une formation administrative et technique spécialisée, en vue de permettre aux entreprises locales de répondre à la demande locale et régionale en biens et en services, (b) développant des mécanismes assurant aux entrepreneurs locaux un meilleur accès au crédit, (c) identifiant des entreprises de Dakar et/ou étrangères ayant le potentiel de

fournir du matériel à des prix moins élevés, et (d) en finançant des études de marché et de faisabilité

(8) Groupements d'Intérêt Economique (GIE) Nombre de GIE connaissent des difficultés à rembourser leurs dettes L'USAID/Sénégal pourrait considérer ce problème et aider des GIE dotés d'un potentiel économique, à développer des mécanismes qui leur permettraient à la fois un accès au crédit et un remboursement de leurs dettes

Les domaines d'intervention suggérés ci-dessus ne sont en aucune manière exhaustifs Ils sont la suite logique de l'analyse politique contenue dans cette étude Ce qui est peut-être le plus significatif est que la plupart des suggestions pour l'USAID/ Sénégal coïncident avec les aspirations exprimées par les Sénégalais inteviewés dans le cadre de l'enquête effectuée par la mission en 1997 Il semblerait, dés lors, qu'elles constituent la base d'une stratégie de développement d'orientation véritablement sénégalaise

ANNEXE I

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ANAMM	Association Nationale des Métiers de la Musique
APAC	Association des Professionnelles Africaines de la Communication
AGETIP	Agence d'Exécution de Travaux d'Intéret Public Contre le Sous-Emplois
AND JEF	Parti Africain Pour la Démocratie et le Socialisme
APE	Association des Parents d'Éleves
ASC	Association Sportive et Culturelle
AVD	Association Villagoeise de Développement
BCG	Bloc des Centristes Gaindé
BDS	Bloc Démocratique Sénégalais
BNDS	Banque Nationale du Développement Sénégalais
BOM	Bureau d'Organisation et Méthode
BPS	Bloc Populaire Sénégalais
CA	Commune d'Arrondissement
CDP	Convention des Démocrates et des Patriotes
CDS	Convention Démocratique Sociale
CENI	Commission Électorale Nationale Indépendant
CERID	Cercle d'Études et de Recherches Islam et Développement
CERP	Centre d'Expansion Rurale Polyvalent
CES	Conseil Économique et Social
CLG	Comité Local de Gestion
CNCAS	Caisse Nationale de Crédit Agricole Sénégalais
CNCR	Conseil National de Concertation des Ruraux

CNJ	Conseil National de la Jeunesse
CNP	Conseil National du Patronat
CNTS	Conseil National des Travailleurs du Sénégal
CODESRIA	Coouncil for the Development of Social Science Research in Africa
CONAC	Conseil National des Associations des Consommateurs
CONGAD	Conseil des Organisations Non-Gouvernementales d'Appui au Développement
COSEF	Conseil Sénégalais des Femmes
CONSERE	Conseil Supérieur des Ressources Naturelles et de l'Environnement
CR	Conseil Rural
CSS	Compagnie Sucrière Sénégalaise
DCL	Direction des Collectivités Locales
ECOWAS	Economic Community of West African States
ENAM	École Nationale d'Administration et de la Magistrature
ENDA	Environnement et Développement du Tiers-Monde
FAIS	Féderation des Associations Islamiques au Sénégal
FMI	Fonds Monétaire International
FNGF	Féderation Nationale des Groupements Féminins
FONGS	Féderation des Organisations Non-gouvernales du Sénégal
FSD	Front pour le Socialisme et la Démocratie
FSSI	Fonds Sénégalais de Solidarité Islamique
GES	Groupement Éonomique du Séégal
GIE	Groupement d'Intéret Économiqe
HCRT	Haut Conseil de la Radio-Télevision
IFAN	Institut Fondamental d'Afrique Noire
IFES	International Foundation for Elections Systems
ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles

JIR	Jamaatou Ibadou Rahmane
LD-MPT	Ligue Démocratique-Mouvement pour le Parti du Travail
MA	Mouvement Associatif
MAC	Mouvement Autonome de la Casamance
MFDC	Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance
MINT	Ministère de l'Intérieur
NPA	Nouvelle Politique Agricole
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
ONCAD	Office National de Coopération et D'Assistance pour le Développement
ONDH	Organisation Nationale des Droits de l'Homme
ONG	Organisation-Non-Governementale
OTD	Ousemane Tanor Dieng
PAI	Parti Africaine de l'Indépendance
PDS	Parti Démocratique Sénégalais
PDS/R	Parti Démocratique Sénégalais/Rénovation
PIT	Parti de l'Indépendance et du Travail
PRA-Sénégal	Parti du Rassemblement-Sénégal
PS	Parti Socialiste
PSS	Parti de la Solidarité Sénégalais
RND	Rassemblement National Démocratique
SAED	Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta
SAES	Syndicat Autonome de l'Enseignement Supérieur
SCIMPEX	Syndicat des Commerçants Importateurs et Exportateurs de l'Ouest Africaine
SENELEC	Société Nationale de Distribution de l'Énergie Électrique
SICAP	Société Immobilière du Cap-Vert

SOCOCIM	Société Commerciale de Ciment
SODEFITEX	Société de Développement des Fibres Textiles
SODEVA	Société de Développement et de Vulgarisation Agricole
SOMIVAC	Société pour la Mise en Valeur de la Casamance
SONATEL	Société Nationale des Télécommunications
SONOCOS	Société Nationale des Commercialisation des Oléagineux du Sénégal
SRD	Société Régionale de Développement
SUDES	Syndicat Unique et Démocratique des Enseignants du Sénégal
SUTELEC	Syndicat Unique des Travailleurs de l'Électricité
SYNPICS	Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication au Sénégal
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
UCM	Union Culturelle Musulmane
UDEN	Union Démocratique des Enseignants du Sénégal
UJAC	Union des Jeunes Agriculteurs de la Casamance
UNACOIS	Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal
UNISYNDI	Union Intersyndicale d,Entreprise et de l'Industrie
UNSAS	Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal
UPIS	Union Pour le Progrés Islamique au Sénégal
UPS	Union Progressiste Sénégalais
USAID	United States Agency for International Development
WAMY	World Assembly of Muslim Youth

ANNEXE II

DOCUMENTS CONSULTÉS

A Livres et Articles

AKINDÉS, Francis Les Mirages de la Démocratie en Afrique Subsaharienne Francophone Paris Karthala/CODESRIA, 1996

ANTOINE, Philippe and DIOP Abdoulaye Bara, La Ville à guichets fermés? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine Dakar IFAN/ORSTOM, 1995

BARBIER-WIESSER, François George, ed Comprendre la Casamance Chronique d'une Intégration Contrastée Paris Karthala, 1994

BLUNDO, Giorgio, "Les courtiers du développement en milieu rural Sénégalais," in Cahiers d'Études africaines, 137, XXXV, 1 (1995), pp 73-99

CAHIER DE LA RECHERCHE POPULAIRE, Apprentissages et créativité social Dakar ENDA Graf Sahel, No 1, June 1996

CONGAD, Répertoire des Organisations Non-Gouvernementales Membres du CONGAD Dakar Imprimérie Saint Paul, 1994

DARBON, Dominique, L'Administration et Le Paysan en Casamance(essai d'anthropologie administrative) Paris A Pedone, 1988

DESCENDRE, Daniel, L'Autodétermination Paysanne en Afrique Solidarité ou tutelle des O N G partènaires? Paris L'Harmattan, 1991

DIAGNE, Assane, Abdou Diouf Le Maître du Jeu Dakar Agence Less Com, 1996

DIOP, Momar-Coumba, La Lutte contre la pauvrété à Dakar Vers une définition d'une politique municipale Dakar Nouvelles Imprimeries du Sénégal, 1996

DIOP, Momar-Coumba, ed Le Sénégal et ses Voisins Dakar Nouvelles Imprimeries du Sénégal, 1994

DIOP,Momar-Coumba et DIOUF, Mamadou, Le Sénégal sous Abdou Diouf Paris Karthala, 1990

DIOP, Momar-Coumba, ed Sénégal Trajectoires d'un État Paris Karthala/CODESRIA, 1992

ECOLE NATIONALE D'ECONOMIE APPLIQUÉE, La Décentralisation au Sénégal L'Etape de la Régionalisation Dakar, Dakar, June, 1994

ENDA, Set Sétal des murs qui parlent, nouvelle culture urbaine à Dakar Dakar ENDA, 1991

GAYE, Malick, Villes Entrepreneuses De l'Action Participative à la Gouvernance urbaine Dakar Enda-Editions, 1996

GELLAR, "All in the Family France in Black Africa, 1958-1990,", Asian and African Studies 26 (1992),pp 101-117

GELLAR, Sheldon, Senegal An African Nation Between Islam and the West 2nd Edition Boulder, Colorado, Westview Press, 1995

GELLAR, Sheldon, "State Tutelage vs Self-Governance The Rhetoric and Reality of Decentralization in Senegal," in Dele Olowo and James Wunsch, eds The Failure of the Centralized State Institutions and Self-Governance in Africa Boulder, Colorado Westview Press, 1990, pp 130-146

IRIS (Center for Institutional Reform and the Informal Sector), Governance and the Economy in Africa Tools for Analysis and Reform of Corruption College Park University of Maryland, 1996

JACOB, J P and DELVILLE, Philippe Lavigne, eds Les Associations paysannes en Afrique organisation et dynamiques Paris Karthala, 1994

KABA, Sidiki L'Avenir des Droits de l'Homme en Afrique à l'Aube du XXIè siècle Dakar La Sénégalaise de l'Imprimerie, 1996

MBACKÉ, Khadim, Daaras et Droits de l'Enfants Dakar IFAN, 1994

------ Soufisme et Confréries Religieuses au Sénégal Dakar IFAN, 1995

NDIAYE, Abdel Kader Clédor, Discipline Budgétaire et Modernisation de l'État au Sénégal Dakar Imprimerie Tandian, n d

NDIAYE, Malick, L'Ethique CEDDO et La Société d'Accaparement ou les Conduites Culturelles des Sénégalais d'Aujourd'hui, Tome 1 Le Goorgi type moyen de la société Sénégalaise urbaine post-indépendance Dakar Presse Universitaire de Dakar, 1996

NDIONE, Emmanuel Seyni, Dynamique urbaine d'une société en grappe un cas, Dakar Dakar ENDA, 1987

NDIONE, Emmanuel, Le Don et le Recours ressorts de l'économie urbaine Dakar Enda-Editions, 1992

NDIONE, Emmanuel, Réinventer le Présent Quelques Jalons pour L'Action Dakar Enda-Graf Sahel, 1994

PETITEVILLE, Franck, La Coopération Décentralisée Les Collectivités locales dans la Coopération Nord-Sud Paris L'Harmattan, 1995

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, Ministère du Plan et de la Coopération Étude Prospective "Sénégal 2015 Dakar, Ministère du Plan et de la Coopération, Juillet 1989

---------- Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Senegalese Women By the Year 2015 Dakar July 1993

ROSELL, Patrick and BLONDIN DIOP, Ousemane, Évaluation du Projet d'Appui à la Decentralisation et au Développement urbain au Sénégal(PADDUS) Évaluation 1992-1995 France Ministère de la Coopération, 1996

SCHAFFER, Frederick Charles, Demokaraasi in Africa What Wolof Political Concepts Teach Us About How to Study Democracy Ph D Dissertation, University of California Department of Political Science, 1994

SCHRAEDER, Peter, "From Berlin 1884 to 1989 Foreign Assistance and French, American, and Japanese Cooperation in Francophone Africa," in The Journal of Modern African Studies, 33,4 (1995), pp 539-567

SNRECH, Serge Pour Préparer l'Avenir de l'Afrique de l'Ouest Une Vision à l'Horizon 2020, Paris CILSS/Club du Sahel, December 1994

THIANÉ, Allasane Balla Moussa Les ONG, une Panacée ? Saint-Louis du Sénégal XAMAL, 1996

VENGROFF, Richard and NDIAYE, Momar, The Impact of Electoral Reform at the Local Level in Africa The Case of Senegal's 1996 Local Elections manuscript, 1996

VILLALÓN, Leonardo A Islamic Society and State Power in Senegal Disciples and Citizens in Fatick New York University of Cambridge Press, 1995

B Documents de l'USAID et Rapports des Consultants

OYINLOLA, Adeyinka, Technical Assistance To Senegal's 1996 Regional, Municipal and Local Elections Washington D C IFES December 1996

BERG, Elliot et al , Sustaining Private Sector Development in

Senegal Strategic Considerations Dakar May 1997, draft manuscript

CHARLICK, Robert, FOX, Leslie, GELLAR, Sheldon, ROBINSON, Pearl, and WEST, Tina, Improving Democratic Governance for Sustainable Development An Assessment of Change and Continuity in Niger Associates in Rural Development, October 27, 1994

CHARLICK, Robert, The Concept of Governance and its Implications for A I D 's Development Assistance program in Africa Associates in Rural Development, June 1992

DIAGNE, Pathé, Le Sénégal à la croisée des chemins scénario de transition vers le 21ème siècle Dakar, 1997 Manuscrit

DENOEUX, Guilain, Democracy Assessment of Senegal Manuscrit, Washington, D C 1997

DIOP, Momar-Coumba, Sénégal La Refondation de l'État et les Dynamiques Associatives, Dakar, April 1997 Manuscrit

DIOUF, Mamadou, Culture Politique et Administrative et Réformes Politiques et Économiques, Dakar, 1997 Manuscrit

KANTÉ, Babacar, Identifier et Surmonter les Obstacles à la Mise En Ouevre de la Décentralisation, Dakar, April 1977 Manuscrit

MBACKé, Khadim, La Dynamique de Changement Dans L'Islam Sénégalais Constitue-Elle Un Frein ou Un Moteur à Une Réforme Économique et Politique? Dakar, 1997 Manuscrit

SARR, Désiré , Synthèse des Résultats de l'Enquete des Clients, Dakar, March 1997

SOW, Fatou, Femmes et Mouvements de Femmes comme Forces de Changement pour les Réformes Économiques au Sénégal Dakar, April 1997 Manuscrit

THOMSON James, Sahel Decentralization Policy Report Decentralization, Governance and Problem-Solving in the Sahel, Vol I Associates in Rural Development, December 1991

USAID BUREAU FOR AFRICA, Civil Society, Democracy and Development in Africa Proceedings of a Workshop for Development Practitioners Washington, D C 1992

USAID/SENEGAL, Élaboration de la Stratégie de l'USAID/Senegal 1998-2006, Atelier des 28,29, et 30 avril 1997 Rapport Final Dakar, May 1997

USAID/SENEGAL, USAID/Senegal Strategy Development Workshops

with U S Missions in Senegal, PVO/NGO/Private Sector Communities, and the Government of Senegal for 1998-2005 Planning Period Dakar USAID/Senegal, June 26, 1996

C Journaux, Périodiques, et Manifestes Politiques

1 Journaux et Périodiques (Dakar)

Le Soleil (quotidien)

SUD Quotidien (quotidien)

Wal Fadjri (quotidien)

Le Matin (quotidien)

La Nouvelle Horizon (hébdomodaire)

SOPI (Hébdomodaire PDS)

Le Politicien (hébdomodaire)

Le Cafard Liberé (hébdomodaire)

La Vache (hébdomodaire)

Le Témoin (hébomodaire)

La République (hébdomodaire)

Le Débat (hébdomodaire)

Le Choix

Nuit et Jour (mensuel)

En Vedette (mensuel)

2 La Presse Régionale

Thiès Tribune (Thiès)

Louga Infos (Louga)

Voix du Sahel (mensuel, Tambacounda et Kolda)

Waar-Wi (bi-mensuel, Kaolack)

Saint-Louis J (Saint Louis)

Le Courrier du Sud (Ziguinchor, Kolda et Tambacounda)

3 Les Périodiques Specialisés

Luttes Ouvrières (organe de la CNTS)

Performances (économie, tourisme, et culture)

Le Contact (bi-mensuel, économie, secteur privé)

CONGAD INFOS (bulletin mensuel du CONGAD)

Echo du Consommateur (hébdomodaire, défense des consommateurs)

Gouvernance Locale Plus (décentralisation)

La Revue du Conseil Économique et Social (trimestriel)

4 Manifestes des Partis Politiques

Parti Démocratique Sénégalais, La Révolution Bleue ou Révolution libérale dans la gestion municipale Dakar, n d

Parti Socialiste, Manifeste Socialiste Pour la Gouvernance Locale Dakar Groupe Sifni, 1996

Parti Socialiste du Sénégal, Guide du Militant et de L'Électeur du Parti Socialiste(pour gagner les élections du 24 novembre 1996) Dakar, August 1996

D Textes de Lois, Décrets, et Rapports de l'Etat

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, Textes de Lois de la Décentralisation Dakar 1996

1 Loi Portant Code des Collectivités Locales

2 Loi Portant Transfert de Compétences aux Régions, aux Communes, et aux Communautés Rurales

3 Loi Modifiant le Code Électoral

4 Loi Fixant l'Organisation Administrative et Financière de la Commune d'Arrondissement et Ses Rapports Avec la Ville

5 Loi Modifiant la Loi No 72-02 du 1er Février 1972 Relative à L'Organisation de l'Administration Territoriale

6 Loi Organique Relative à la Limitation du Cumul des Mandats Electifs et de Certaines Fonctions

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, Journal Officiel, No 5722, December 27, 1996 (Numero contenant les 22 décrets d'application des lois du 22 mars,1996 lies à la décentralisation

RÉEPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, Journal des Actes du Conseil Économique et Social, No 1, March 1997 Avis et Recommendations du Conseil Économique et Social

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, MINISTÈRE DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE, Décret No 96-103 du 8 Février 1996 Modifiant le Décret 89 775 du 30 Juin 1989 Fixant les Modalités d'Intervention des Organisations Non-Gouvernementales(ONG)

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE, Rapport Annuel 1995 Dakar, n d

ANNEXE III

LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES

I DONATEURS, CONSULTANTS, ET ONGS

A USAID/Senegal

Anne Williams	Directrice
Douglas Sheldon	Ancien Directeur Adjoint
Alan Reid	Directeur Adjoint
Robert Navin	Responsable, Program Core Unit
Gary Merritt	Sant, Population et Nutrition (Coach)
Belinda Barrington	Conseiller Juridique
Massar Bye	Responsable, Program Core Unit
Sounka Ndiaye	Économiste
Mamadou Kane	Responsable, Program Core Unit
Ernest Gibson	Agriculture et Ressources Naturelles
Lamine Thiam	Économiste
Françcois Faye	Agronome
Moribajan Keita	Économiste
Souleymane Diakhité	Traducteur
Kiffle Negash	Économiste
Ousemane Sané	Économiste
Seydou Cissé	Spécialiste Gouvernance Démocratique
Ousemane Ndao	Expert en Formation
Oumou Ba	Spécialiste en ONG et associations de base
Mamadou Diarra	SPécialiste en Formation
Abdoulaye Barro	Agriculture et Resources Naturlles
Fatou Kader	Documentaliste
Fatou Sarr	Documentaliste
Fatimata Sy	Planification Familiale,i
Mamadou Ndaw	Resources Humaines
Mamadou Niasse	Analyste Financier
Mme Gadio	Sociologue,
Samba Khary Fall	Spécialiste, Gestion des Projets

B Ambassade Américaine

Dane Smith	Ambassadeur
James Ledesma	Adjoint à l'Ambassadeur
Brett Mattei	Chargé des Affaires Politiques
Babacar Ndiaye	Section politique
David Wagner	Premier Sécrétaire

C USIS

Steven Pike	Chargé des Affaires Culturelles
Karen Sullivan	Chargé de la Presse

D Consultants

Adeyinka Oyinlola	IFES (International Foundation for Elections System
Denise Dauphine	IFES
Guilain Denoeux	Consultant, Gouvernance Démocratique

Elliot Berg	Consultant, Secteur Privé
Vivien A Schmidt	Directrice, Center for Democracy and Development
N Van der Walle	Consultant, Gouvernance Démocratique Michigan State University
Pape Sène	CLUSA (Ligue Coopérative des États-Unis)

E France

CAFFERINI, Lionel	Expert en Décentralisation, Mission Française

II RESPONSABLES POLITIQUES ET ÉLUS

A Dakar

BATHILY, Abdoulaye	Sécrétaire-Générale de la LD-MPT, Ministre de l'Environnement
DANSONKO, Ameth	Sécrétaire-Générale du PIT, député et ancient ministre de l'urbanisme
DIAGNE, Modou Fada	Chef de la jeunesse PDS
DIÉDHIOU, Tété	Maire du CA de Parcelles Assainies(PDS)
DIOP, Serigne	Sécrétaire-Général du PDS/R et Ministre de la Communication
DIOUF, Madior	Sécrétaire-Général du RND, député
FAYE, Aboulaye	Président du groupe parlementaire PDS
LECROIX, Mamadou	Responsable politique(And JEF)
MBAYE, Pape Babacar	Chef de la jeunesse PS, conseiller municipal, Dakar
NGOM, Ousemane	Ministre de la Santé Public (PDS)
SALL, Khalifa	Directeur de la campagne électorale du PS, membre du bureau politique, ministre
SAVANÉ, Landing	Sécrétaire-Général du And JEF
SYLLA, Talla	Fondateur de l'Alliance pour le Progré et la Justice, un nouveau parti politique
THIAM, Iba Der	Sécrétaire-Général du CDP/Garab-gi, député et ancien Ministre de l'Education Nationale

B Intérieur

BA, Amadou	V P du Conseil Rural de Gamadji Saré (Podor)
DAFFÉ, Moussa Balla	Député-maire de Sédhiou of Sédhiou(PDS)
DIAGNE, Daby	Député et Président du Conseil Régional de Louga (PS)
DIALLO, Demba Abou	Responsable politique, Goleré commune (PS)
DIALLO, Oumar	Conseiller Rural, Guédé, (Podor)
DIÈYE, Cheikh Abdoulaye	Chef du FSD, marabout et conseiller

	municipal, Saint Louis
DIOP, Abdoulaye	Président, Conseil Rural, Roncq (Dagana) (PS)
GADIO, Ousemane	Président du Conseil Rural de Gadiobé (Podor)
GAYE, Fara	Militant, FSD, Saint Louis
KANE, Marième Lamine	Conseiller Municipal, Richard-Toll (PS)
KING, Thérèse	ancien ministre, député, Ziguinchor (PS)
MANé, Yaya	Conseiller technique à Robert Sagna, maire de Ziguinchor et Ministre de l'Agriculture Agriculture Minister
NDIAYE, Godé	Président, Conseil Rural, Kaymor (Nioro)
NDIAYE,Mamadou	Président, Conseil Rural, Merina Dakhar(Tivouane)
SALL, Boubacar	Militant, LD-MPT, Thiès
SALL, Ousemane Djiby	Maire de Richard-Toll (PS)
NDIAYE, Modou	Conseiller Rural, Fandène (Thiès)
SANÉ, Moustapha	V P Conseil Rural,Diango (Bignona)
SECK, El Hadj Oumar	Conseiller municipal, Saint Louis (PS)
TENDENG, Pierre	Conseiller Municipal, Ziguinchor (PS)
TOURÉ, Babaly	Président, Conseil Rural, Medina Sabakh (Nioro)
WANE, Taifor	Maire de Podor (PS)

III FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ÉTAT

A Dakar

CAMPO, Alexis,	Conseiller technique, Ministèlre de Urbanisme
CARVALHO,Jean-Paul	(MEAVF) Mission d'Études et d'Aménagement de des Vallés Fossiles
DIOUF, Mamadou	Directeur, Direction des Collectivités Locales, (MINT)
DRAMè, Alioune	Conseiller Technique, Ministère de la Communication
FAYE, Jacques	Ancien Directeur du ISRA
GUÈYE, Idrissa	Directeur d'Études Législatives à l'Assemblée Nationale
KANE, Lamine	Conseiller Technique, Ministère de la Ville
MBAYE Diop Mbaye	Conseiller, Ministère de la Communication
NDOYE, M	Directeur de Cabinet, Ministère de la Modernisation de l'État
SAGNA, Famara Ibrahima	Président du Conseil Économique et Social
SENE, Abdoulaye,	Directeur de la MEAVF

B Intérieur

DIATTA, Emile	Agent des Eaux et Forêts, Medina Sabakh, (Nioro)
DIOUF, Léopold	Sous-Préfet, Medina Sabakh, (Nioro)
GUEYE, Marie	Monatrice rurale, Medina Sabakh
LY, Mamadou	Sous-Préfet, Merina Dakhar (Tivoaune)
NIANG, ibrahima	Chef du CER Medina Sabakh, (Nioro)
SARR, Biram	Gouverneur de Ziguinchor
SECK, Oumar	Service Régional de l'Urbanisme, Diourbel
THIOUNE, M	Projet PROVOLO (Ndioum)
TOURE, Mamdou	Sécrétaire-Générale, commune de Diourbel

IV SOCIÉTÉ CIVIL, ONGS, ET MOUVEMENT ASSOCIATIF

A Dakar

BAER, Lilian	Co-Directeur, Africa Consultants, Inc
BUGNICOURT, Jacques	Fondateur de l'ENDA
DIAGNE, Pathé	Directeur, Centre d'Étude de Prospective Alternative et de Politologie
DIA, Ismaila	Pharmaciste, V P du PADEC (ONG)
DIALLO, Sonia	Expert en alphabetisation en pulaar
DIENG, Mbaye	Avocat à la Cour
DIOP, Momar-Coumba	Chercheur, IFAN
DIOUF, Ousemane	Resonsable, CIEPAC,(ONG)
DIOUF, Mamadou	Directeur de Recherche, CODESRIA
ENGELBERGER, Gary	Co-Directeur, Africa Consultants,Inc
FAYE, Modou	Marabout mouride travaillant avec la jeunesse universitaire
KABA, Sadicki	Président de la ONDH
MBACKÉ, Khadim	Islamologue et Chercheur,IFAN, fondateur du FSSI
MBODJ, El Hadj	Politicologue, UCAD, Directeur de l'Institut des Droits de l'Homme et de la Paix, Membre du HCRT
MBOW, Penda	Historienne, UCAD, féeministe
NDIAYE, Raphael	ENDA, expert en communication de base
NDIAYE, Mademba,	Journaliste, Wal Fadjri
NDIAYE, Tafsir Malick	Juriste, Profeseur du Droit International, UCAD professor, CAD
NDIONE, Emmanuel	ENDA, sociologue
NDONGO, Serigne Ndia	Homme d'affaire et responsable de l'UNACOIS
NIANG, Madické	Avocat
NIANG, Mamadou	Chercheur, IFAN
SALL, Tamsir	Responsable, Sud-Communications
SAVANÉ, Malamine	Sécrétaire-Général du CONGAD
SOW, Fatou	sociologue, chercheur,IFAN
SY, Racine	Ancien Directeur de Radio-Sénégal, consultant en communication
THIAM, Abdoulaye	TOSTAN
THIOUNE, Ibrahim	Islamologue, UCAD

TOURÉ, Babacar	Président et fondateur de SUD-Communication
WILSON, Wendy	NCNW, ONG Américaine
ZEIMAN, André	Directeur, Institut pour la Démocratie, Gorée

B Intérieur

CISSÉ, Imam Hassan	Imam de Kaolack, Niassene Confrérie
COLY, Ibou	ACADA, ONG basé à Ziguinchor
COLY, Souleymane	CORD, ONG basé à Ziguinchor
DIAGNE, Cherif	Journaliste, Sud-FM , Saint Louis
DIOP, Serigne	AFRICARE (Kaolack)
GOSSAMA, Ibrahim	Gestionnaire, SUD-FM, Ziguinchor
KANTÉ, Babacar	Université de Saint Louis, Professeur en Sciences Juridiques, membre de la Commission Cellulaire
MBACKÉ, Mortada	Fondateur de l'Institut Al Azhar et frére du Saliou Mbacké, le Grand Khalife des Mourides (Touba)
MELCHING, Molly	Directrice du TOSTAN, expert en alphabetisation en Wolof (Thiès)
NDIAYE, Silé	Responsable, Groupment de Jeunes, Ouro-Ciré (Matam)
SADJIO, Idrissa	Responsable, CADEF, Féderation Paysanne basée en Casamance(Bignona)
SAGNA, Almamy	homme d'affaire et notable (Ziguinchor)
TANO, Felix	Université de Saint Louis, expert en finances locales
TOURÉ, Ali	Président, APE, Medina-Sabakh (Nioro)
TOURÉ,Bamba	Responsable de la CNTS, Saint Louis
TRAORÉ, Harouni	Sécrétaire-Général de la Chambre de Commerce de Kaolack

Le Consultant a aussi rencontré des responsables et membres des associations et groupements villageois dans des réunions collectives dans les villages suivants

1 Saam Ndiaye (Thiès)
2 Ouro-Ciré (Matam)
3 Merina Dakhar(Tivouane)
4 Colomba (Bignona)
5 Diango (Bignona)
6 Diatang(Bignona
7 Medina Sabakh(Nioro)
8 Ndioum(Podor)

ANNEXE IV

TERMS OF REFERENCE FOR SENEGAL POLITICAL CLIMATE STUDY

The contractor shall prepare a study which sets out the political context in which USAID/Senegal's next strategy will be situated

This study must include, but not be limited to, the following topics

1 A description of the current political context, including leadership, political parties, role of civil society, the role of religious leaders, etc

2 An analysis of the impact of the rise of grassroots associational life and social networks on the political process and prospects for economic development, particularly in the rural areas

3 A discussion of the pressures leading to changes of this context including the younger generation, decentralization, population pressures, and economic forces

4 An analysis of how these changes will affect the economic development climate including the continuing political will to engage in development activities, and encourage private sector growth

5 An analysis of the governance climate in Senegal and its role in the continuing development of Senegal

6 An analysis of how these changes in political climate should be reflected in a development strategy- especially a "graduation" strategy

7 The prospects for resolving tensions and conflicts in the Casamance and the Senegal River Valley which are regions of significant economic potential whose resources to date have not been mobilized effectively

8 The potential for changing top down and clientelistic modes of behavior styles in the Senegalese government and bureaucracy

9 A review of the political climate as it affects the region and Senegal's role in the region

The contractor shall also answer a series of questions which flow from these topics Examples are

Who will be the "new" leaders of Senegal?

How will this translate into the political process?

What will be the new role of civil society? the media? Human rights groups? Lobbyists? How will NGOs fare?

Who will be looking to invest in Senegal? Where will openings be? Where will blocakges be because of vested interests?

Will decentralization succeed? Will it deepen the democratic start in Senegal? Will it open up opportunities for corruption? Will it bring more control to the population?

What role will the current demographic trends play? Urbanization? Youth? Unemployment?

What are the likely impacts of Islam and increasing fundamentalism on the political scene?

Will economic reforms continue? In what context? What reactions can be expected as privatization hits vested interests?

Where will political party financing come from?

What will be the "French connection" continue to be?

The contractor shall prepare this study in several stages over the next 12 month period